

VITRINE30B

Not Found
VITRINE30B

1 3 4 6

♦ MONTRÉAL, SAMEDI 1^{er} JUILLET 2000 • 116^e ANNÉE, NO 247, 164 PAGES, 10 CAHIERS • 2 \$ TAXES EN SUS / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2,50 \$ / FLORIDE 2,60 \$ U.S.

Les Cubains savourent leur victoire avec sérénité

GILLES PAQUIN
envoyé spécial, LA HAVANE, Cuba

Au lendemain du retour du petit Elian à Cuba la population de La Havane savourait hier « sa victoire » avec beaucoup de sérénité en attendant la grande manifestation de demain.

Dans les rues de la capitale cubaine, chacun vaquait à ses occupations habituelles comme si de rien n'était. La place José-Martí, haut

lieu des rassemblements organisés par le régime depuis le début de cette affaire, était presque déserte.

Cette vaste esplanade, où se réunissaient chaque semaine des dizaines de milliers de Cubains pour réclamer le retour d'Elián, était comme un champ de bataille au lendemain du combat.

Une chorale de cadets de l'école militaire, accompagnée d'une fanfare des forces armées révolution-

naires, répétait son spectacle de fin d'année dans l'indifférence générale.

À cinq kilomètres de là, le long du front de mer, Elián et sa famille étaient discrètement réunis dans une de ces belles demeures de Miramar, le quartier des ambassades. Des policiers postés à chaque coin de rue interdisaient l'accès à la Première Avenue et aux six rues conduisant à la maison prêtée à la fa-

mille par le gouvernement cubain.

« C'est une grande maison avec un jardin, une piscine et une terrasse. Avant, c'était un genre d'auberge de la jeunesse du parti », dit Miguel, 20 ans, un garçon du quartier qui flâne devant un casse-croûte du secteur.

D'une main malhabile, il nous trace un plan de la maison et de son jardin. Selon lui, il faut avoir un revenu d'au moins 20 000 \$ par

année pour s'offrir une habitation comme celle-là. Le revenu moyen des Cubains est de 200 pesos par mois (10 \$ US), ajoute Pedro, le chauffeur de taxi qui nous écoute.

« Nous ne pouvons pas vivre avec un seul salaire et chacun trouve un ou deux autres emplois pour arrondir le revenu familial », dit-il.

Voir **LES CUBAINS** en A2

Air Canada: l'avis de grève est repoussé

Presse Canadienne

Les négociations entre l'Association des pilotes d'Air Canada et la direction du transporteur aérien se poursuivront tout au long du week-end de la fête du Canada, ont confirmé hier les deux parties.

« Nous croyons que les discussions ont été positives et productives, a confié M. Calin Rovinescu, vice-président à la stratégie d'affaires et au développement chez Air Canada. Nous demeurons confiants qu'un règlement négocié peut être atteint sans interruption de nos services. »

Cette nouvelle soulagera ceux qui prévoyaient voyager au cours du très achalandé congé férié.

Les pilotes sont en position de grève légale, sous réserve d'un préavis de 72 heures, mais ils ont indiqué par voie de communiqué qu'aucune date n'avait encore été fixée et qu'il n'était pas question d'émettre une telle notification avant la fin de la journée de dimanche.

Les pilotes entendent en effet réévaluer la situation à ce moment. Les négociations ont démarré mercredi à Montréal, dans un endroit tenu secret.

Le syndicat, qui représente 2200 pilotes dont le contrat de travail est échu depuis avril, n'a par ailleurs fait aucun commentaire sur l'avancée des pourparlers.

Ses membres ont voté — dans une proportion écrasante — en faveur d'une grève, en début de semaine. Le syndicat a laissé entendre qu'une grève du zèle ou une série de grèves tournantes étaient au nombre des solutions de rechange à une grève générale.

Voir **AIR CANADA** en A2

Vancouver-Québec



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Au terme d'un concours international, dont le jury était présidé par Phyllis Lambert, la direction de la Grande Bibliothèque du Québec (GBQ) a retenu les services d'un regroupement formé de deux firmes d'architectes de Québec et d'une firme de Vancouver pour élaborer les plans et devis de l'ouvrage devant coûter 58,3 millions et ouvrir ses portes à la fin de 2003. Les architectes John et Patricia Patkau (un couple dans la vie privée et professionnelle), de Vancouver travailleront de concert avec Marie-Chantal Croft et Éric Pelletier (également un couple) et Gilles Guité, de Québec. Hier, la directrice de la GBQ, Lise Bissonnette, a dévoilé la maquette de la bâtisse, dont l'extérieur sera recouvert de lattes horizontales de cuivre. Mme Bissonnette était accompagnée des gagnants, soit, de gauche à droite, Gilles Guité, Patricia Patkau, Marie-Chantal Croft et Éric Pelletier. John Patkau n'apparaît pas sur la photo.

À lire en page A3

Du blues... sur une planche à repasser!

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

Certains jouent sur des boîtes de conserve. Lui s'exprime sur une planche à repasser. Original du blues et du brevet, Ironing Board Sam peut se vanter d'avoir inventé le premier clavier portatif, bien avant la naissance des synthétiseurs petit format.

C'était au début des années soixante, se souvient-il. Son orgue Hammond venait de passer au feu et il cherchait un clavier moins encombrant. La nécessité étant mère de toutes les inventions, Sammie Moore finira par construire son propre instrument à partir de punaises, de fils de téléphone, d'amplis à lampes et d'une planche à repasser en guise de support.

On vous épargne les détails. Sachez que l'instrument — auquel le musicien doit d'ailleurs son surnom — fut officiellement homologué au Bureau fédéral des inventions, « mais pas complètement breveté parce que mon dessin était trop grand pour entrer dans leurs classeurs »!

Chapeau de cow-boy, lunettes, grandes mains ridées, visage prognathe et moustache grisonnante, le sexagénaire nous trace les grandes lignes d'une carrière pas toujours facile: Memphis, Los Angeles, Chicago, La Nouvelle-Orléans...

Voir **DU BLUES...** en A2

Rubriques

Arts et spectacles ...cahier D	Monde A17
- horaires-spectacles D16	Mon toit cahier I
- Télé-horaire D2	Mots croisés G14 et G16
À titre d'ail.....I8	Mot mystère.....G14
Avis.....E8 et F9	Ni bête ni méchant.....B3
Bandes dessinées.....H8	Opinions.....B3
Bridge.....G15	Petites annonces.....E1
Carrières.....cahier H	- immobilier.....E1 à E4
- professions.....H1 à H8	- marchandises.....E4
- formation.....H8	- emplois.....E4 à E7
Décès.....C3	- automobile.....E7 et E8
Échecs.....G15	- affaires.....G15
Économie.....C1 à C10	Philatélie.....G15
Éditorial.....B2	Plus.....B1, B4 à B8
Encans.....F9	Politique.....A24
Étes-vous observateur?.....G14	Restaurants.....D18
Feuilleton.....G14	Vacances - voyage.....cahier G
Horoscope.....G16	Vin.....D19
Loteries.....A2 et A8	Sports.....cahier F

MÉTÉO

Averses
Max. 23, min. 15
page F10

http://lapresse.infinet.net

11 juillet 1990, 8h37...

BRUNO BISSON

Le tout a commence par un crépitement sec, comme des grains de maïs qui éclatent dans un four à micro-ondes. Puis, le son se dédouble et se surmultiplie, jusqu'à devenir un seul fracas roulant comme un grondement de tonnerre entre les pins centenaires de la pinède d'Oka.

Il est 8 h 37, le 11 juillet 1990, quand la fusillade nourrie éclate. Un homme tombe, le caporal Marcel Lemay, de la Sûreté du Québec, âgé de 31 ans, marié et père d'un enfant. Ses collègues ripostent pour la première fois afin de couvrir leur retraite en tirant en l'air, 99 fois. La pétarade dure moins de 20 secondes. Mais son écho résonne durant les 78 jours qui suivent. Le Québec vient de plonger dans sa pire crise sociale et politique depuis octobre 1970.

L'Histoire nous apprendra, des années plus tard, à quel point cette opération policière de la SQ fut bâclée, par des officiers qui ne s'attendaient à aucune résistance de la part des Mohawks.



Oka
10 ans plus tard

C'était une grossière erreur. Dans son rapport d'enquête sur les événements publié en 1995, le coroner Guy Gilbert conclut que ce matin-là, « les Québécois ont manqué de gouvernement », et que les dirigeants de la SQ ont envoyé leurs hommes au casse-pipe.

Mais entre-temps, la crise aura fait son oeuvre, imprimant dans l'imaginaire collectif une image inédite des autochtones, qui va jusqu'à la caricature: le face-à-face du soldat Patrick Cloutier et d'un « Warrior » masqué (et nerveux), immortalisé par une photo-choc, sera répété à l'infini; les pitreries de feu Ronald Cross, le Mohawk poseur, feront du treillis militaire à la « Lasagne » un déguisement populaire pour l'Halloween de cette année-là.

Des négociateurs mohawks font tout pour se rendre irritants. La première séance des « négociations de la Trappe d'Oka » se bute à une prétendue coutume voulant que les Mohawks ne

négoient pas « après le coucher du soleil ». Plus tard, après s'être « entendus » avec Québec et Ottawa sur un « cadre de négociations », grâce à la médiation d'un juge fort respectable, un des signataires mohawks s'assoit pour signer le document, le visage masqué. Ce geste de mauvais goût tient lieu d'humiliation publique pour John Ciaccia et Tom Siddon, les ministres provincial et fédéral, responsables des Affaires autochtones. John Ciaccia ne le méritait pas. On ne le reverra plus jusqu'à la fin du conflit, le 26 septembre.

Les « Blancs » ne sont pas en reste, et certains épisodes de la crise d'Oka sont presque tombés dans un oubli sélectif. En août, alors que les Forces canadiennes resserrent leur tenaille sur Kahnawake et le pont Mercier, des Mohawks fuient la réserve. Ils sont accueillis à LaSalle par des manifestants qui lapident leurs véhicules, sous l'oeil désintéressé des policiers de la SQ et en présence d'agents en civil de la GRC, qui font semblant de n'être pas là.

Voir **11 JUILLET** en A2

Suite de la une

Air Canada: l'avis de grève est repoussé

Les Cubains savourent leur victoire avec sérénité

LES CUBAINS / Suite de la page A1

Bataille politique ou non, Pedro a pleuré lorsque la radio a annoncé le retour d'Elian. Sa femme et ses deux filles pleuraient aussi. Nous étions tellement émus que tout le monde pleurait et riait en même temps, dit-il.

La grande rue commerciale de La Havane, La Rampa, s'anime en fin d'après-midi lorsque les gens rentrent à la maison. Des files d'attente se forment devant les arrêts d'autobus et surtout, devant le comptoir de crème glacée Copelia.

« Vous voulez savoir ce que je pense de tout ça? C'est bien simple, que le petit retourne dans sa famille et qu'on en finisse. Moi ça ne m'intéresse pas et je ne participe jamais à ces manifestations », dit Magdalena, 30 ans.

La file avance et Santiago, un cuisinier de 38 ans, se poste devant nous pour attendre son tour. Il a entendu les commentaires de sa voisine et ne partage pas du tout son point de vue.

« Moi j'y allais aux manifestations devant l'ambassade des États-Unis. Chaque fois je me faisais un devoir d'y aller parce que j'ai une fille de quatre ans. Je me disais que cela aurait bien pu arriver dans notre famille », ajoute Santiago.

Pour lui, il n'est pas normal qu'un père soit obligé d'attendre sept mois avant de ramener son fils à la maison. Les discussions d'avocats et les interminables procédures judiciaires ne justifient pas une telle situation, dit-il.

« C'est une toute petite bataille et nous l'avons gagnée, la grande sera plus difficile et nous la gagnerons aussi, commente Omar Garcia, retraité de 68 ans. La grande bataille c'est l'embargo économique, explique le vieil homme. Une mesure « injuste et stupide » qui étouffe tout un peuple depuis 40 ans, dit-il.

Betty del Carmen Hurtado, 49 ans, se glisse dans la conversation et peste contre cette « saloperie des impérialistes » qui a encore drainé l'énergie et les ressources des Cubains. Tout ce tapage pour une affaire qui pouvait se régler en

cinq minutes en suivant la loi naturelle du retour de l'enfant chez son père, dit-elle.

En fin d'après-midi, la télévision nationale diffusait en direct une autre de ses tables rondes quotidiennes sur l'affaire Elian. Habituellement, le débat dure deux heures, mais quand Fidel participe à la discussion, ça se prolonge, dit Emilio.

Hier, Fidel n'y était pas, l'émission spéciale n'a duré que deux heures. Tout y passe, revue de presse des grands quotidiens d'Europe, des États-Unis et d'Amérique latine, commentaires des journalistes locaux, interviews avec des Américains favorables à Cuba et même des extraits des bulletins d'information des réseaux américains.

Demain, le gouvernement a prévu une manif monstre à Manzanillo, à 900 km de La Havane. Cette ville héroïque de 130 000 habitants vivra le « plus grand jour de son histoire », affirmait hier la radio cubaine.

BORSELLINO

Précisions

■ Trois hommes portant le même nom, celui de Giuseppe Borsellino, ont été confondus dans un article paru dans notre numéro du 17 juin (*Contributions illégales à des partis municipaux montréalais*, page A26). Un premier Giuseppe Borsellino s'est reconnu coupable d'avoir enfreint la Loi sur les élections dans les municipalités. Un deuxième Giuseppe Borsellino est associé à la compagnie Construction Garnier: il a contribué à la caisse de Vision Montréal en 1999, en respectant les limites prescrites par la loi. Un troisième Giuseppe Borsellino est président de B.P. Asphalte: il n'a jamais contribué à la caisse de Vision Montréal et n'a pas été reconnu coupable d'avoir enfreint la Loi sur les élections. Par ailleurs, Mitchell Gattuso est le cabinet d'avocats de Construction Garnier, et non un actionnaire de cette compagnie.

Toutes nos excuses.

THE USER

Précision

■ La photo publiée le samedi 10 juin 2000 en page D 18 faisait partie du cahier de presse du groupe The User. Le crédit donné au photographe Alain Roberge est une erreur dont nous nous excusons.

DU BLUES... / Suite de la page A1

Bien qu'actif dans le milieu depuis quarante ans, ce bluesman américain n'a enregistré qu'un seul album, paru il y a tout juste cinq ans. Question de « timing »: malgré son obstination et son incombustible dévouement à la cause blues, Sammie Moore est toujours passé à côté de la gloire. Entre les refus carabinés des compagnies de disques, quelques 45 tours passés inaperçus et les arnaques de producteurs véreux, sa carrière semble être une succession d'échecs et de désillusions.

Éternel optimiste, il ne regrette pourtant rien. Même s'il reste méconnu au bataillon du blues, Ironing Board Sam est assurément l'un des musiciens les plus extrava-

gants de son temps. « J'ai vite compris qu'il fallait faire différent pour me démarquer », lance-t-il le plus simplement du monde. Ses plus « célèbres » performances incluent notamment quelques concerts au fond de l'eau (vous avez bien lu...), un projet de *juke-box* vivant et une tentative de prestation aérienne, harnaché à une montgolfière. Comme si ce n'était pas assez, Sam se fait un devoir de fabriquer lui-même tous ses costumes de scène. « Je ne trouvais rien en magasin qui soit à la hauteur de mon imagination », explique-t-il.

Plus qu'un *entertainer* excentrique, ce père de cinq enfants, « peut-être six », est également un patentoux tous azimuts. Ses inventions vont du patin à roulettes électrique à l'antidouleur, petit objet

en forme de montre ancienne qu'il suffit d'appuyer sur les zones qui font souffrir. Sa plus récente création, dit-il, est un filtre antipollution personnalisé, que chacun doit installer directement dans ses narines. Il fallait y penser.

Tout cela du reste, est loin de l'avoir rendu millionnaire: encore aujourd'hui, Sam doit financer ses drôles de créations en jouant dans des mariages et des festivals. Avis aux intéressés, il se produit d'ailleurs cette semaine quotidiennement au repas-croisière du FIJM (sur le bateau *Nouvelle-Orléans*, au quai Jacques Cartier, à 19 h).

Son prochain projet ? Un système de moteur hydroélectrique qu'il affirme dangereux mais révolutionnaire. « J'attends de prendre ma retraite pour m'y consacrer

complètement », lance-t-il.

Car de retraite il est question. Quand on lui demande s'il se voit avant tout comme musicien ou un *entertainer*, Sam répond simplement qu'il est un vieil homme, fatigué d'avoir trop d'idées et miné par des maux de dos que son « antidouleur » n'a visiblement pas réussi à éradiquer. « C'est à force de jouer du piano assis huit heures par jour », fait-il remarquer. On lui suggère d'inventer un piano-lit ou quelque chose du genre. Incroyable mais vrai: il n'y avait pas encore pensé. L'idée est à peine lancée que notre homme, redevenu enthousiaste, se met à échafauder des plans à haute voix.

Fatigué peut-être, mais encore pas mal d'imagination, manifestement...

11 juillet, 8h37...

11 JUILLET / Suite de la page A1

Des manifestations se succèdent à Château-guay, devant le pont Mercier. Lors des premières, on brûle en effigie des *Warriors*. À Saint-Louis-de-Gonzague, des manifestants occupent un pont sur la Voie maritime afin d'illustrer la politique « deux poids, deux mesures » du gouvernement. La SQ n'en est pas à une gaffe près et se charge de leur donner raison par l'absurde, en réprimant très durement leur manifestation. Les émeutes redoublent de violence. Un soir, des manifestants arrêtent un camion bondé de légumes et bombardent de choux et de brocolis des policiers pris entre deux feux. C'en est trop: le premier ministre Robert Bourassa, malade

(on vient de lui découvrir un cancer), fait appel à l'armée.

Que reste-t-il de cette période de frénésie, où les Québécois ont soudainement réalisé l'ampleur des revendications autochtones sur « leur » territoire et la détermination avec laquelle certains d'entre eux étaient prêts à les défendre?

Dix ans plus tard, on ne sait pas vraiment si cet « éveil » fut pour le mieux, pour le pire, ou pour rien.

Aujourd'hui, afin de souligner le dixième anniversaire de la crise d'Oké, *La Presse* amorce une série de huit reportages sur la question autochtone. Nous reviendrons évidemment sur les événements survenus lors de l'été de 1990. Mais nous avons aussi voulu témoigner de la

vie quotidienne d'Amérindiens vivant des réalités profondément différentes. Nos journalistes se sont rendus à Schefferville, où les Innus sont établis dans un ancien territoire de chasse en bordure du Labrador; en Colombie-Britannique, où les Nisga'a ont obtenu un haut niveau d'autonomie; et dans l'État de New York, où des petits cousins des Mohawks empochent de gros dollars grâce aux casinos.

Nous examinerons aussi l'état des relations entre les gouvernements et les autochtones, ainsi que la controverse autour de l'utilisation des subventions qui leur sont versées. Pour conclure cette série, plusieurs experts se prononceront sur les enjeux liés aux revendications des Premières Nations. À lire dès aujourd'hui (en pages B4 et B5), et jusqu'à samedi prochain.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900
La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.
Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : 733
à quatre chiffres : 8916

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donateurs aux endroits suivants:
■ à Montréal: Centre des donateurs, centre commercial Maisonnette, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h;
■ à Longueuil: place Longueuil, 825, rue Saint-Laurent Ouest, de 13 h à 20 h.
Objectif: 175 donateurs;
■ à Rosemère: place Rosemère, 401, boul. Labelle, de 13 h à 20 h 30.
Objectif: 175 donateurs;
■ à Saint-Léonard: carrefour Langelier, 7373, boul. Langelier, de 14 h à 20 h.
Objectif: 100 donateurs.

DIMANCHE DANS LA PRESSE



Des kilos en trop!

■ Après un printemps plutôt maussade et pluvieux, les rayons du soleil ont enfin souligné l'arrivée de l'été. Voici donc venu le moment de prédilection pour retirer quelques pelures de vêtement afin de profiter au maximum du soleil et de la chaleur. Et hop! dans le maillot de bain... à la condition d'y rentrer, surtout si on a quelques kilos de trop. Notre collaboratrice Sophie Allard s'est penchée sur la question et nous livre ses découvertes dans le cahier Santé de dimanche.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Avez-vous l'intention de participer au Festival de jazz?

Selon vous, l'odyssée du petit Elian Gonzalez a-t-elle permis de faire progresser la cause de rapprochement entre Washington et La Havane?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 53 %
Non: 47 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

deux des façons les plus économiques d'acheter un matelas de première qualité

Plus DES OFFRES AVANTAGEUSES

No 1 Payez le plus bas prix garanti pour la gamme complète de matelas Sealy et Simmons et... Nous payons la TPS et la TVQ* !
*Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et la TVQ.

ou

No 2 Ne payez rien avant un an ! Choisissez celui qui vous convient maintenant...
• Aucun paiement mensuel
• Aucun intérêt • Aucun dépôt

Le Charmeur de Sealy	
à partir de 169 \$	ensemble 299 \$
Beautysleep Evasion de Simmons	
à partir de 199 \$	ensemble 399 \$
Posturepedic de Sealy	
à partir de 299 \$	ensemble 489 \$
Beautyrest de Simmons	
à partir de 449 \$	ensemble 799 \$

➔ Essai gratuit de 30 nuits • Cadre de lit gratuit avec tous les ensembles Sealy et Simmons • Matelas «payez et emportez» à partir de 39,95 \$ • Livraison gratuite

LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST

Nous offrons la gamme complète de SIMMONS CANADA INC. et de Sealy

CENTRE ROCKLAND : 341-7810
LES PROMENADES DE LA CATHÉDRALE : 282-9525
PLACE PORTOBELLO BROSSARD : 671-2202
LES GALERIES LAVAL : 681-9090

Actualités

Kahnawake aurait pu être « rayée de la carte », dit Joe Norton

MARC THIBODEAU

Le grand chef du conseil de bande de Kahnawake, Joe Norton, reconnaît qu'il était loin d'être maître du jeu au sein de sa propre communauté durant la crise d'Oka.

« C'est certain que je n'étais pas en contrôle. Personne ne peut être totalement en contrôle lorsqu'une situation de cette ampleur se produit », a déclaré M. Norton lors d'une discrète conférence de presse tenue hier pour faire le point sur son appréciation de la crise, survenue il y a 10 ans.

Le conseil de bande de Kahnawake a été mis devant le fait accompli lorsque des militants mohawks liés à la « Société des guerriers » ont décidé d'ériger des barricades sur le pont Mercier en réaction au conflit territorial en cours à Kanesatake.ê

ê « Si nous avions refusé d'appuyer leur initiative, nous aurions peut-être précipité une grave crise interne qui aurait affaibli notre communauté face aux gouvernements provincial et fédéral et augmenté les risques de prise de con-

trôle. Au bout du compte, il s'agissait d'une décision de survie. Je crois que c'était la bonne », note M. Norton.

Le fait que certains des « soi-disant » guerriers cherchaient par la confrontation à faire progresser leurs propres intérêts économiques plutôt que la « cause mohawk » ne change rien à la chose, dit le grand chef, qui n'apprécie guère en définitive le recours à ce type de mesure extrême.

« Je n'aime pas la violence, je ne préconise pas la violence, je ne supporte pas la violence, mais si c'est la seule façon de se défendre, on n'a parfois pas d'autre choix », déclare M. Norton.

En 1990, les autorités provinciales et fédérales ne rêvaient que d'un prétexte pour prendre contrôle de sa communauté, juge-t-il, et un véritable bain de sang aurait

facilement pu survenir. Les Mohawks, dans ce contexte extrêmement tendu, ont été sauvés par leur instinct de survie (self-preservation).

« Kahnawake aurait pu être rayée de la carte », croit M. Norton, qui trouve difficile, encore aujourd'hui, d'aborder avec calme cette période.

« Il y a une part de moi qui me dit que je dois travailler à améliorer les relations avec les gouvernements provincial et fédéral en réaction aux événements de 1990. Il y a en a une autre qui est remplie d'amertume et de colère à la vue de la façon dont les gens ont été traités ici (à Kahnawake) ainsi qu'à Kanesatake », note-t-il.

La normalisation des relations survenue depuis avec les différents ordres gouvernementaux n'a pas été chose facile, note M. Norton. Il a fallu « l'effondrement du Parti conservateur » au fédéral ainsi que la défaite des libéraux au provincial pour permettre de « réels » progrès.

Kahnawake, insiste le grand chef, continue de chercher à amé-

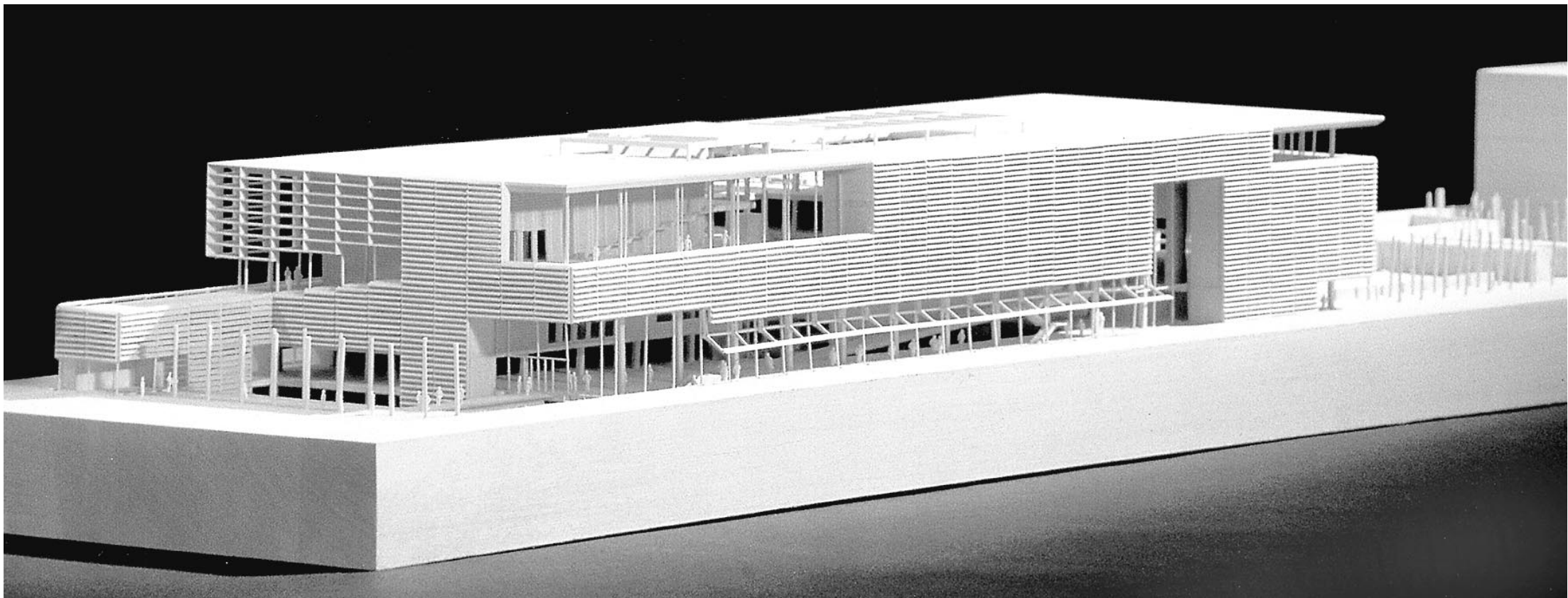
liorer ses relations avec les communautés non autochtones tout en multipliant les projets à caractère économique dans des secteurs comme l'Internet pour assurer son développement.

En dépit des progrès relevés, la crise d'Oka demeure bien présente dans la tête des membres de la communauté autochtone, dit-il. « Peut-être que les adultes et les enfants qui l'ont vécue ne l'oublieront jamais de leur vivant. Nous devons faire en sorte de ne pas transmettre cette colère et ce ressentiment à nos petits-enfants », note M. Norton.

Il ne croit pas qu'une confrontation similaire à celle qui s'est produite en 1990 puisse se reproduire aujourd'hui. « Il y aura toujours des différends à caractère idéologique et politique, mais je n'entrevois pas une crise comme celle-là. Ce que nous avons vu devrait nous convaincre qu'il ne faut plus jamais repasser par là », conclut le grand chef.



PHOTOTHÈQUE ROBERT SKINNER, La Presse ©
Joe Norton



Le projet lauréat est signé Patkau Architectes, une firme de Vancouver, associée aux bureaux québécois Croft-Pelletier et Gilles Guité. Il devrait remplacer d'ici trois ans le Palais du commerce de la rue Berri.

Grande Bibliothèque: Patkau Architectes remporte la mise

SUZANNE COLPRON

La Grande Bibliothèque du Québec (GBQ) portera la signature de Patkau Architectes, une firme de Vancouver, associée aux bureaux québécois Croft-Pelletier et Gilles Guité.

Le nom de l'équipe gagnante, choisie parmi cinq finalistes, a été dévoilé hier par Lise Bissonnette, présidente de la GBQ, au terme de deux longues journées de délibérations.

Zaha Hadid, star de l'architecture, mondialement réputée, a obtenu une mention spéciale pour sa proposition.

« J'aurais bien aimé construire cinq bibliothèques », a lancé Lise Bissonnette.

Le concept développé par les gagnants, Patkau Architectes, répond avec intelligence et assurance au problème d'équilibre entre les fonctions culturelles et les fonctions de services de la GBQ, a-t-elle dit. C'est un bâtiment aux personnalités multiples qui devait trouver son unité. »

Phyllis Lambert, présidente du

jury du concours international d'architecture de la GBQ, a souligné, pour sa part, la qualité exceptionnelle des projets concurrents et loué la force du projet lauréat, « qui a réussi à résoudre, avec élégance, précision, sensibilité, la complexité du programme des espaces et des activités de la GBQ ».

Le jury a particulièrement aimé la clarté du projet de Patkau, l'intégration entre les circulations intérieures, la mission de la bibliothèque, la grande diversité de places et de climats de lecture, de même que le choix des matériaux : le bois, le cuivre et le granite.

La réalisation de la GBQ, dotée d'un budget de 90,6 millions, représente le plus gros investissement culturel fait par l'actuel gouvernement, a rappelé la ministre de la Culture du Québec, Agnès Maltais. L'édifice sera érigé sur le terrain présentement occupé par l'ancien Palais du commerce, rue Berri, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Ontario.

Le processus qui a mené à ce choix était inhabituel. Il s'agit en fait du premier concours internatio-

nal d'architecture jamais organisé dans le cadre de la construction d'un bâtiment public. Le jury avait reçu 37 propositions nationales et internationales, lors de la première phase du concours. Il en a conservé cinq : deux de l'étranger, en l'occurrence Christian de Portzamparc, de Paris, et Zaha Hadid, de Londres, deux autres du Québec, FABG/GDL, et Saucier + Perrotte/Menkès Shooner Dagenais, et une dernière, Patkau Architectes, de Vancouver, associée à Croft-Pelletier et Gilles Guité.

Les cinq équipes finalistes disposaient chacune de 60 000 \$ pour réaliser et soumettre une esquisse-concept de la GBQ et une maquette.

La firme lauréate entreprendra dans les prochains jours la confection des plans et des devis qui viendront donner corps à cette esquisse-concept, et profitera de la collaboration du personnel de la GBQ pour finaliser certains aspects, dont l'animation, l'ancrage de l'édifice dans le quartier, son impact sur la circulation environnante



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse ©
Lise Bissonnette, présidente de la GBQ, Phyllis Lambert, qui présidait le concours d'architecture, Patricia Patkau, de la firme gagnante, et Agnès Maltais, ministre de Culture.

et son implantation dans le quadrilatère.

Le budget de construction s'élève à 58 millions et une somme additionnelle devrait s'ajouter pour couvrir les dépenses liées au stationnement. Interrogée sur la question, la ministre Maltais a fait savoir que le dossier était entre les mains du gouvernement. « On va le traiter à part, a-t-elle déclaré. Ça va aller rapidement. »

La démolition de l'actuel bâti-

ment aura lieu au début de 2001 et la construction du nouvel édifice commencera à la fin de l'an prochain. On prévoit ouvrir les portes de la GBQ dans environ trois ans.

Les maquettes et les dessins des cinq projets finalistes seront exposés au Palais du commerce, du 28 septembre au 29 octobre. Mais on peut déjà les voir sur le site Internet de la GBQ, à l'adresse : www.grandebibliotheque.qc.ca.

Participez aux

Choix du public SAQ

Votez pour les commerces qui ont le plus de gueule... et gagnez l'Europe!

Tirage de deux billets d'avion Air Canada pour la destination européenne de votre choix, 2000 \$ en argent de poche et 2000 \$ en chèques-cadeaux à dépenser dans les commerces en nomination.

Prenez votre bulletin de vote et les règlements du concours à l'une des succursales SAQ de Montréal, à la maison de la culture ou au bureau Accès Montréal près de chez vous, ou encore votez en ligne sur le site Internet www.commercedesignmontreal.qc.ca

Vous avez jusqu'au 5 août pour voter. Faites vite, l'été, c'est vite passé!

Cet été, faites-vous une tête sur le design!

Ville de Montréal

SAQ

Commerce**Design**Montréal

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC • DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA • SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC • HYDRO-QUÉBEC • MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU QUÉBEC • AIR CANADA • (MUSIQUEPLUS) • SOCIÉTÉ DES DESIGNERS D'INTÉRIEUR DU QUÉBEC • ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC • SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL • TOURISME MONTRÉAL • CITÉ ROCK DÉTENTE • LA PRESSE • THE GAZETTE

2864602

EN BREF

Criblé de balles

■ Un jeune homme de 22 ans, Okenson Charles, a été tué mercredi soir lorsqu'il a été atteint de projectiles d'arme à feu automatique. La fusillade a éclaté dans une cour arrière, rue Pascal, à Montréal-Nord, lorsqu'un suspect est sorti d'une voiture pour abattre le jeune homme avant de prendre la fuite. Selon la police, trois personnes étaient à bord du véhicule. Il s'agirait à première vue d'un règlement de compte, puisque la victime était bien connue des services policiers et faisait partie d'un gang de rue. Jusqu'à maintenant, la police n'a procédé à aucune arrestation et aucun suspect n'a été interpellé. Ce meurtre était le 27^e à survenir sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal depuis le début de l'année.

Pas avant 12 ans

■ Le juge Réjean Paul a fixé hier à 12 ans le temps qu'Éric Bilodeau, condamné à la prison à vie, devra purger derrière les barreaux avant d'être admissible à la liberté conditionnelle. Au terme de son procès devant jury, le jeune homme de 24 ans avait été déclaré coupable du meurtre non prémédité d'Annick Babin, son amie de coeur, survenu le 21 juillet 1999 à Saint-Laurent. Bilodeau l'avait étranglée avec une ceinture et poignardée à plusieurs reprises avec un tournevis, après qu'elle lui eut annoncé qu'elle voulait rompre. Par la suite, il s'était enfui et avait été épinglé deux jours plus tard à Halifax, alors qu'il tentait de vendre une voiture qu'il avait volée.

Trois ans de prison

■ Sylvain Richer, 20 ans, qui avait volé le 20 juin un camion dans lequel se trouvaient trois enfants à Saint-Joseph-du-Lac, a été condamné à trois ans de prison, hier, par le juge Marc Vanasse, de la Cour du Québec, au palais de justice de Saint-Jérôme. Le 15 juin, Richer avait écopé d'une peine d'un an à purger dans la collectivité pour vol de véhicule. Son présumé complice, Jean-François Girard, 18 ans, a été remis en liberté en attendant son procès. Après avoir constaté la présence des enfants, les voleurs les avaient fait descendre et ils avaient été récupérés par leur père qui avait « réquisitionné » une automobile pour les poursuivre après avoir vu son camion partir.

La Couronne réclame la prison pour l'agent Saint-Germain ; la défense demande un sursis

CHRISTIANE DESJARDINS

Depuis l'accident de la route qui a coûté la vie à ses quatre collègues passagers, le 27 octobre 1994, le policier Marc Saint-Germain est torturé par la culpabilité et les cauchemars. Il prend des antidépresseurs et voit maintenant sa carrière de policier anéantie. La société n'aurait rien à gagner à mettre en prison cet homme qui a déjà payé gros pour une erreur qui le poursuivra de toute façon toute sa vie.

C'est ce qu'a fait valoir l'avocat du policier de 32 ans, Éric Downs, hier, à la juge Lise Côté, qui doit décider de la sentence. Rappelons que Saint-Germain a été déclaré coupable par un jury, lundi, de conduite dangereuse et négligence criminelle ayant causé la mort de quatre policiers qui se trouvaient dans sa voiture, au retour d'une soirée de fête dans un restaurant de Trois-Rivières. Une condamnation passible de la prison à perpétuité.

M^e Downs suggère une peine de deux ans moins un jour avec sursis, c'est-à-dire à purger dans la collectivité, encadrée de strictes conditions et assortie de travaux communautaires. Saint-Germain a toujours respecté ses conditions, et ne représente pas un danger pour la société. Un policier condamné à la prison doit être mis sous protection, parce qu'il est considéré comme un paria par les autres détenus et peut être la cible de sévices, a-t-il plaidé.

M^e Yvon Lefebvre, qui officie pour la Couronne, demande pour sa part une peine de pénitencier, ce qui signifie au minimum deux ans d'emprisonnement. Il a remis à la juge une lettre écrite par la mère de Serge Arseneault, qui a péri dans l'accident. « Lui, sa mère peut le voir en personne. Moi, je n'ai plus ce grand garçon, beau comme un coeur... »

Selon M^e Lefebvre, le fait que Saint-Germain était un policier affecté à la sécurité routière, à l'époque de l'accident, est un facteur aggravant, d'autant plus qu'il terminait un stage pour devenir instructeur en techniques d'alcootest. »

« C'est un facteur aggravant d'un côté, et de l'autre ce n'en est pas un. Parce qu'il est policier, il perd son emploi, qui était sa deuxième raison d'être après sa famille », de répliquer M^e Downs.

Une vie anéantie

M^e Downs, qui a plaidé pendant presque toute la journée d'hier, notamment en déposant une abondante jurisprudence, a retracé les grandes lignes de la vie de Saint-Germain. Né à Saint-Henri dans une famille qui compte cinq enfants, il est entré au service de la Sûreté du Québec après ses études, en 1989. Marié depuis dix ans



PHOTO MARTIN CHAMERLAND, La Presse ©

L'agent Marc Saint-Germain, de la Sûreté du Québec, est passible de la prison à perpétuité. À sa gauche, son épouse Isabelle Lambert, elle-même policière au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal.

avec une policière du SPCUM, Isabelle Lambert, il a deux enfants de sept et trois ans. Sa conjointe l'a toujours soutenu et a assisté à tout le procès. Sa famille, des amis et même des voisins y étaient aussi.

Jusqu'à l'accident, Saint-Germain était un homme sociable, sympathique, à qui la vie souriait. Son dossier de conducteur était vierge, tout comme son dossier de policier. Le drame l'a plongé dans le désespoir et il s'est mis à entretenir des pensées suicidaires. Il est suivi par un psychiatre depuis l'accident et soumis à une médication. Les rapports psychologiques font état d'un homme normal, sans problème d'alcool ni de drogue, mais qui vit un stress post-traumatique important.

Suspendu de ses fonctions depuis l'accident, Saint-Germain a consacré tout son temps à sa famille et à faire du bénévolat dans des associa-

tions sportives pour les jeunes. Il a tenté un retour aux études, mais a dû abandonner en raison de ses difficultés de concentration.

L'aumônier des policiers, Champlain Barrette, était présent, hier. Il connaît Saint-Germain depuis 10 ans. C'est lui qui a célébré son mariage et baptisé ses enfants. Il a écrit une lettre à la juge pour dire qu'il était prêt à se porte garant de l'accusé, s'il obtenait un sursis.

« C'est une erreur de parcours qui a détruit cinq familles. Je connais bien Marc Saint-Germain et la société ne tirera pas avantage à l'envoyer en prison », a-t-il fait valoir.

La juge Lise Côté prononcera la sentence le 6 juillet. Rappelons qu'au terme de son premier procès, en 1996, Saint-Germain avait été condamné à six ans de pénitencier. La Cour d'appel avait cassé le verdict et ordonné un nouveau procès.

Indonésie: naufrage d'un navire avec près de 500 personnes à bord

D'après AP et AFP
DJAKARTA

Un navire transportant 492 personnes, dont bon nombre fuyaient les violences entre chrétiens et musulmans aux Moluques, a sombré hier au large de l'archipel indonésien sans laisser aucune trace, selon les autorités.

Le Cahaya Bahari effectuait la liaison entre Tobelo, sur Halmahera, la principale île du nord des Moluques, et Manado, capitale de la province de Célèbes du Nord. Le navire s'est abîmé vers 13h locales à environ 2300 km au nord-est de Djakarta.

Parmi les 492 personnes à bord, figuraient 290 réfugiés de Duma, un village chrétien où plus d'une centaine de personnes ont péri le 19 juin dans une attaque d'islamistes.

Le responsable de la capitainerie du port de Tobelo, Bob Halattu, a précisé que le navire avait l'autorisation de transporter 270 passagers.

Toutefois, selon un autre responsable interrogé par l'AFP, 400 personnes auraient embarqué à bord du Cahaya Bahari qui avait appareillé de Tobelo avec des réfugiés et une cargaison de copra.

Des secours ont été dépêchés vers la zone où le bateau avait été localisé pour la dernière fois mais ils n'ont pas trouvé signe du navire ou d'éventuels rescapés.

« Les quatre bateaux (de secours) ont rejoint la zone où le dernier contact radio avec le Cahaya Bahari a été établi mais ils n'ont rien trouvé », a déclaré à l'AFP Musa Ering, administrateur du port de Tahuna, situé à quelque 70 km des lieux supposés du naufrage, au large de la pointe nord de l'île de Sulawesi.

Ering a indiqué que les secours avaient été dépêchés après qu'un appel de détresse eut été reçu par radio faisant état d'une panne de moteur et d'une infiltration d'eau.

Selon lui, le Cahaya Bahari était encore à flots quand l'appel a été reçu. Il a estimé que le contact pouvait avoir été perdu en raison d'une panne des batteries de secours du bateau.

Un témoin a affirmé que le bateau avait quitté le port de Tobelo avec des centaines de personnes à bord, principalement des réfugiés de Duma. Selon les renseignements parvenus au responsable du port, le mauvais temps serait à l'origine du naufrage.

Une forte mer rendait les recherches difficiles alors qu'aucun plan de recherches aériennes n'était prévu. Les violences entre musulmans et chrétiens ont fait plus de 3000 morts aux Moluques au cours des dix-huit derniers mois et leur recrudescence ces derniers jours a amené les autorités de Djakarta à décréter, mardi dernier, le couvre-feu dans l'archipel.

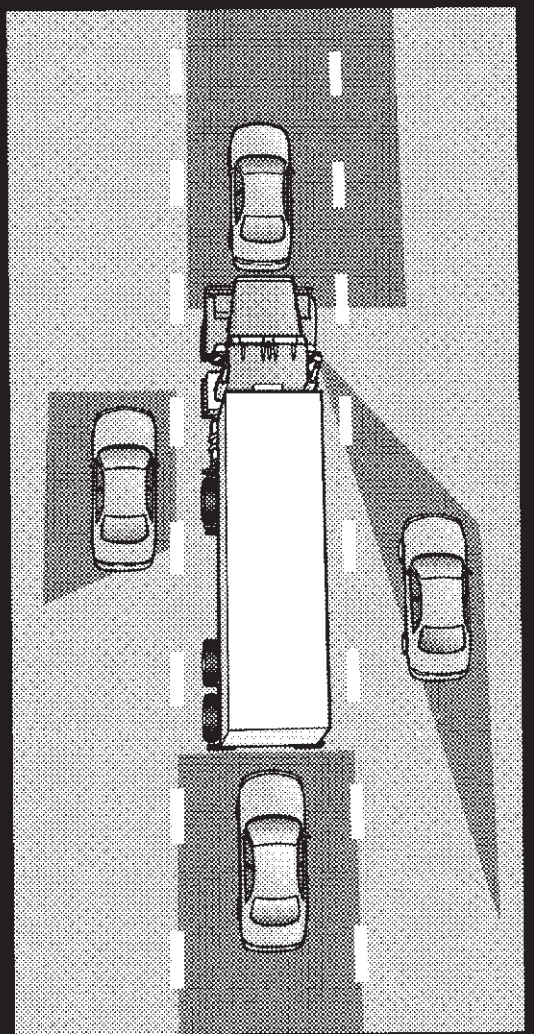
Parce que les conducteurs de véhicules lourds ne vous voient pas toujours

les angles morts, voyez-les !

En disparaissant du champ de vision d'un conducteur de camion ou d'autobus, vous êtes dans une zone de danger où vous ne devez pas rester.

Québec

En collaboration avec l'industrie du transport routier des personnes et des marchandises.



Comme on les gâte, nos vieux!

On va parler des vieux aujourd'hui. Ne faites pas la grimace, je vous ai vus. Wouache wouache, les vieux, hein ? Passe encore un pépé allumé ou une centenaire rigolote, mais des « personnes âgées avec des problèmes cognitifs » comme ils disent dans leur jargon aseptisé — des problèmes cognitifs ça veut dire des vieux complètement gagas qui bavent devant la télé pas allumée à la cafétéria de leur CHSLD — wouache wouache, hein ! Je vous comprends, allez. Moi aussi.

Il y a un centre d'hébergement de soins longue durée au coin Papineau et Rachel, juste à côté du centre Immaculée-Conception. Le CHSLD Jean-de-la-Lande. Quinze étages de béton, 320 vieux. Comme un con, j'ai dit ils sont bien là, collés sur le parc Lafontaine. Tu parles. Comme si les Alzheimer et les grabataires allaient traverser Papineau dans le trafic !

On m'a fait entrer dans une chambre. Dieu que c'est brun et beige. Et confiné. Et rétréci. Et nu. Vous ne pourriez pas ajouter une étage pour quelques livres ? Encore là. On ne réalise pas. Ils ne sont pas en état de lire. Dieu que tout cela est sinistre. Dieu que je ne voudrais pas mourir ici. « Vous savez, m'a glissé la dame qui me guidait, les gens qui sont ici disaient ça aussi. »

Je me suis presque enfui. Dans l'entrée, trois plants de tomate poussent dans un bac de ciment à côté d'un machin à barbecue... De temps en temps, dans ces centres d'hébergement, débarque un fonctionnaire de la région avec ses cartables. Il vient enquêter sur le bien-être des résidents (on ne dit plus bénéficiaires). Il vient évaluer « la grille plaisir ». C'est le nom de la chose pour vrai : la grille plaisir ! Un jardin ? Des tomates ? Le fonctionnaire ne se tient plus de contentement. Il cochera plusieurs cases sur la feuille quadril-

lée. Quoi ! Un barbecue aussi ! La grille plaisir et le plaisir sur le grill.

On les gâte nos vieux, mon vieux !

■ ■ ■

Pas très loin de là, à dix minutes de marche, toujours sur le Plateau, rue de Lorimier entre Mont-Royal et Gilford, un autre CHSLD, le centre Chevalier-de-Lorimier. Une autre boîte de béton mais beaucoup plus petite. Deux étages, dans les arbres. Une cour. Des bancs. De l'herbe. Des chambres plus spacieuses. Des aménagements tout récents pour faciliter l'accueil des parents et des visiteurs. Soixante-quinze résidents seulement. Le changement est saisissant quand on arrive de Jean-de-la-Lande. C'est comme passer d'un mouvoir à une pension de famille. À Chevalier-de-Lorimier les vieux meurent en vacances.

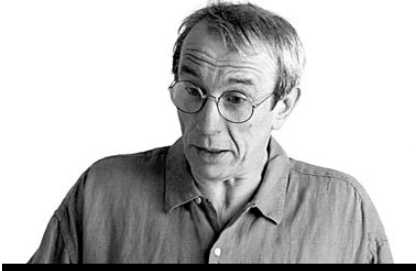
Monique Crête faisait manger sa mère Alzheimer. « J'ai cherché le meilleur endroit pour placer mes parents pendant un an. Et c'est ici. Le personnel — une majorité d'hommes — est d'une rare patience avec les résidents. Il règne ici un climat véritablement familial. Et la nourriture et les soins sont irréprochables. Sauf que... »

Sauf que ?

Sauf que, croyez-le ou pas, monsieur le journaliste, ce modèle de centre, qui vient tout juste d'être rénové, auquel on vient d'ajouter de coûteux aménagements, va être transformé en édifice à bureaux pour accueillir dès cet automne le CLSC du Plateau.

Et les vieux ?

Ils seront démenagés à Jean-de-la-Lande, avec le gros du troupeau. Jean-de-la-Lande étant depuis le début des années 90 la mai-



Pierre
FOGLIA

le respect, mais fermez vos gueules, vous n'avez pas un mot à dire.

Une décision de gestionnaire. Une décision budgétaire. Pas nécessairement dans le sens d'une meilleure utilisation des fonds publics. Procéder à d'importantes rénovations, les démolir aussitôt, en faire de nouvelles à d'autres fins, n'est pas exactement le genre de planification qui fait faire des économies aux contribuables. Non. L'opération budgétaire qui est menée ici vise à gonfler le budget. À en obtenir un plus gros. Pour faire quoi, un plus gros budget ? Je ne vous félicite pas, ce n'est pas une question très brillante. Ce n'est pas pour faire quelque chose. C'est tout simplement que plus le budget est gros, plus le gestionnaire est important.

Ne sautez pas trop vite aux conclusions, genre : mais c'est dégueulasse, ces gens-là n'ont rien à foutre des vieux, finalement. Un peu de nuance s'il vous plaît. Ils n'en ont pas rien à foutre. Ils ont besoin des vieux, c'est leur matière première. Ce sont les vieux qui vont faire d'eux de bons ou de mauvais gestionnaires. D'où une certaine gratitude quand même, qui poussera les plus cool, les moins dédaigneux d'entre eux, à se pencher sur les vieux avec apparence d'affection, et même parfois à les appeler par leur nom,

son mère et Chevalier-de-Lorimier une sorte de succursale bucolique et un peu anachronique en ces années de grande rationalisation.

Les patients et leur famille ont été avertis début juin. « Le déménagement se fera dans le respect », les a rassurés la direction.

Dans le respect ! ironise Gilbert Binette, préposé aux résidents, dans

surtout dans le temps de Noël, quand toutes les familles sont là.

■ ■ ■

Je fais mon comique, je bave les gestionnaires, mais honnêtement je ne me vois pas travailler dans un centre de soins de longue durée. Changer les vieux. Les laver. Les moucher. Les gaver à la petite cuillère. Comment font les préposés ? « Justement, je ne les gave pas », rectifie, Gilbert Binette. Je les aide à manger. C'est différent. Le plus important, dans mon travail de préposé, c'est de le faire avec respect. J'ai devant moi un malade plus ou moins sénile, mais je m'adresse toujours, spontanément, à la personne qu'était ce malade avant devenir sénile. Les aimer, c'est pas obligé. Les respecter, absolument. Et je les aime aussi, souvent. Je suis touché par leur souffrance, leur authenticité. Quand on est très vieux et souffrant, on est trop fatigué pour jouer la comédie.

Mais la merde ?

Elle ne me dérange pas. J'ai toujours eu les mains dedans jusque-là. Tu vois, pour moi, la merde c'est le plan de carrière des gestionnaires, c'est ma boss qui arrive pomponnée et entre dans son bureau sans dire un mot.

Au 15^e étage du centre Jean-de-la-Lande, Julia Houde, 105 ans. Sèche et nouée comme un sarment de vigne.

Je vous amène un journaliste, madame Houde, a hurlé dans son oreille la dame de l'étage.

Un quoi ?

Un journaliste.

J'en veux pas, a bougonné la vieille. J'ai rien à dire. J'ai toujours vécu dans l'ombre. Je veux mourir dans l'ombre.

Binette jubilaît dans l'ascenseur. Tu vois ce que je te disais. C'est pas du tout de la merde, ça. C'est du diamant. Pur.

Pétition de 14 000 noms pour réduire les taxes sur l'essence

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne, QUÉBEC

Près de 14 000 personnes ont signé une pétition initiée par les libéraux et pressant le gouvernement Bouchard de baisser les taxes sur l'essence.

« Les citoyens en ont assez d'être utilisés pour gonfler les surplus de l'État. Le gouvernement ne pourra pas continuer longtemps de faire la sourde oreille. J'invite donc les citoyens à signer la pétition en grand nombre afin d'envoyer un message clair au gouvernement péquiste », a fait savoir hier la députée libérale Nathalie Normandeau.

Cette pétition circule dans toutes les régions du Québec mais laisse de glace le ministre des Finances, Bernard Landry.

Il a répété qu'à chaque fois que le gouvernement avait réduit les taxes sur l'essence, les compagnies pétrolières avaient ajusté leurs prix au lieu de refléter le rabais aux consommateurs.

Or donc, a-t-il demandé hier à l'opposition libérale, comment faire cette fois-ci pour « éviter que les compagnies le mettent dans leurs poches ? »

M. Landry répliquait à la députée Normandeau pour qui la hausse de production de 700 000 barils de brut par jour, ordonnée par les pays producteurs de pétrole, ne

suffira pas à influencer substantiellement le prix de l'essence. Elle prie donc les gouvernements provincial et fédéral de « ramener le prix à la pompe à un niveau acceptable » en réduisant leurs taxes. Les taxes totalisent 37,8 cents pour un litre d'essence vendu à 84 cents.

Mme Normandeau a noté que le ministre fédéral Paul Martin semblait plus ouvert que Bernard Landry sur ce sujet. Ce dernier a indiqué hier que les libéraux paraissaient incohérents en demandant des investissements majeurs dans la santé, l'éducation, les infrastructures et des baisses de taxes. Une réduction de dix cents des taxes sur l'essence coûterait un milliard au gouvernement.

Scinder les activités

Un groupe de travail ontarien propose, dans son rapport final, qu'Ottawa empêche les pétrolières canadiennes d'exploiter par surcroît des stations-service.

Voilà l'une des 14 recommandations que contient le rapport final du Groupe de travail ontarien sur le prix de l'essence, qui sera rendu public aujourd'hui et dont la Presse canadienne a obtenu copie.

Ce processus, connu sous le nom de « segmentation », est déjà appliqué par quelques États américains et a longtemps été une épine au pied de l'industrie pétrolière nord-américaine.

L'Institut canadien des produits pétroliers a toutefois souligné

qu'aucune preuve ne permet d'affirmer que la « segmentation » se traduit toujours par de plus bas prix à la pompe.

L'industrie de l'énergie insiste depuis longtemps sur le fait que le prix du carburant, qui augmente souvent juste avant une fin de semaine de congé férié, est le résultat des forces du marché et du prix élevé du pétrole brut, dont le baril se vend actuellement à plus de 30 \$ US.

Plusieurs observateurs blâment aussi les taxes, dont le montant augmente directement lorsqu'augmente le prix de base du carburant. Le rapport du groupe de travail ontarien ne renfermerait cependant aucune recommandation préconisant une réduction de ces taxes.

L'été Xtrême

Canon
Imprimante couleur à jet d'encre

- 720 x 360 ppp
- Imprime 5 ppm/noir
- Interface parallèle/USB
- Compatible PC/MAC

88\$

*Après remise postale de 30\$

SONY
Lecteur DC portable

- Système antichoc "G-Protection"
- Autonomie de 30 heures
- Casque à télécommande
- Batteries rechargeables incluses

188\$

Panasonic
Portatif avec lecteur DC

- Syntonisateur numérique
- Système XBS
- Magnétocassette
- Télécommande

118\$

GRATUIT
Primes et accessoires

Bell Mobilité

Qualcomm QCP 2760

Bimode • Bimode

49\$

*Détails en magasin.

GRATUIT
Primes et accessoires

ROGERS

Nokia 5120 SCP Bimode

24.95\$

*Détails en magasin.

AGFA
NOUVEAU BAS PRIX!

Numériseur couleur

- 600 x 1200 ppp pouvant être extrapolée à 9600 ppp
- Compatible PC/MAC
- 36 bits couleur
- Interface USB

188\$

*Après remise postale de 40\$

JVC
Stabilisateur d'image

Caméscope numérique

- Zoom 200X numérique
- Stabilisateur d'image
- Écran ACL couleur 2.5"
- Logiciel pour transfert d'image fixe
- Entrée / sortie DV • Télécommande

1598\$

Panasonic
Mini-chaîne Hi-Fi avec changeur 5 CD

- 50 watts par canal
- Double cassette à auto-inversion • Téléc.

288\$

PROSCAN
4 DVD GRATUITS!

Lecteur DVD/DC/VCD numérique

- Sortie Dolby Digital/DTS • Sortie AV et S-video
- Sortie audio fibre optique
- Sortie à composants
- Télécommande

368\$

*Remise postale. Détails en magasin.

RCA
19" stéréo

Téléviseur stéréo 19"

- Affichage à l'écran trilingue
- Haut-parleurs avant
- Minuterie-sommeil
- Télécommande

288\$

Micor
PROCESSEUR 533 MHz

MONITEUR 15" OPTIQUE INCLUS!

500\$

- Mémoire : 64 Mo • Disque rigide : 10.0 Go
- Lecteur DC : 50x • Fax/modem 56K V90
- Carte de son compatible Soundblaster
- Garantie de 2 ans pièces et main d'oeuvre
- Haut-parleurs • Windows 98

1198\$

Détails en magasin.

SONY
MEUBLE GRATUIT!
Valeur de 1495\$

Ensemble cinéma maison

DOLBY SURROUND Prêt pour AC3
PRO LOGIC "Dolby Digital" 5.1

Récepteur cinéma maison • 5 x 100 watts

Entrée 5.1 canaux pour sonorité Dolby Digital

2 enceintes avant • Enceinte centrale

2 enceintes arrière

698\$

5 ENCEINTES INCLUSES!

SONY
27"

Téléviseur stéréo 27"

- Puissance audio de 10 watts
- Filtre peigne numérique
- Tube "TRINITRON"
- Ambiphonie matricielle
- Télécommande univ.

698\$

SONY
Videoscope

Projection de 53"

- Puissance audio de 40 watts
- Filtre peigne numérique 3D
- Image sur image à 2 syntoniseurs
- Entrée vidéo à composants
- Télécommande universelle illuminée

2988\$

ÉCRAN PROTECTEUR INTÉGRÉ!

Cliquez!

www.dumoulin-direct.com

24 heures par jour.

Dumoulin

Branché sur l'électronique, l'informatique et la photo

MONTREAL *

Elect. 8390, rue St-Hubert **388-4777**

Info. 8251, rue St-Hubert **385-1777**

(Sud de la Métropolitaine)

Centre-ville de MONTREAL *

2050, boul. St-Laurent **288-7755**

2050, boul. St-Laurent **288-7973**

(Stationnement facile)

LAVAL *

1599, Autoroute Laval O. **681-7770**

1599, Autoroute Laval O. **688-1001**

(Sortie, boul. Industriel)

ST-LEONARD *

6870, Jean-Talon Est **255-5577**

6870, Jean-Talon Est **255-7054**

(Entre Langlier et Galeries d'Anjou)

POINTE-CLAIRE *

2355, rte Transcanadienne **428-1616**

2355, rte Transcanadienne **428-1616**

(MCCA MALL / angle boul. des Sources)

LONGUEUIL *

2203, chemin Chambly **468-1993**

2203, chemin Chambly **468-5651**

(Près de Curé-Poirier)

BROSSARD

5705, boul. Taschereau **462-8867**

5705, boul. Taschereau **462-8867**

(A l'est du Mail Champlain)

ST-BRUNO *

Les Promenades St-Bruno **441-5020**

Les Promenades St-Bruno **441-5020**

(Entrée #1)

TR-RIVIERES O.

5115, boul. Jean XXIII **693-4755**

463, Lacombe **764-6920**

JOLIETTE

404, St-Vincent **759-6956**

SOREL

1815, Place Victoria **742-4511**

ST-MARTIN

789, St-Jean-Baptiste **427-2217**

ST-JEAN

391, du Schmirer **348-9377**

VAL-D'OR

1817, 3^e Avenue **824-3994**

VICTORIAVILLE

525, Des Frères Sud **357-2208**

MANIWAK

100, rue Principale Sud **449-5974**

LA SARRÉ

31, St-Amand Est **333-6710**

ST-JOVITE

315, route 117 **425-2748**

GRANBY

633, Dufferin **372-7732**

CHATEAUGUAY

102, St-Jean-Baptiste **692-6769**

CHEBBROOK

1112, du Cornet **565-8177**

2222, King Ouest **566-0261**

ST-REM

101-E, Lehighville **454-7161**

ST-HACINTE

2487, Avenue Ste-Anne **773-7353**

MAGOG

1739, Sherbrooke **843-6621**

MONMONTREAL

740, boul. St-Joseph **474-2727**

CATINEAU

550, boul. de la Gaspie **246-2533**

MONTE-LAURIE

1771, boul. Papineau **623-1343**

PdA : la FTQ n'acceptera jamais qu'une société d'État fonctionne avec des *scabs*

CLAUDE-V. MARSOLAIS

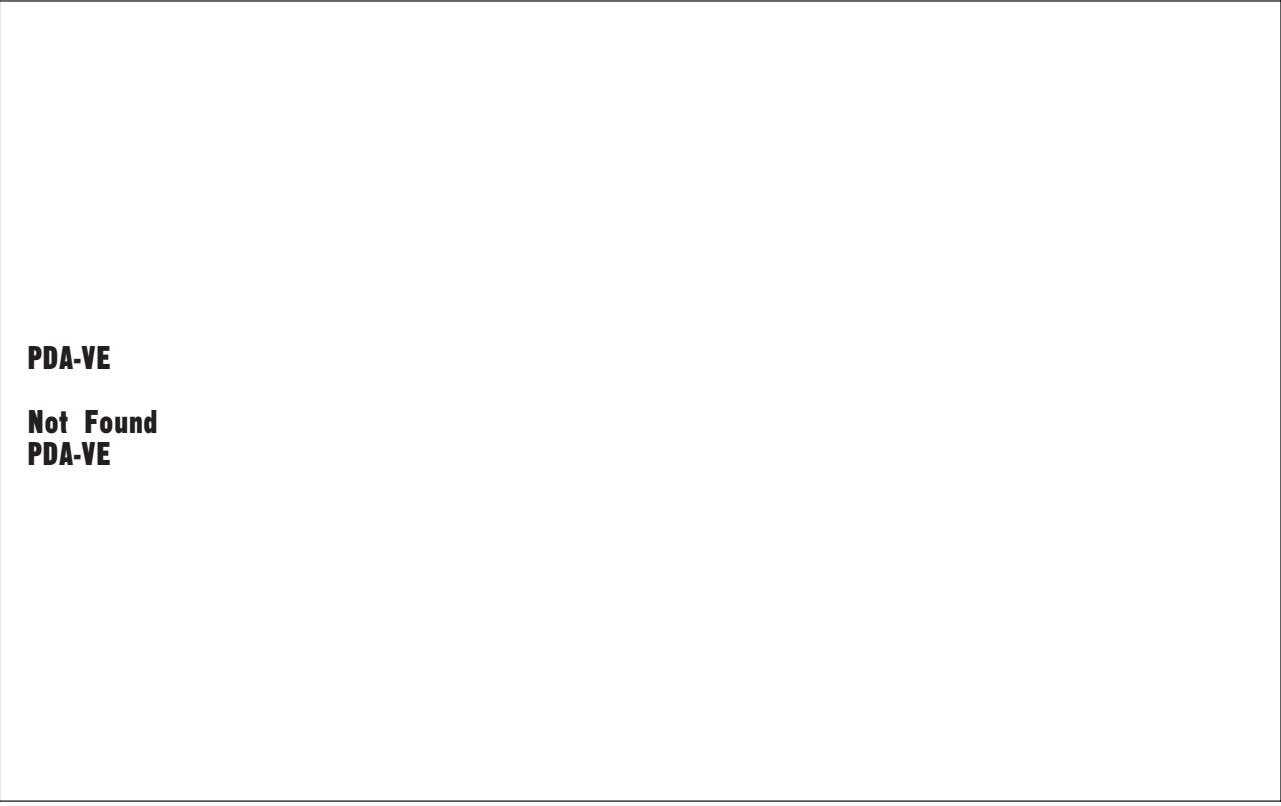
Le président de la FTQ, Henri Massé, a déclaré hier que sa centrale n'acceptera jamais qu'une société d'État comme la Place des Arts fonctionne avec des briseurs de grève. Les syndicats affiliés à la FTQ seront mis à contribution dès l'automne pour venir appuyer les 150 techniciens de l'Alliance internationale des employés de scène et de théâtre (Aiest) sur les piquets de grève.

M. Massé a profité d'une conférence de presse sur le conflit pour dénoncer le système de relations de travail à deux vitesses qui caractérise le Québec et qui fait en sorte que les employeurs peuvent facilement obtenir des injonctions pour limiter le nombre de piqueurs ou de grévistes, alors que les syndicats ne peuvent faire de même pour faire respecter des jugements du Tribunal du travail concernant les dispositions anti-briseurs de grève.

« Dans l'affaire de la Place des Arts, nous avons trois jugements du Tribunal du travail déclarant coupable la direction de l'organisme pour avoir utilisé des *scabs*. Or, nous ne parvenons pas à obtenir une injonction pour faire respecter ces jugements », a-t-il déploré.

Daniel Desjardins, président de la section locale de l'Aiest, a résumé le ras-le-bol général de ses membres en disant qu'ils « avaient l'impression de se faire fourrer par le système judiciaire ».

La direction de la FTQ et celle du syndicat ont laissé entendre à *La Presse* que le fond du litige avait été réglé par la décision du juge Claude St-Arnaud, du Tribunal du travail, qui avait reconnu coupable le 22 mars dernier la Place des Arts d'avoir utilisé des briseurs de grève. Il avait du même coup écarté les prétentions de la direction, qui jugeait pouvoir



La FTQ montre du doigt la Place des Arts, l'accusant d'avoir, dès le 3 mars dernier, obtenu une injonction pour limiter le nombre de piqueurs devant les entrées.

cesser de fournir le service des techniciens aux quatre compagnies résidentes. Cela était vu comme une tactique déloyale à l'endroit d'un syndicat en grève.

La directrice des communications de la PdA, Francine Morin, soutient au contraire que la question de fond, à savoir si la direction a le droit de ne plus offrir aux compagnies résidentes le service des techniciens, n'a jamais été traitée par les tribunaux supérieurs. « Quand, le 22 juin, le juge Jean Normand, de la Cour supérieure, a indiqué que ce n'était pas à la Cour supérieure de juger la cause, nous avons décidé de porter l'affaire en appel et cette cause sera entendue le 10 novembre. »

Les deux parties s'accusent mu-

turellement de judiciaiser le conflit, la Place des Arts accusant la partie syndicale d'avoir amorcé le processus par sa demande d'injonction interlocutoire et d'injonction permanente. De son côté, la partie syndicale montre du doigt la PdA, l'accusant d'avoir, dès le 3 mars dernier, obtenu une injonction pour limiter le nombre de piqueurs devant les entrées.

Henri Massé a signalé qu'au cours des nombreux contacts officiels qu'il a eus avec la direction de la Place des Arts depuis novembre, l'idée de modifier le régime syndical de manière à ce que l'organisme ait un certain nombre d'employés permanents, comme c'est le cas au Grand Théâtre de Québec, qui est représenté par le même syndicat, avait été proposée,

mais que la direction de la PdA l'avait rejetée.

Le président de la FTQ a aussi indiqué qu'il avait fait des démarches au niveau politique, mais que cela n'avait pas été concluant. C'est pourquoi il entend faire des pressions dès cet automne.

Entre-temps, les parties se retrouveront le 10 juillet prochain pour entendre la sentence de la juge Louise Ménard, du Tribunal du travail, qui a reconnu coupable le 2 juin dernier la Place des Arts d'avoir eu recours aux services d'un briseur de grève lors du Festival de jazz de l'été 1999.

Selon le syndicat, au moins 232 violations aux dispositions anti-briseurs de grève ont été constatées par l'enquêteur du ministère du Travail, Michel Michaud.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse ©

La CEQ rend hommage à Lorraine Pagé

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne, QUÉBEC

La CEQ, devenue mercredi la Centrale des syndicats du Québec, a rendu hier un vibrant hommage à Lorraine Pagé, la première femme à diriger cette centrale syndicale, de 1988 à 1999.

On a salué son militantisme et sa ténacité, son style direct et franc et les petites attentions qu'elle ne manquait pas d'avoir pour les uns et les autres malgré la « course folle » que lui imposait son horaire de travail.

Au cours d'une cérémonie chargée d'émotions, la présidente de la CSQ, Monique Richard, lui a remis un collier de perles. L'objet, aux yeux de Lorraine Pagé, représente justement la solidarité de la centrale qui, aux pires moments, ne l'a pas laissé tomber.

Après onze ans aux premières loges des grands débats sociaux et politiques, M^{me} Pagé a démissionné de son poste l'an dernier à la suite d'accusations de vol à l'étagel.

« L'histoire des gants, c'est le ciel qui m'est tombé sur la tête », disait-elle dans un vidéo présenté aux 800 délégués syndicaux de la CSQ réunis en congrès général, à Québec.

M^{me} Pagé, acquittée une deuxième fois il y a quelques jours des accusations portées contre elle, a tourné la page sur ce drame personnel. Elle travaille dans l'ombre, à la direction des communications, et ne veut « absolument pas » retourner à la présidence de la CSQ.

Elle dit avoir démissionné en mai 1999 pour ne pas nuire à la CEQ qui, en front commun avec la CSN et la FTQ, négociait ardemment avec le gouvernement.

« Il fallait que je quitte parce que certains auraient profité de cela pour discréditer la CEQ et les causes et les revendications portées par la CEQ. Je devais à cette organisation que son combat ne soit pas discrédité par ce qui m'arrivait. J'ai fait le bon choix », a-t-elle expliqué, hier.

EN BREF

La situation s'améliore dans les urgences

■ On ne peut pas dire qu'elles se vident, mais les urgences sont moins engorgées dans les hôpitaux de Montréal. Hier, le taux d'occupation était redescendu à 189 % après avoir connu un pic de 203 % (ce qui signifie que deux fois trop de patients crouissaient dans les corridors). Quant aux malades poireautant depuis plus de 48 heures, ils n'étaient plus que 92 hier, contre 116 la veille et 150 en début de semaine. Et la situation devrait encore s'améliorer ce week-end, quand 117 personnes se glisseront dans les nouveaux lits ouverts pour faire face au débordement.

Laval dépense des millions devant les tribunaux

■ Le parti d'opposition lavallois Élan accuse la Ville de Laval de « terrorisme juridique » et veut que Québec crée un poste d'ombudsman municipal qui permettrait aux citoyens de défendre leurs droits sans y laisser leur chemise. Le chef du parti, Daniel Lefebvre, évoque un récent jugement de la Cour supérieure qui fustige la Ville pour avoir complètement ignoré les principes de droit et de justice en essayant d'exproprier des résidents de Fabreville. M. Lefebvre écrit que ses adversaires politiques dépensent des millions devant les tribunaux, espérant ainsi avoir leurs citoyens à l'usure.

Inauguration des nouveaux carrefours d'intégration

■ Le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Robert Perreault, a inauguré hier à Saint-Léonard le carrefour d'intégration de l'est de l'île de Montréal, l'organisme qui succède au COFI pour offrir des services d'accueil et orienter les immigrants vers des établissements donnant des cours de français. Quatre nouveaux carrefours d'intégration desservant l'île de Montréal ouvrent leurs portes cet été à Saint-Léonard et à Pointe-Claire, ainsi qu'à la Place Dupuis et sur le boulevard Crémazie, à Montréal. Ces carrefours, qui ont été dénoncés par des commissions scolaires estimant qu'on tourne le dos à leur expertise en francisation, ont mission de diriger et de guider les immigrants vers les ressources de leurs quartiers.

Actualités

Les piscines de l'île Sainte-Hélène fermées pour l'été

MARIE-CLAUDE GIRARD

Tant pis pour les milliers de visiteurs qui comptaient s'y rafraîchir: les trois piscines publiques de l'île Sainte-Hélène seront fermées tout l'été en raison d'importants travaux de réfection au pavillon des baigneurs.

Les travaux à la toiture ne commenceront pas avant quelques semaines, l'appel d'offres ayant été lancé seulement la semaine dernière.

L'an dernier, 13 000 personnes ont visité les trois piscines de l'île Sainte-Hélène, situées à quelques pas du métro Île-Sainte-Hélène, selon la responsable des communications pour le parc Jean-Drapeau, Marie Bouchard. Les piscines desservent essentiellement le quartier Centre-Sud et le centre-ville.

Les responsables du parc Jean-Drapeau ont appris la semaine dernière que les trois piscines allaient être fermées. Un communiqué a été lancé le 23 juin dans le brouhaha des festivités de la Saint-Jean.

Mais l'annonce est passée inaperçue pour bien des Montréalais. Résultat: lors des chaudes journées de cette semaine, des familles se sont heurtées à des portes closes. Le site Internet du parc Jean-Drapeau ne fait d'ailleurs pas mention de la fermeture des piscines. Pourquoi ne pas avoir attendu en septembre pour faire les travaux puisque les piscines devaient de toute façon fermer le 27 août? se demandaient hier des baigneurs déçus.

Ils pourront se tourner vers la plage Doré, dont les tarifs sont toutefois plus élevés que ceux des piscines. (Le droit d'entrée pour les piscines était de 3,25 \$ pour les 12 ans et plus. Celui de la plage est de 7,50 \$ pour le même groupe d'âge.)

Les enfants des camps de jour qui fréquentent habituellement les piscines seront toutefois admis sans frais additionnels à la plage Doré, a indiqué Mme Bouchard.

Les installations sont jugées vieillottes et nécessitent des travaux majeurs de réfection. La toiture nécessite des travaux urgents, les bardeaux d'asphalte étant très abîmés. La Ville a autorisé des dépenses de près de 500 000 \$ uniquement pour le toit.

À moyen terme, les services municipaux estiment qu'il faudra voir aussi à remplacer le système de chauffage, de ventilation, d'électricité et de plomberie du bâtiment de même que l'équipement de filtration des piscines.



PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

Les trois piscines extérieures de l'île Sainte-Hélène seront fermées tout l'été pour cause de travaux majeurs sur la toiture du pavillon des baigneurs.

Des rayons X pour détecter des marchandises illicites

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Le Port de Montréal et Douanes Canada s'intéressent de très près à de nouveaux systèmes permettant de passer des milliers de conteneurs aux rayons X et de découvrir ainsi plus de marchandises illicites, plus rapidement. Mais tout dépend de la douane et rien n'est encore décidé, affirme le porte-parole du Port, Michel Turgeon.

« Et il n'a jamais été question d'inspecter chaque conteneur », poursuit-il en commentant un reportage télévisé d'hier soir.

Selon M. Turgeon, les autorités portuaires ont écrit à Douanes Canada, en mars dernier, pour lui transmettre des documents sur le système d'examen aux rayons X utilisé au Havre, en France. Elles s'interrogeaient alors sur la possibilité d'obtenir du « financement » et de « faire une demande officielle » pour installer quelque chose de similaire à Montréal, précisant en avoir parlé au ministre du Revenu national, Martin Cauchon.

En avril, Douanes Canada répondait explorer « spécifiquement » ce genre de nouvelles technologies et promettait de tenir le Port au courant. On ajoutait par contre ne pas avoir de budget spécial pour financer un tel projet.

Depuis cet échange, les choses « se poursuivent », se borne à dire M. Turgeon.

Utiliser les rayons X permettrait d'inspecter plus rapidement les conteneurs, puisqu'on n'aurait pas à les ouvrir pour examiner ensuite les contenants, sacs ou barils qui s'y trouvent.

Le système du Havre, qui vaut 10 millions, consiste à charger les conteneurs sur un camion pour les amener dans une sorte de corridor. Un système de rayons X mobile (un camion muni d'un bras), beaucoup moins coûteux, est actuellement testé à Vancouver. Mais les intempéries ont obligé les douaniers à interrompre leur expérience durant l'hiver.

Coupe d'arbres au parc Angrignon

■ La Ville de Montréal coupera cet été une quarantaine d'arbres au parc Angrignon dans le cadre d'un vaste plan de réaménagement. Les coupes auront lieu entre les boulevards La Vérendrye et des Trinitaires. Une vingtaine d'arbres, surtout des tilleuls, seront sacrifiés pour faire place à un jardin communautaire, actuellement situé ailleurs dans le parc, selon la porte-parole du service des parcs, Édith Parizeau. Une vingtaine d'autres seront abattus pour faciliter l'aménagement de sentiers et de nouveaux accès. En 2001, le Ville doit planter une centaine de jeunes arbres, ainsi qu'une grande quantité d'arbustes.

Un référendum n'est pas écarté en cas de fusion Lachine-LaSalle

MARIE-CLAUDE GIRARD

Lachine et LaSalle n'écartent pas la possibilité de tenir un référendum si l'étude de faisabilité en cours conclut à la pertinence d'un regroupement des deux villes, a précisé hier le conseiller lachinois et maire suppléant, Yves Lemire.

Il reste que pour l'instant, les municipalités n'envisagent pas formellement cette possibilité. Le conseil de Lachine a écrit il y a deux mois à la ministre des Affaires municipales pour lui demander si elle comptait demander elle-même un référendum si l'étude de faisabilité était

concluante. Sinon, le conseil lachinois demande à Louise Harel de préciser si elle tiendrait compte des résultats d'un référendum tenu par la municipalité.

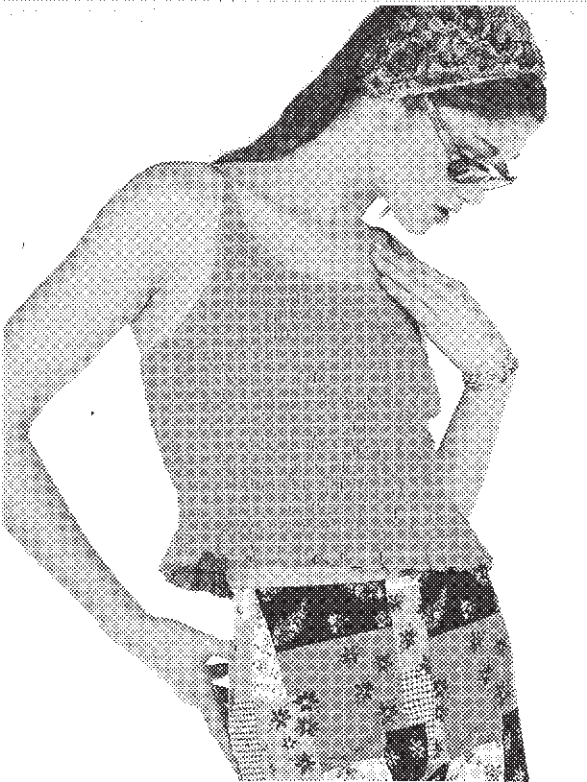
On s'attend à ce qu'elle ne reconnaisse pas un tel référendum et on ne veut pas dépenser en vain, explique M. Lemire. Pour l'instant, les conseils attendent la réponse de la ministre et les conclusions de l'étude pour discuter de la suite des événements, dit-il. « Selon la loi actuelle, c'est la ministre qui pourrait décider de tenir un référendum. » Pas les villes. Mme Harel n'avait reconnu qu'une valeur consultative

aux votes qui ont eu lieu à Mont-Tremblant l'été dernier, au sujet de la fusion de Mont-Tremblant avec Lac-Tremblant-Nord et les ville et paroisse de Saint-Jovite.

Lachine et LaSalle ont l'intention de consulter de nouveau la population par sondage dans quelques mois.

Les premières données de l'étude de faisabilité laissent croire qu'il serait possible d'ajuster à la baisse les deux taux de taxation, selon le conseiller. L'écart de 22 cents par 100 \$ d'évaluation ne serait pas un obstacle. Le taux de taxation est de 1,45 \$ à Lachine et de 1,67 \$ à LaSalle.

Notre magasin du 977 Ste-Catherine Ouest sera fermé pour le congé du samedi 1er juillet
Heures d'ouverture d'été: du lundi au vendredi de 10h00 à 21h00, samedi de 9h30 à 17h00, dimanche de 12h00 à 17h00



twik

CAMI NID D'ABEILLES

C'est la texture grâfrée stretch confort total pour une cami moulante, fines bretelles en noir, turquoise, rouge. P.m.g.

9.99

Rég. 16.00*

CAMI FLEURS POP BRODÉES

Un style exclusif de la grande collection de camis Twik. Tricot pur coton, petites fleurs vives en contraste sur blanc, lin, marine, acier, mauve, rouge. P.m.g.

19.99

Rég. 36.00*



SOLDE ÉCLATANT

PRINTEMPS-ÉTÉ 2000

CAPRI CORDON COTON/NYLON

Une exclusivité pour Twik. Le pantalon de l'été coupé sous le genou, taille cordon, attache velcro, 2 grandes poches carrées à l'avant. Mélange poids plume: coton et nylon en taupe, vert ou café. P.m.g.

29.95

Rég. 48.00*

LICOU LISÉRÉ SATIN

La dos se met en évidence cet été avec une cami qui se glisse par le cou toute rehaussée d'un galon de satin. Pur coton stretch. Noir, blanc, rouge, pivoine, orange. P.m.g.

11.99

Rég. 16.00*



VALEURS MODE EXCLUSIVES, PRIX EXCEPTIONNELS

la maison
simons

GARANTIE DE QUALITÉ SIMONS DANS TOUTS NOS RAYONS

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 977 STE-CATHERINE OUEST • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Actualités

Transfert d'écoles à la CSDM : la CSEM gagne la première manche

MARC THIBODEAU

La Commission scolaire English-Montréal (CSEM) a remporté une première victoire juridique hier contre le gouvernement du Québec en réussissant à se soustraire temporairement à la loi qui l'oblige à transférer d'ici au 30 juin l'une de deux écoles à la Commission scolaire de Montréal (CSDM).

La Cour supérieure a accepté, à deux jours de l'échéance fixée, de geler l'application de la loi jusqu'à ce que les prétentions juridiques de la commission scolaire anglophone à son encontre aient pu être entendues.

La CSEM soutient que les articles la concernant sont inconstitutionnels, notamment parce qu'ils contreviendraient à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés permettant aux membres des minorités francophone et anglophone de faire éduquer leurs enfants dans des établissements détenus par leur propre communauté linguistique.

Le juge Alphonse Barbeau a notamment indiqué à l'appui de sa décision que le transfert immédiat de l'une ou l'autre des écoles ciblées, soit Francesca Cabrini et Emily Carr, dans le quartier Saint-Michel, risquerait de causer un préjudice irréversible aux parents concernés.

Le ministère de la Justice, chargé de défendre les lois du Québec, a annoncé hier par voie de communiqué qu'il porterait cette décision en appel.

Le président de la CSEM, George Vathilakis, a déclaré à *La Presse* qu'il était très satisfait de la décision. « La justice a prévalu », a-t-il commenté.

La CSDM, qui dit avoir besoin de l'une des deux écoles pour soulager l'école Saint-Barthélemy, où sont « entassés » 730 élèves, a déploré pour sa part le verdict de la cour, qui compromet « définitivement » la rentrée scolaire dans le quartier Saint-Michel. « Nous n'avions pas de plan alternatif », a indiqué hier sa porte-parole, Louise Richard.

Finalement, le ministre de l'Éducation, François Legault, s'est dit « surpris » de la décision de la Cour supérieure, un verdict qui ne tient pas compte, selon lui, de « l'intérêt de l'ensemble des enfants du quartier Saint-Michel ».

Son porte-parole, Alain Leclerc, a précisé qu'il attendrait de connaître les conclusions de l'appel du ministère de la Justice avant d'envisager des mesures de rechange pour faciliter la rentrée à la CSDM.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Cinq étudiants vont guider les stagiaires en entreprises grâce à un service de support à distance, installé au collège de Maisonneuve : Geneviève Laurin (assise) discute avec Mathieu Côté, Ghyslain Bourassa, Daniel Phomphakdy et Agélique Savoie.

Créer des sites Web comme... emploi d'été!

Quelque 400 étudiants à la rescousse des petites entreprises

FRANÇOIS BERGER

Quatre cents étudiants québécois passeront leur été à « piocher » sur des ordinateurs non pas pour leur plaisir, comme le font la plupart des jeunes même pendant la canicule, mais pour aider des petites entreprises à créer leur premier site sur l'Internet ou à améliorer celui qu'elles y ont déjà.

Les emplois d'été ne sont plus ce qu'ils étaient, le plein air faisant maintenant place au Web. Signe des temps, un programme gouvernemental offre de payer 40 % du salaire des étudiants embauchés par de petits organismes ou par des PME pour faire ce qu'ils aiment justement le mieux : pitonner sur un ordinateur.

Le programme Chantier Inforoute-jeunesse rembourse 40 % du salaire versé à un jeune qui mettra sur pied ou rénovera le site Web d'une entreprise ayant moins de cinq ans d'existence et dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 2 millions. Les organismes à but non lucratif sont également admissibles. Le salaire maximal sujet à la subvention est de 310 \$ par semaine. Les sites créés doivent être uniquement destinés à l'information du public et non au commerce électronique (un autre programme du gouvernement subventionne la création de sites transactionnels par les PME).

Inauguré l'an dernier, ce programme

avait permis l'embauche, entre juin et août, de 254 étudiants par 179 entreprises et organismes, mais la subvention représentait alors 80 % du salaire versé. Cette année, on a réduit de moitié le taux de la subvention, mais l'objectif est de permettre l'embauche de 400 étudiants. Les restrictions de dépenses du gouvernement ont cependant fait passer de 700 000 \$ à 500 000 \$ l'aide financière.

Les stagiaires de cette année, sélectionnés en fonction de leurs connaissances préalables de l'informatique applicable à l'Internet, sont guidés par un groupe de cinq autres étudiants eux aussi stagiaires dans le cadre du même programme. Ces guides, qui ont participé l'an dernier à la première version du programme, forment ensemble le Groupe de ressources du Chantier Inforoute-jeunesse, auquel pourront s'adresser les étudiants placés en milieu de travail.

Ce Groupe de ressources constitue en somme un service de support à distance, installé à l'Institut des technologies de l'information du collège de Maisonneuve, à Montréal.

Cette expérience est suivie de très près par les 11 cégeps qui font de la formation en multimédia, car le programme va permettre de « jauger les besoins des entreprises directement sur le terrain », explique Denis Fournier, responsable des stages et directeur du Groupe C, un re-

groupement de cégeps dans le domaine du multimédia. « Cela va nous aider à développer une expertise dans les cégeps », dit-il.

Outre ces emplois spécialisés en informatique, le service gouvernemental Placement étudiant du Québec offre pour l'été quelque 5000 autres postes dont le salaire est subventionné à hauteur de 40 %, dans le cadre du Programme de soutien à l'emploi stratégique, qui s'adresse notamment à l'industrie touristique ainsi qu'aux entreprises manufacturières et de services. Plus de 5000 autres emplois sont disponibles dans la fonction publique. Placement étudiant du Québec a trouvé l'an dernier des emplois à plus de 21 000 jeunes, chez plus de 10 000 employeurs.

Les entreprises ont jusqu'au 15 juillet pour s'inscrire au programme Chantier Inforoute-jeunesse, qui va déborder des emplois strictement estivaux pour devenir un programme annuel, avec des inscriptions cet automne (jusqu'au 15 novembre) et cet hiver (jusqu'au 15 février). Pour renseignements, on peut consulter le site Web du gouvernement dont l'adresse est inscrite ci-après ou téléphoner au 1-800-463-2355.

Programme Chantier Inforoute-jeunesse
www.placement-etudiant.mic.gouv.qc.ca/
prg-inforoute-jeunesse.htm
http://cij.2y.net

au VENT FOU l'entrepôt

- Skis nautiques
- « Wakeboards »
- « Wet Suits »
- Tubes
- Planches à voile
- « Beach Wear »

3839, boul. St-Jean-Baptiste, Montréal
Tél. : (514) 640-3001 • 1 800 336-2126
Web : www.auventfou.com

UNE NOUVELLE ÉTUDE DÉBUTERA BIENTÔT

Combattons l'ostéoporose.

Aidez l'Hôpital Royal Victoria à étudier cette maladie invalidante. Si vous êtes • une femme âgée de 55 ans et plus • ménopausée depuis au moins 1 an, vous pourriez participer à une étude portant sur un **nouveau traitement**. Pour de plus amples renseignements, vous êtes priée de communiquer avec le:

Dr. Richard Kremer de l'Unité de Recherche sur les Os et les Minéraux de l'Hôpital Royal Victoria au 842-1231 poste 5877 ou 5718.

Merci.

loto-québec

649 Tirage du 2000-06-28

GAGNANTS	LOTS
6/6 4	1 250 000,00 \$
5/6+ 17	34 485,60 \$
5/6 413	1 135,60 \$
4/6 17 995	49,00 \$
3/6 305 623	10,00 \$

03 13 22 23 24 25
Numéro complémentaire: 07
Ventes totales: 15 476 898 \$
Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$

Quebec 49 Tirage du 2000-06-28

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	1 000 000,00 \$
5/6+ 0	50 000,00 \$
5/6 13	500,00 \$
4/6 937	50,00 \$
3/6 18 612	5,00 \$

12 22 27 35 36 48
Numéro complémentaire: 04
Ventes totales: 552 952,50 \$

PANCO Tirage du 2000-06-29

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	1 000 000,00 \$
5/6+ 0	50 000,00 \$
5/6 13	500,00 \$
4/6 937	50,00 \$
3/6 18 612	5,00 \$

01 02 03 06 09
14 24 26 29 30
31 32 37 38 44
47 52 65 68 69
Tirage du 2000-06-29
3 4
733 8916
NUMÉRO: 430038
NUMÉRO: 904566

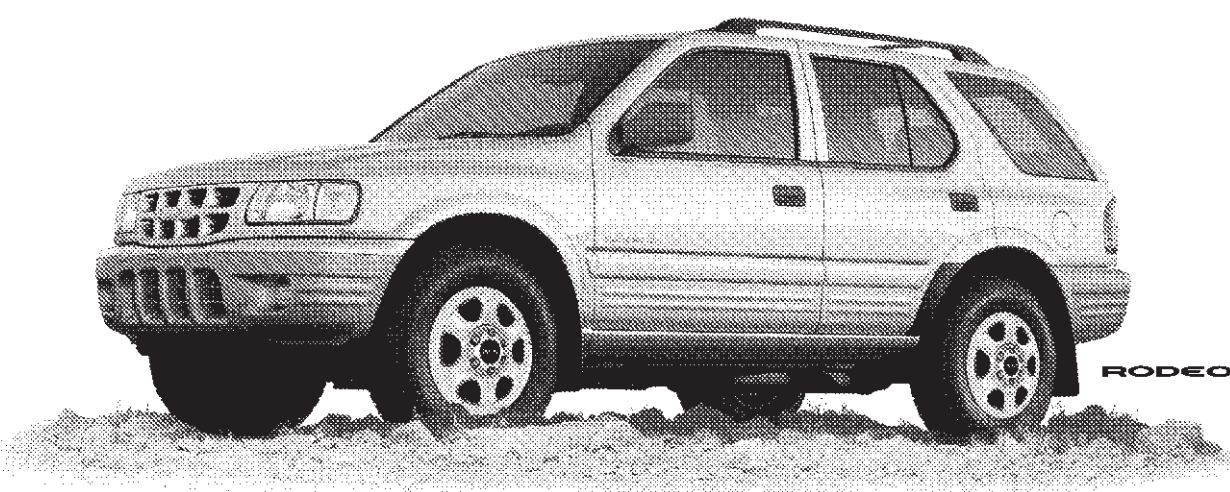
Extra Tirage du 2000-06-29

Extra Tirage du 2000-06-29

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

ON ENTEND PLEIN DE BONNES CHOSES À PROPOS DU RODEO ENTRE LES BRANCHES.



RODEO S 2000
Taux de location
1,9%

À partir de
297 \$/mois*
Bail 36 mois. Comptant 4234 \$
OU
31 015 \$'

Le Rodeo S est bourré de caractéristiques impressionnantes. Comme son puissant moteur V6. Son système électronique 4x4 à la volée. Et de l'espace utilitaire à revendre. Le tout pour bien moins cher que vous ne l'imaginez.

ISUZU
Loin devant.

*Modèle Isuzu Rodeo S 154 2000. Cette mensualité est calculée sur un bail de 36 mois et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (en versement équivalent) de 4234 \$ ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie remboursable de 350 \$ vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 50 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Isuzu pour un prix de location qui tient compte d'un versement initial et de mensualités concernant à votre budget. *PDS: Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
245, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6327
www.saturndeblainville.saturncanada.com
(Autoroute 35, sortie 25)

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5550, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.grovelouta.com
(Route 132 et pont Champlain)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11100
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelouta.com
(Angle Cathcart et McGill College)

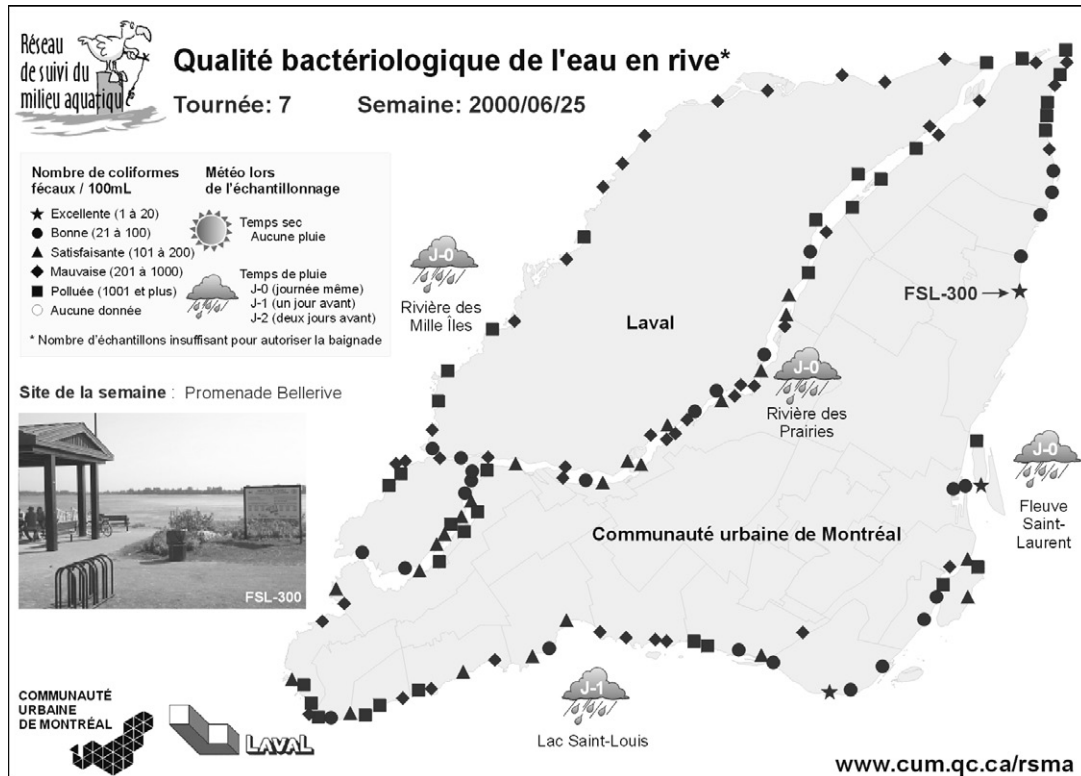
Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
785, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 954-1374

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassasaturn.com

Décarie Saturn Saab Isuzu
6300, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

Mondiel Saturn Saab Isuzu
9815, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondiel-ssi.com

West Island Saturn Saab Isuzu
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westisland-ssi.com
(Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 15)



Dure semaine pour l'eau

Cette semaine, l'eau de 28 des 101 stations d'échantillonnage a obtenu l'étiquette « polluée » — surtout aux pointes est et ouest de l'île — tandis que l'eau baignant 29 autres stations se révélait de « mauvaise » qualité. « Ce sont les pires résultats depuis le début de l'été. Mais ce n'est pas surprenant avec les pluies de la semaine dernière », commente Guy Deschamps, biologiste au Réseau suivi du milieu aquatique.

Les grands chantiers du week-end

du 30 juin au 3 juil. 2000

10 Pont Champlain et Pont de l'île-à-Sœurs Pont Champlain En direction nord 1 voie ouverte - Samedi 1 h à 7 h - Dimanche de 0 h 01 à 9 h 30 - Lundi 23 h à mardi 5 h 2 voies ouvertes - Vendredi 20 h à samedi 1 h - Samedi 7 h à 23 h 59 - Dimanche 9 h 30 à 12 h - Lundi 19 h à 23 h En direction sud 1 voie ouverte - Dimanche 2 h à 9 h 2 voies ouvertes - Vendredi 22 h à dimanche 2 h - Samedi 9 h à 12 h - Lundi 0 h 01 à 5 h 45 - Lundi 22 h à mardi 5 h 45 Pont de l'île-à-Sœurs En direction sud - Fermeture d'une durée indéterminée de 1 voie - Fermeture d'une 2e voie - Vendredi 22 h 30 à samedi 7 h - Dimanche 23 h 30 à lundi 5 h 30 - Lundi 23 h 30 à mardi 5 h 30 10 Autoroute des Cantons de l'Est Entre le boul. Milan et le viaduc de la voie ferrée Dans les 2 directions Circulation à 2 voies par direction dont 2 à contresens jusqu'en novembre Possibilité de fermeture de 1 voie le soir et la nuit	13 Autoroute Chomedey Entre les ponts Bisson et Vachon à Laval Fin des travaux préparatoires ce week-end - Fermetures graduelles de 1 à 2 voies dans les 2 directions de dimanche à lundi - Début de la phase 1 lundi 6 h 3 voies ouvertes en heures de pointe et 2 voies dans l'autre direction - Circulation en direction nord à contresens sur l'autre chaussée 15 Autoroute Décarie Dans les 2 directions - Aucune entrave vendredi et samedi - Fermeture du viaduc Ferrier pour une période de 8 semaines - Chemin de détournement en direction ouest via le viaduc Royalmount et en direction est via le viaduc Jockey En direction nord - Fermeture de 2 voies sur 3 entre le tunnel Notre-Dame-de-Grâce et l'échangeur Décarie - Lundi de 0 h 01 à 4 h 30 40 Autoroute Félix-Leclerc Pont de l'île-aux-Tourtes Vaudreuil-Dorion, Senneville En direction est 2 voies ouvertes - Samedi 6 h à dimanche 6 h 3 voies ouvertes - Dimanche 6 h à 14 h et dimanche 22 h à lundi 9 h En direction ouest 2 voies ouvertes	- Samedi 6 h à dimanche 6 h 3 voies ouvertes - Dimanche 14 h à 22 h 720 Autoroute Ville-Marie Tunnels Est-Marie et Viger En direction est Entre de la Montagne et de Lormier incluant les entrées Cathédrale et Bonaventure Fermeture complète - Vendredi 23 h à samedi 8 h - Dimanche 20 h à lundi 5 h 30 En direction ouest Fermeture complète entre Panet, incluant les entrées Panet, Sanguinet et Saint-Antoine - Vendredi 23 h à samedi 8 h 112 Pont Victoria 1 voie ouverte en direction de la Rive-Sud - Vendredi 13 h à dimanche 6 h 1 voie ouverte en direction de Montréal - Dimanche 6 h 30 à lundi 13 h 134 Pont Jacques-Cartier Dans les 2 directions - Fermeture complète - Dimanche de 20 h à 23 h (Feux d'artifice)
--	---	--

Québec
Ministère des Transports

Info Travaux
Montréal (514) 284-2363
Ailleurs au Québec 1 877 393-2363
Bell Mobilité (sans frais) #2363
www.mtq.gouv.qc.ca

Un organisme qui intervient auprès de gens violents réclame des fonds pour sa survie

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

L'Accueil collectif des conjoints en relation oppressante colérique (ACCROC) a besoin d'une somme de 63 000 \$ afin de poursuivre adéquatement cette année sa mission dans cinq municipalités régionales de comté (MRC) des Basses-Laurentides.

Cet organisme d'aide pour conjoints et adolescents aux comportements violents a décidé de faire une sortie publique à la suite des événements tragiques qui se sont déroulés dernièrement à Lachute, où deux adolescents sont accusés d'avoir tué une adolescente de 15 ans à coups de bâton de baseball. Il demande à la région régionale des Laurentides, en plus des 63 000 \$, une somme récurrente annuelle additionnelle de 100 000 \$.

Lors d'une conférence de presse, hier à Saint-Jérôme, le directeur d'ACCROC, Jean-Pierre Lambert, a indiqué qu'il avait écrit au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Gilles Baril, pour lui faire part de la nécessité de fonds afin d'embaucher les ressources nécessaires à son service jeunesse.

« Il nous est difficilement tolérable d'apprendre que dans notre pays, deux jeunes assassinent une des leurs. Cette nouvelle nous a été d'autant plus cuisante que cet assassinat s'est produit dans notre région, sur le territoire d'Argenteuil, là même où nous venions de mettre des mois d'efforts pour démarquer un groupe d'échange et de sensibilisation pour adolescents aux comportements violents », écrit M. Lambert au ministre.

À la suite de contacts avec la direction de la polyvalente Lavigne, à Lachute, six adolescents au comportement violent ont été rencontrés et ils doivent être revus à la fin de la saison estivale. La jeune victime de meurtre et les deux accusés fréquentaient l'école Monseigneur-Lacourse, qui donne des cours de cheminement et du premier cycle du secondaire.

Entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2000, les intervenants d'ACCROC ont rencontré 102 jeunes et 143 conjoints aux comportements violents.

Selon M. Lambert, les actes de violence ne semblent pas avoir augmenté en nombre; c'est leur gravité et leur gratuité qui s'imposent de façon inquiétante. Le drame de Lachute en est la preuve.

SOLARIUMS Zytco

SOLARIUMS TROIS ET QUATRE-SAISONS

VENEZ VOIR NOS NOUVEAUX MODÈLES 2000

SALLE DE MONTRE OUVERTE LE SAMEDI

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

514 335-2050

ESTIMATION SANS FRAIS: 800 361-9232

NOUVEAU MODÈLE 2000

TROIS-SAISONS QUATRE-SAISONS

DERNIÈRE CHANCE!

L'EMBARGO AMÉRICAIN SUR LES TAPIS PERSANS EST LEVÉ

Depuis la levée de l'embargo commercial américain, la plupart des tapis persans sont expédiés sur le marché des États-Unis. Nous voulons offrir à nos clients l'occasion d'acheter leurs tapis pendant cette vente spéciale, avant que les prix des tapis soient multipliés par quatre ou même cinq. Nous avons tous les genres de tapis, Qum en soie, Tabriz laine et soie, Heriz, Isfahan, Kashan, Mashad, etc., dans toutes les dimensions, jusqu'à 16' x 12' et des tapis de passage jusqu'à 22' de longueur.

TOUS NOS TAPIS VONT DE 100\$ À 2 200\$

Premiers arrivés, premiers servis

Samedi 1^{er} juillet 2000 — 13 h à 19 h

Dimanche 2 juillet 2000 — 11 h à 18 h

Lundi 3 juillet 2000 — 11 h à 18 h

Hôtel Ruby Foo's

7655, boul. Décarie

Montréal (Québec) (514) 731-7701

Heriz Persian Rugs

CHEQUE

Grande CÉLÉBRATION d'ouverture

de notre 6^e magasin à Québec

Jusqu'à 50% de rabais

RABAIS EXCEPTIONNELS PARTOUT EN MAGASIN !

table

Porcelaine de tous les jours* Choisissez parmi la plus grande gamme d'articles

À partir de **28⁹⁵**

bain

Serviettes et accessoires* Choisissez parmi la plus grande gamme d'articles

À partir de **1⁹⁹**

literie

Draps Choisissez parmi la plus grande gamme d'articles

À partir de **6⁹⁵**

parures de fenêtres

Venez voir le choix de parures de fenêtres le plus complet au Canada ou téléphonez notre service à domicile pour qu'un de nos conseillers en décoration vous rende visite.

331-5260

Parures de fenêtre* Choisissez parmi la plus grande gamme d'articles

À partir de **1⁷⁹**

matelas

Matelas* Choisissez parmi la plus grande sélection de Sealy et Simmons

À partir de **169⁰⁰**

La meilleure offre!

Ne payez ni la TPS ni la TVP* ou ne payez rien avant un an.

*Nous vous offrons un rabais équivalent à la TPS et à la TVP sur nos prix.

Photographies présentées à titre indicatif uniquement.

littérie • édredons de duvet • matelas • porcelaine • serviettes • appareils électriques • batteries de cuisine stores • tentures • papier peint • service de décoration à domicile gratuit • articles-cadeaux boutique pour bébé • tapis • cristal • cuisine • figurines • lits en laiton • et plus encore !

LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON

LINEN CHEST

Service à domicile **GRATUIT** **331-5260**

Centre Rockland **341-7810**

Place Portobello Brossard **671-2202**

Les Galeries Laval **681-9090**

La Cathédrale (Centre-ville) **282-9525**

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas !

Éducation

Un programme de raccrochage scolaire menacé de fermer

Lancé en 1996, le P.A.S. a permis à 80 % de ses inscrits de se dénicher un emploi

FREDERIC TREMBLAY

Un programme de raccrochage scolaire unique à Montréal, le P.A.S., ne réussira peut-être pas à entamer la prochaine année scolaire, faute de financement. Ses principaux bailleurs de fonds, la Commission scolaire de Montréal et le centre jeunesse de Montréal, se sont retirés du projet.

Francine Gobeil, enseignante de formation et responsable du programme, n'a pas réussi à dénicher une somme assez importante pour soutenir son initiative un an de plus.

Lancé en 1996, le projet s'adresse aux jeunes décrocheurs âgés de 16 à 18 ans qui sont « hors circuit », c'est-à-dire des adolescents qui ne réussissent plus à poursuivre leur chemin sur la voie scolaire normale. Ces jeunes n'ont parfois qu'une 1^{re} ou 2^e secondaire et certains n'ont pas terminé leur sixième année. Taux de réussite du Programme d'aide et de soutien au

raccrochage scolaire et social : 80 %.

« Je voulais monter un programme pour vraiment aider les jeunes et qui allait développer leur potentiel réel. Plusieurs d'entre eux ne veulent plus utiliser les voies qu'on leur propose. Et ce n'est pas parce qu'ils sont décrocheurs qu'ils n'ont pas les capacités de faire des études », explique Mme Gobeil.

Depuis le début du projet, en 1996, une centaine de jeunes ont suivi le P.A.S., qui offre seulement les trois matières de base, le français, les mathématiques et l'anglais. Selon Mme Gobeil, environ 80 %

d'entre eux se sont trouvé un emploi ou ont poursuivi leurs études. Le secret : le soutien moral et scolaire, selon quatre élèves rencontrés dans les locaux du P.A.S., hier.

« Dans une école normale, c'est plus difficile de parler de ses problèmes. Ici, c'est différent. On n'a besoin de rien dire pour que quelqu'un s'occupe de nous », raconte Mireille, 17 ans, qui a quasiment terminé sa 5^e secondaire et qui vise maintenant le cégep.

« Quand je suis arrivée ici en septembre 1999, j'étais en 1^{re} secondaire dans les matières de base. Maintenant, je suis en 3^e secondaire en math et en 2^e secondaire en français », relate Stéphanie, aussi âgée de 17 ans.

Le taux de réussite est confirmé par la CSDM, qui a appuyé financièrement le projet depuis le début, avec le centre jeunesse. Il s'agissait d'un soutien temporaire de leur part. La CSDM a aussi dégagé une enseignante. Le Carrefour Jeunesse

de Hochelaga-Maisonneuve a quant à lui prêté ses locaux. Cette année, le budget de P.A.S. ne dépassait pas les 30 000 \$.

« Nous sommes plus qu'intéressés à soutenir de nouvelles initiatives qui offrent des services alternatifs à notre clientèle. Nous avons accepté de le faire pour une certaine période, mais l'objectif d'une commission scolaire n'est pas de financer des projets privés », explique Marcel Jean, responsable des écoles spéciales à la CSDM.

« Nous avons trouvé le programme intéressant dès le départ. Ce n'est pas ça le problème. Il y avait des chances de trouver du financement autonome pour le futur et en attendant, nous avions décidé de le soutenir, mais rien n'a débloqué et il fallait prendre une décision », explique aussi Michel Doré, conseiller au centre jeunesse.

Le problème principal de Francine Gobeil est qu'elle ne représente ni une école, ni un organisme

communautaire. « Je suis dans une zone grise car je m'adresse à une clientèle très ciblée, les 16-18 ans, et je n'ai pas de statut particulier reconnu dans le milieu », explique-t-elle.

Pour l'instant, elle n'a toujours pas trouvé un financement qui permettrait de poursuivre son programme. Elle comptait notamment sur le ROCIDEC, un regroupement d'organismes qui lutte contre le décrochage scolaire, mais celui-ci éprouve également des difficultés à dénicher des subventions.

« On arrive au bout du chemin. On fait un appel à la communauté, car on n'a pas de sous pour garantir à tout le monde qu'on ne fermera pas au milieu de l'année, comme cela s'est déjà produit. » Mme Gobeil, avec l'aide de ses élèves, a effectivement dû organiser une campagne de financement pour terminer l'année scolaire 1999.

Animation pastorale au primaire: la CSDM maintient le cap

MARC THIBODEAU

La Commission scolaire de Montréal (CSDM) versera 100 000 \$ par année jusqu'en septembre 2002 pour financer les services d'animation pastorale offerts dans ses écoles primaires, soit la moitié de la somme réclamée par l'archevêché de Montréal.

Le conseil des commissaires a pris cette décision mercredi. Les commissaires indépendants, qui souhaitaient cesser purement et simplement de contribuer financiè-

rement à ces services, se sont opposés à la solution défendue par les membres du Mouvement pour une école moderne et ouverte.

Les commissaires du Regroupement scolaire confessionnel, qui souhaitaient plutôt verser la somme demandée par l'Archevêché, se sont abstenus. « Si on avait voté contre, il n'y aurait pas eu d'argent du tout », a commenté hier Michel Pallascio, qui déplore la décision de la CSDM.

Il aurait été « raisonnable », juge-t-il, de verser le plein montant

jusqu'à la rentrée de 2002 puisque le salaire des animateurs sera alors assumé entièrement par le ministère de l'Éducation en vertu d'une nouvelle loi sur l'enseignement religieux.

L'archevêché, le ministère et les commissions scolaires de la métropole assument conjointement depuis plusieurs années ces coûts. La CSDM, contrairement aux autres commissions scolaires, avait cependant décidé en septembre de réduire sa contribution de moitié, au grand dam de l'organisme religieux

qui a alors menacé d'entamer une poursuite.

Une mise en demeure a été transmise, mais elle est demeurée sans suite, l'archevêché choisissant plutôt de puiser dans ses propres fonds les sommes manquantes pour verser les salaires promis aux animateurs.

Le directeur de l'Office de l'éducation de l'archevêché, Robert Sauvageau, n'avait pas encore été informé de la décision de la CSDM lorsque *La Presse* l'a joint hier, en matinée.

Même s'il se dit déçu, M. Sauvageau a précisé que l'idée d'entreprendre une poursuite judiciaire contre la CSDM est définitivement écartée. « Avec la mise en demeure, nous souhaitions sonner une cloche pour dire qu'il y avait une anomalie », explique-t-il.

L'archevêché, à partir des budgets à sa disposition, évaluera l'importance des services de pastorale pouvant être offerts l'an prochain dans les écoles primaires de la CSDM, conclut finalement M. Sauvageau.

La Commission scolaire de Laval fera plus... avec moins

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les commissaires de la Commission scolaire de Laval (CSDL) ont adopté mercredi un budget de 276 millions pour l'année 2000-2001, ce qui va permettre de ramener le déficit, qui est actuellement de 10 millions, à un peu moins de trois millions.

Le président du conseil, Pierre Bourgeois, a indiqué que ce budget ne nécessitera pas d'augmentation du taux de taxation. « Le défi auquel nous faisons face était de taille, dit-il. Nous devons réduire nos dépenses, dégager des sommes pour nous permettre de

rembourser notre dette et investir dans le développement pédagogique. Avec ce budget, nous pouvons fièrement affirmer que c'est une mission accomplie ! »

Ce budget contient aussi de nouvelles mesures allouant plus d'un million de dollars à l'orientation scolaire, aux ressources professionnelles et au soutien pédagogique.

La CSDL a vécu au cours des derniers mois des moments passablement difficiles alors que les décisions prises par les commissaires ont mis en colère des parents, des enseignants et des dirigeants d'organisations bénévoles de loisir. La présidente du syndi-

cat des employés de soutien de la commission a même été suspendue de ses fonctions sans solde. La grogne est encore présente chez les parents et plusieurs anticipent le pire à la rentrée scolaire à cause de la rationalisation qui a entraîné la fermeture d'écoles et le déplacement d'autres.

Selon M. Bourgeois, maintenant que le redressement financier est effectué, la CSDL va enfin pouvoir consacrer l'essentiel de ses énergies à la vocation première de la commission scolaire, qui est la réussite des élèves.

La directrice générale de la CSDL, Jocelyne Darveau, a profité de l'assemblée des

commissaires pour annoncer qu'elle prenait sa retraite. Elle oeuvre dans le milieu de l'éducation depuis 37 ans. Avant de devenir la première directrice générale de la CSDL, créée à la suite de la fusion des trois commissions scolaires francophones de Laval, elle occupait un poste similaire à l'ex-commission scolaire des Mille-Îles. Mme Darveau va quitter officiellement ses fonctions cet automne afin d'aider la personne qui va lui succéder à entreprendre sa nouvelle tâche. Elle a souligné que les derniers mois avaient été exigeants : « Je suis convaincue que le pire est derrière nous et que le ciel s'éclaircit maintenant. »

CLUB DÉCOR

PAIE LES TAXES*

VENTE DE TAPIS

À LA DEMANDE POPULAIRE, VOUS POUVEZ ENCORE PROFITER DE CETTE VENTE POUR UN TEMPS LIMITÉ

TAPIS* SAXONY
DE QUALITÉ SUPÉRIEURE.
CHOIX DE COULEURS SANS
PAREIL EN STOCK

À PARTIR DE
11⁹⁹\$ V.C. JUSQU'À **29⁹⁹\$** V.C.
CLUB DÉCOR PAIE LES TAXES

TAPIS* COMMERCIAL
RÉG. DE 9,99\$ V.C.
SPECIAL

6⁹⁹\$ V.C. JUSQU'À **12⁹⁹\$** V.C.
CLUB DÉCOR PAIE LES TAXES

PRÉLARTS*
PLUS DE 50,000 V.C. DE PRÉLARTS À LIQUIDER

12⁹⁹\$ V.C. JUSQU'À **32⁹⁹\$** V.C.
CLUB DÉCOR PAIE LES TAXES

TAPIS* BERBÈRE SPECIAL
À PARTIR DE
9⁹⁹\$ V.C. JUSQU'À **19⁹⁹\$** V.C.
CLUB DÉCOR PAIE LES TAXES

BOIS LAMINÉ*
CHOIX DE COULEURS ET STYLES MODE
À PARTIR DE **1⁹⁹\$** P.C.
CLUB DÉCOR PAIE LES TAXES

DE PLUS, ÉCONOMISEZ SUR CHEMINS DE PASSAGE, LITERIE ET ACCESSOIRES DE SALLES DE BAIN, CÉRAMIQUES, STORES, PAPIER-PEINT ET BIEN PLUS...

**Nous vous donnerons un rabais équivalant à la TPS et à la TVQ *Marchandise sélectionnée

6925, RUE JEAN-TALON EST, ST-LÉONARD
(ENTRE L'ANGELIER ET BOULEVARD LES GALERIES D'ANJOU)
2160, ROUTE TRANSCANADIENNE, DORVAL
(À L'EST DU BOULEVARD DES SOURCES)

SERVICE À DOMICILE
255-7337

Certains voyageurs pourront se sentir la tête légère

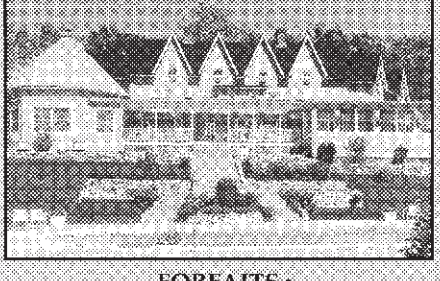
Pesant à peine 85 grammes, le nouveau chapeau LT5 de Tilley a tout ce qu'il faut (en ultraléger) pour vous aider à supporter la chaleur lorsque le mercure grimpe. Conçu pour bloquer les rayons du soleil et vous tenir à l'abri de la pluie avec une efficacité sans pareille, le LT5 vous garde la tête au frais en toutes circonstances. Une création Tilley, fabricant des meilleurs et des plus pratiques vêtements de voyage au monde.

Tilley Endurables

Montréal : 1050, av. Laurier O. - Toronto : 900, Don Mills Rd. - Queen's Quay Terminal, 207 Queen's Quay W.
Vancouver : 2401 Granville St. Faites le 1-800-465-4248 pour commander ou pour connaître le détaillant associé de votre région.

LAURÉAT NATIONAL «OR» 2000
Grand Prix de la Gastronomie
AUBERGE HATLEY

- Piscine chauffée
- Accès au lac Massawippi
- Canot
- Pédalo et kayak
- À proximité : golf, tennis, équitation, théâtre



- 25 chambres, certaines avec foyer, bain tourbillon et balcon
- Superbe cave à vin, plus de 1000 étiquettes
- Hébergement classifié 5 étoiles, Québec

FORFAITS :
Théâtre, golf et gastronomie

Disponibilité en juillet à partir de 125 \$ par pers., par jour, occ. double

Pour information :
(819) 842-2451
1 800 336-2451
www.northernhatley.com

REPORTAGE PUBLICITAIRE

DU NOUVEAU CHEZ LASIK

Laser UltraVision Institute établit une nouvelle politique d'utilisation des instruments jetables.

Il est maintenant reconnu que plusieurs antibiotiques ne sont plus efficaces contre les nouvelles générations de bactéries résistantes. La plupart des cliniques médicales utilisent des instruments jetables pour toutes les interventions afin d'assurer une plus grande sécurité, et protection contre le HIV, hépatite C et Kératite.

Au cours du traitement au lasik, l'oeil entre en contact direct avec le tonomètre et le microkératome. Chez Laser UltraVision Institute, ces deux instruments sont maintenant jetés après utilisation, ce qui rend l'opération encore plus sécuritaire qu'auparavant.

Notre directeur médical, le Dr Marvin Kwitko, ancien président du comité consultatif sur le Laser Excimer pour Santé Canada, a contribué à la mise au point de ce système d'instruments jetables.

Renseignements : 1-800-20 LASER

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A11 manquante

Fête du Canada

Côté budget, la fête du Canada dame le pion à la Saint-Jean

SYLVAIN LAROCQUE

Grâce aux millions du ministère de Sheila Copps, Patrimoine Canada, la fête du Canada sera plus courue que la Saint-Jean dans plusieurs villes du Québec cette année.

En 1996, l'organisation de la fête du Canada au Québec a été confiée à Célébrations Canada, un comité présidé par l'ancien joueur de hockey Serge Savard. Au fil des ans, le comité a obtenu de plus en plus d'argent de Patrimoine Canada, qui lui fournit tout son budget. Par conséquent, les événements du 1^{er} juillet ne cessent de prendre de l'ampleur au Québec.

Quand on compare les deux fêtes, « c'est le jour et la nuit », lance Raymond Girard, directeur des loisirs de Baie-Comeau. « Ici, la fête du Canada, c'est devenu le plus gros événement de l'été: nous avons attiré 6000 personnes l'an dernier. » Et pour cause: le budget des événements du 1^{er} juillet s'élève à 60 000 \$ cette année, alors qu'il n'était que d'environ 5000 \$ il y a trois ans. De ce montant, Patri-

moine Canada fournit plus de 40 000 \$, la municipalité de Baie-Comeau et des commanditaires privés procurant le reste.

À Rivière-du-Loup, le budget de la fête du Canada est passé de 4000 \$ l'an dernier à plus de 50 000 \$ cette année, grâce à une importante hausse de la subvention de Patrimoine Canada. Le budget de la fête du 24 juin dernier, fourni par le gouvernement du Québec et distribué par le Mouvement national des Québécois, n'était que de 4300 \$.

Même dans le fief nationaliste de Chicoutimi, le budget de la fête du Canada est nettement supérieur à celui de la Fête nationale. Depuis trois ans, la subvention de Patrimoine Canada est d'environ 50 000 \$ par année alors que le budget total pour la Fête nationale n'est que de 10 000 \$ (exceptionnellement, il était d'environ 30 000 \$ cette année). Les organisateurs attendent plus de 15 000 personnes pour le grand spectacle du 1^{er} juillet, alors que 10 000 personnes en tout ont assisté aux deux spectacles

du 24 juin.

Ces villes font partie des 20 municipalités dans lesquelles le comité de M. Savard organise des spectacles et des feux d'artifice. Le comité finance également 200 projets partout au Québec, retenus parmi 230 demandes. Pour être choisis, les projets « doivent célébrer le Canada », « être gratuits » et donner la chance aux participants de « démontrer leur attachement au pays ».

Le comité dispose d'un budget de cinq millions, ce qui représente 75 % des fonds alloués à l'échelle du pays par Patrimoine Canada pour les célébrations du 1^{er} juillet. À titre comparatif, le comité de l'Ontario reçoit 553 900 \$, celui de la Colombie-Britannique 263 700 \$ et celui de l'Alberta 183 500 \$. À l'extérieur du Québec, c'est surtout le secteur privé et les municipalités qui financent les événements de la fête du Canada. Les gouvernements provinciaux dépensent peu en général pour le 1^{er} juillet.

Le gouvernement québécois n'a aucun budget pour la fête du Ca-

nada, mais subventionne la Saint-Jean à hauteur de deux millions par année. Exceptionnellement, en raison de l'an 2000, le budget avait été porté à quatre millions cette année.

La ministre Copps avait reconnu en février que son ministère « essayait de « matcher » les efforts faits par le gouvernement du Québec et les Sociétés Saint-Jean-Baptiste pour la Fête nationale en augmentant le montant des subventions pour la Fête du Canada au Québec.

« On avait du rattrapage à faire, soutient M. Langlais. On n'avait aucun budget il y a quelques années, alors nous voulons développer la fête du Canada de façon progressive. » Et le public suit: « On sent vraiment un engouement, les gens en veulent, alors on met de l'argent », dit-il. Le nombre de personnes célébrant la fête du Canada au Québec est passé de moins de 500 000 en 1996 à plus de deux millions l'an dernier.

Cet enthousiasme s'explique aisément. Les spectacles de la fête du

Canada seront beaucoup plus importants cette année que ceux de la Saint-Jean. D'Amos (où se produira Okoumé) à Sherbrooke (Kevin Parent), en passant par Laval (Luce Dufault), Montmagny (Noir Silence), Bonaventure (Alannah Myles) et Rouyn-Noranda (Marjo), toutes les régions ont les moyens cette année de présenter des « gros noms » pour la fête du Canada, ce qui n'était pas toujours le cas pour la Fête nationale. Plus de 20 villes présenteront des feux d'artifice le 1^{er} juillet, dont Chicoutimi, qui n'en avait pas pour le 24 juin.

Est-ce que les artistes, longtemps associés à la souveraineté, acceptent facilement de chanter pour la fête du Canada? « Les artistes se prêtent à ça, répond M. Langlais. Ce qui leur importe, c'est qu'il y ait du monde. Ils gagnent leur vie en chantant, pas en faisant de la politique. »

Quant au public, il veut avant tout s'amuser et profiter des spectacles gratuits, peu importe la couleur du drapeau, disent les organisateurs.

Fêter le Canada en visitant ses capitales

ÉRIC PLOUFFE

Andrée Dionne, de Matane, s'est envolée hier vers Toronto pour célébrer la fête du Canada en compagnie de la famille Duclos, des Québécois francophones installés depuis quelques années dans la Ville reine.

« Je suis une grande voyageuse, s'est exclamée cette femme de 69 ans lors d'une entrevue téléphonique cette semaine. J'aurais préféré partir dans les Territoires du Nord-Ouest mais je suis tout de même contente d'aller à Toronto. On est chanceux comme des quêtoux! »

Mme Dionne a demandé à ses deux soeurs et une amie de l'accompagner dans le cadre du concours « Fêtons le Canada dans les capitales ». Financé en partie par le Programme des partenariats du millénaire du Canada, cet événement a permis à 169 familles, choisies au sort et issues de chaque province et territoire, de prendre la fin de semaine pour découvrir un nouveau coin de pays et se faire de nouveaux amis.

L'horaire est chargé. Une série d'activités et de rencontres avec des hôtes torontois sont planifiées, mais Mme Dionne et ses compagnons espèrent tout de même avoir le temps de faire un saut à la Art Gallery of Ontario pour admirer les 400 gouaches de la peintre berlinoise Charlotte Salomon déportée à Auschwitz et morte à 26 ans.

S'exprimer dans la langue de Shakespeare n'est pas un obstacle majeur. « Si les organisateurs s'attendent à ce qu'on pratique notre anglais, faut qu'ils s'attendent à ce qu'on leur fasse pratiquer leur français », s'est esclaffée Mme Dionne.

Pour sa part, le couple Ginette et Laurent Bouchard, de Sainte-Anne, passe la fin de semaine à Fredericton au Nouveau-Brunswick. « Nos enfants sont trop grands pour nous accompagner, alors nous allons fêter en amoureux, a lancé Ginette Bouchard, enseignante dans une école primaire. J'ai bien hâte de rencontrer le premier ministre Bernard Lord et de discuter d'éducation avec lui. »

Mme Bouchard n'a pas l'habitude de célébrer la fête du Canada, pas plus que la Saint-Jean-Baptiste. « Je suis très Québécoise et j'aime mon Québec, mais je veux me faire des amis ailleurs aussi, raconte-t-elle. J'espère pouvoir les inviter et retourner au Nouveau-Brunswick. »

Deux résidents de Beauharnois, Guy Janelle et Nathalie Roy, réalisent un rêve en mettant les pieds à Victoria, en Colombie-Britannique. « Nous sommes conscients du jeu politique derrière l'idée du voyage, mais nous ne nous sentons pas utilisés, fait remarquer Nathalie Roy. Nous nous voyons comme des ambassadeurs du Québec, et l'idée est de tisser des liens pour créer un certain attachement au Canada. »

Une Néo-Écossaise de 69 ans fait partie de ceux qui vont célébrer le Canada à Québec. Joyce McKenzie aurait préféré aller chez l'un de ses sept enfants en Colombie-Britannique. Mais elle a très hâte d'en savoir un peu plus sur l'histoire de la capitale québécoise. « Tout ce que je connais de la culture franco-canadienne, c'est la soupe aux pois, a-t-elle confié. Cependant, je peux dire que les Montréalais sont très accueillants. »



PHOTO PC

Debbie Hartlen, à gauche, propriétaire de la boutique The Flag Shop à Dathmouth en Nouvelle-Écosse, a conçu un drapeau géant de 40 sur 20 pieds pour la Société des ponts d'Halifax.

Les festivités dans le Vieux-Port

SYLVAIN LAROCQUE

Cette année, les célébrations de la fête du Canada à Montréal ont débuté le lendemain de la Saint-Jean avec un cirque créé spécialement pour l'occasion, dont les représentations gratuites se poursuivent jusqu'à dimanche.

Le spectacle met en vedette, sous un chapiteau jaune et bleu au quai de l'Horloge, des acrobates européens, américains et canadiens, parmi lesquels des élèves de l'École nationale de cirque et des anciens du Cirque du Soleil. Mariant la musique populaire avec des acrobaties parfois étonnantes, le spectacle s'adresse à toute la famille et fait participer des spectateurs en deuxième partie. Pour chacune des deux représentations du Cirque Céla fête (14h et 19h chaque jour; 14h et 20h dimanche) il faut réserver à l'avance chez Admission (514 790-1245, les billets sont gratuits, mais il faut payer des frais de service).

Plusieurs autres activités quotidiennes tournent autour du thème du cirque:

- Des ateliers permettent aux enfants de s'initier aux techniques de base du cirque, à l'île Bonsecours de 11h à 19h;
- Une exposition ferroviaire organisée par le Musée de Saint-Constant, Le Train de cirque, présente des wagons d'époque restaurés qui ont déjà transporté des artistes de cirque et des animaux partout en Amérique du Nord. De 11h à 20h sur les voies ferrées du Vieux-Port.
- Des animaux de l'Afrique, de



PHOTO PATRICK SANFAÇON, La Presse

C'est sur cette scène au quai Jacques-Cartier que monteront demain soir de nombreux artistes.

l'Asie et des Amériques, dont le plus gros éléphant en captivité au monde (18 200 livres!), sont en vedette dans la Ménagerie, au quai Jacques-Cartier de 11h à 19h.

■ L'exposition des Jardins du millénaire « célèbre les jardins « grands ou petits, réels ou imaginaires, humains ou floraux » dans une grande tente installée sur la promenade du Vieux-Port, de 11h à 19h.

Sur la grande scène du quai Jacques-Cartier, après la soirée latine d'hier, on présente ce soir à 20h30 la « Soirée symphonique », qui verra l'Orchestre métropolitain accompagner le ténor Perry Canestrari, la soprano Sherri Karam, le jeune violoncelliste Marc-André Gauthier et le groupe canadien The Tea Party. Demain, ce sera la « Soirée Céla fête », qui mettra en vedette la chanteuse soul Jodie Resther, la lauréate de deux prix Juno Chantal Kreviazuk et Bruno Pelletier, qui chantera en duo avec Gino

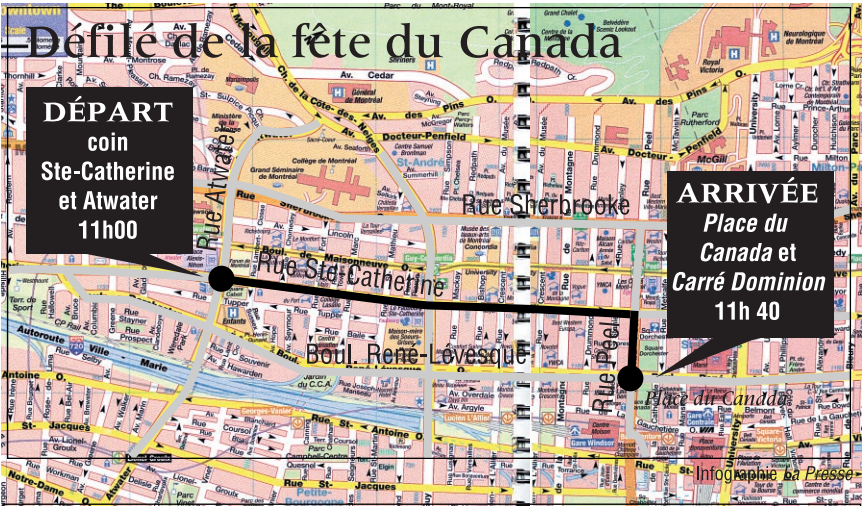
Vannelli pour son seul concert au Québec cet été.

Des feux d'artifice seront projetés à 23h demain.

À Laval, Kevin Parent sera la vedette d'un spectacle sur la grande scène du Centre de la nature de Laval ce soir à compter de 19h. Demain, ce sera Luce Dufault.

À Québec, la journée d'activités d'aujourd'hui se termine avec un grand spectacle animé par Mario Grenier mettant en vedette les groupes Suroit, La Chicane et Michel Pagliaro.

Sur la colline du parlement à Ottawa, le 1^{er} juillet, deux grands spectacles présentent Grégory Charles, Nathalie MacMaster, Isabelle Boulay, Bruce Cockburn, Roch Voisine, Chantal Kreviazuk, Michael Burgess et Lyne Fortin (à midi) et Cathy Jones, Luck Mervil, Paul Brandt, Tal Bachman, Isabelle Boulay, Aselin Debison, Stompin' Tom Connors et Jacksoul (à 21h).



1^{er} juillet / Jour de la Fête du Canada

Ouvert

Bell
Biodôme
Biosphère
Casino
Centre d'histoire de Montréal
Centres de loisirs (sauf exception en raison du début des clubs de vacances)
Cosmodôme
Cours de tennis (1^{er} et 3 juillet)
Ferme Angrignon
Golf municipal (1^{er} et 3 juillet)
Insectarium
Jardin botanique
Marché Bonsecours
Marchés publics
Pataugeoires (1^{er} et 3 juillet)
Piscines extérieures (1^{er} et 3 juillet)
Piscines intérieures (1^{er} et 3 juillet)
(sauf: Sophie-Barat, Centre du Plateau, Claude-Robillard et YMCA sont fermées).
Plage du parc Jean-Drapeau
Planétarium
Pointe-à-Callière
Régie du logement (514-873-2245)
Tour de Montréal

Fermé

Arénas (1^{er} et 3 juillet)
Banques (1^{er} et 3 juillet)
Bibliobus (1^{er} et 3 juillet)
Bibliothèque centrale (1^{er} et 3 juillet)
Bibliothèques de quartier (1^{er} et 3 juillet)
Bureaux de la Ville de Montréal (3 juillet)
Caisses populaires (1^{er} et 3 juillet)
Centre sportif du Parc olympique
Chapelle historique du Bon Pasteur (fermée jusqu'au 19 septembre)
Grands magasins
Hydro-Québec
(Urgences: 1-800-790-2424)
Loto-Québec (vendredi 30 juin)
Maisons de la culture (1^{er} et 3 juillet)
Phonothèque (1^{er} et 3 juillet)
Société canadienne des postes (1^{er} et 3 juillet)
Société des alcools du Québec
Terrains sportifs (1^{er} et 3 juillet)

Il y aura collecte d'ordures ménagères et collecte de matières recyclables le lundi 3 juillet.

La Presse ne paraît pas le 1^{er} juillet

Les subventions ou leur indexation ne coulent pas de source pour les organismes d'aide aux sidéens

LILIANNE LACROIX

Alors que la plupart des organismes communautaires de l'île de Montréal ont vu leurs subventions de la régie régionale reconduites avec une indexation de 1,6 %, un véritable remue-ménage bouleversait les organismes d'aide aux sidéens et de prévention de la transmission du VIH.

En grande partie, cette transformation profonde résultait d'un constat unanime : la réalité du sida a changé ; de moins en moins de gens en meurent et de plus en plus de victimes doivent apprendre à vivre avec cette dure réalité quotidienne. Tout en réduisant l'aide concentrée dans les lieux d'hébergement pour malades en phase terminale ou préterminale, on doit maintenant intensifier les services de soutien dans la communauté, d'aide aux familles et de prévention. Jusque-là, pas de problème, tout le monde s'entend. Mais alors que les responsables de la régie disent que les solutions envisagées ont été implantées après consultation avec les organismes, le son de

cloche dans le milieu communautaire est tout autre.

« Ça dépend de la définition que vous donnez à consultation. Une fonctionnaire nous a rendu visite pendant une demi-heure et a déclaré que tout allait très bien », déclare Joseph-Jean Gilles, porte-parole de Gap-Vies, seul organisme à oeuvrer auprès de la communauté haïtienne (la plus importante tranche de population touchée après les homosexuels).

Malgré cet avis favorable, Gap-Vies a disparu de la carte des organismes subventionnés et a perdu ses quelque 60 400 \$, soit près de la moitié de son budget. Ce n'est qu'à la suite des représentations scandalisées de tout le milieu communautaire de lutte contre le sida qu'il a finalement récupéré sa subvention, et encore, seulement sur une base non récurrente qui laisse planer de gros doutes quant à son financement futur.

De la même façon, alors que la régie entreprenait, surtout à la faveur de certaines fermetures, comme celle de l'organisme Chez ma cousine Evelyn, de réduire de

70 à 56 le nombre de lits dans les maisons d'hébergement, la Maison Dehon perdait son financement de 129 330 \$ pour ses six lits, malgré son expérience de 12 ans au cours desquels elle a admis 163 malades et accompagné 132 d'entre eux vers une mort digne et humaine.

La Maison devra maintenant compter encore plus sur l'aide des pères du Sacré-Coeur, qui ne s'est jamais démentie et qui leur a assuré jusqu'à maintenant près de 3 millions et le plus gros de leur financement à chaque année (220 000 \$ l'an dernier). Jean-Claude Bédard, lui-même prêtre de la communauté, ne se fait pas d'illusions : la subvention a disparu parce qu'il n'a pas voulu se plier aux diktats de la régie : « On a été zigouillés, dit-il. Pour être réadmis, il nous aurait fallu changer notre politique d'accueil et d'hébergement. Certains autres ont d'ailleurs dû modifier leur mission et accepter une clientèle beaucoup plus lourde pour survivre, mais n'ont pas nécessairement l'expertise et les moyens pour desservir ces gens. En tant qu'organisme communautaire, la régie n'a pas le droit de

toucher à notre couleur. »

À la régie, Réjean Pinard n'y va pas par quatre chemins : « Dans le nord de la ville, la Maison Dehon était un peu excentrée. Et puis, certains organismes se sont montrés plus ouverts à transformer leurs services. » Ce qu'il ne dit pas, c'est que l'assurance que la congrégation ne laisserait pas tomber sa maison a sûrement joué elle aussi. Après tout, en période de resserrement budgétaire, on peut se montrer un peu mesquin : pourquoi financer six places qui seront remplies même si on ne les finance pas ?

De la même façon, Les Enfants de Béthanie, qui fournit de l'aide aux enfants atteints ou dont les parents sont atteints du sida, a disparu de la carte et a perdu sa minuscule subvention de 15 251 \$: « On ne me fera tout de même pas avaler qu'il n'y a plus aucun besoin dans ce domaine », s'indigne Robert Théorêt, du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal.

Pourtant, M. Pinard assure : « Nous avons consulté chacun des organismes individuellement. Puis nous avons mis sur pied un pre-

mier plan que nous avons présenté au milieu. À la suite d'une concertation de tout le monde concerné, nous avons procédé à certaines modifications avant d'arriver avec un plan final. »

Les organismes n'ont pas du tout la même perception du processus : « On s'est fait tordre le bras, déclare Michèle Blanchard, de la Maison d'Hérelle. C'est la régie qui décide de la durée du séjour et du type de clientèle. Bientôt, ils vont aussi choisir le type d'intervention. On était tous prêts à changer plein de choses, mais pas de cette façon », dit-elle.

Mme Blanchard s'inquiète du manque d'arrimage avec d'autres organismes, comme les CLSC, déjà débordés par les demandes d'aide à domicile qui lui sont soumises : « En principe, on doit garder les malades 90 jours au maximum. Si la personne meurt, ça va, mais si elle doit retourner dans son milieu, que fait-on si l'aide dont elle aura besoin n'est pas en place ? Va-t-on la mettre dehors ? Au risque de perdre une partie des subventions, on est déjà bien déterminés à ne pas en arriver là. »

Les organismes communautaires s'inquiètent

LILIANNE LACROIX

Dans les organismes communautaires, on craint fort que l'offensive de la régie, qui a imposé son cadre de fonctionnement aux organismes de lutte contre le sida, ne soit qu'un avant-goût de ce qui attend tous les organismes communautaires. « Au lieu de respecter la mission que chacun s'est donnée, on nous passe carrément des contrats. Si on accepte, on est subventionné, sinon, tant pis. Les fonctionnaires nous imposent tout simplement le job qui n'est plus fait par le secteur public et la façon de le faire. Loin du discours officiel qui fait de nous des partenaires et des interlocuteurs valables, on devient des employés sous-payés qu'il ne vaut même pas la peine de consulter. C'est extrêmement inquiétant. »

Michel Morin, directeur adjoint de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte

contre le sida, qui tient ces propos, est persuadé que ce précédent instauré à la faveur d'un changement nécessaire dans l'organisation des services communautaires entourant la problématique du sida se propagera à l'ensemble des organismes communautaires. « Au lieu de créer des liens entre les groupes communautaires pour augmenter notre efficacité, dit-il, la régie a carrément décidé de nous gérer. »

C'est aussi l'avis de Robert Théorêt, du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal. « La régie planifie et les organismes obéissent, dit-il. Selon nous, les organismes communautaires devraient plutôt être consultés, et non pas embrigadés. Dans son propre document, *Le Défi de l'accès 98-2002*, la régie disait qu'on ne constituait pas une composante du réseau, mais des partenaires. C'est sans compter qu'on bafoue allègrement l'article

335 de la loi qui reconnaît aux organismes communautaires leur autonomie. La régie a créé là un dangereux précédent. »

Le Regroupement a d'ailleurs lancé un appel à la ministre pour qu'elle force la régie à respecter la loi qui, estime-t-il, protège la mission que se donnent les organismes communautaires.

Depuis plusieurs années, le sida pose une double, parfois même une triple problématique. De plus en plus, les sidéens ne sont pas que sidéens. Ils sont souvent toxicomanes ou atteints de maladie mentale. Parfois, ils présentent les trois problématiques. Depuis l'apparition de cette nouvelle réalité, les organismes de terrain se tiraillent : les organismes oeuvrant en toxico ne veulent pas de sidéens ou de malades mentaux, les organismes antisida veulent s'occuper seulement de cas dont le problème majeur est le sida. Quant à ceux qui travaillent auprès des malades mentaux, ils

estiment en avoir déjà plein les bras sans être confrontés aussi à des sidéens qui se « shootent ». Ainsi, quand il dit que les organismes en étaient arrivés à un consensus en juin 99, M. Morin parle seulement des organismes oeuvrant dans le champ du sida et pas de l'ensemble sida-maladie mentale-toxicomanie.

En « organisant » elle-même le milieu, la régie n'a-t-elle pas voulu simplement régler un problème de concertation que les organismes n'ont pas réussi à régler entre eux ?

« Peut-être, admet M. Théorêt. Dans un monde idéal, on aurait dû favoriser une entente entre secteurs et même la provoquer pour éviter de se faire organiser contre notre gré. Mais on est tellement sollicités qu'on n'a pas l'énergie ni le temps de le faire. N'était-ce pas justement le rôle de la régie de favoriser la concertation entre les divers types d'organismes ? »

Selon lui, même dans le milieu

du sida, la régie a plutôt profité des faiblesses de chacun pour imposer ses vues. « On a rencontré chaque organisme séparément et profité du sous-financement et de l'épuisement de chacun pour favoriser le chacun pour soi, dit-il. C'est bien malheureux. »

Alors que la régie a déjà confié au centre de services Sida secours du Québec la charge d'ouvrir à l'automne un centre de crise qui pourrait bien remplacer dans une certaine mesure le défunt organisme Chez ma cousine Evelyn, plusieurs intervenants du milieu s'interrogent sur la pertinence d'un tel centre. « Je ne suis pas convaincu de la nécessité d'un centre de crise dans notre milieu et je ne suis pas non plus convaincu que ce soit la responsabilité du monde communautaire », déclare M. Morin, dont les propos font écho à ceux de plusieurs intervenants. Disons qu'on est bien loin du soutien sans réserves au projet. »

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A14 manquante

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A15 manquante

Sciences

Moutons transgéniques: des manipulations de plus en plus précises

RICK CALLAHAN
Associated Press, NEW YORK

Des chercheurs ont réussi à insérer de nouveaux gènes dans de l'ADN de mouton avec une précision jamais atteinte jusque-là : ce succès constitue une étape dans la fabrication d'animaux transgéniques plus résistants et dans l'utilisation de banques d'organes. C'est la première fois que cette manipulation a pu être réalisée chez un autre mammifère que la souris.

« Pour nous, réussir dans cette entreprise avait quelque chose de la quête du Graal », a déclaré Alan Colman, directeur de recherche au sein de PPL Therapeutics à Édimbourg en Écosse, le même laboratoire qui avait permis en 1996 la naissance de la brebis clonée Dolly. Ces travaux sont publiés hier dans le journal scientifique *Nature*.

Après avoir modifié l'ADN des cellules de mouton, les chercheurs ont utilisé les cellules modifiées pour cloner un mouton. Trois femelles clonées l'an dernier sont toujours en vie. Deux d'entre elles sont porteuses de gènes humains qui leur permet de fabriquer du lait grâce à une protéine humaine.

Jusque-là, les clones d'animaux transgéniques étaient réalisés simplement en insérant un gène humain dans l'oeuf fécondé. Cette technique ne permettait pas aux scientifiques de savoir dans quelle partie du corps ce gène s'était in-

séré, ni s'il allait être actif. De plus, la technique ne permettait pas de procéder à des changements au coeur des gènes de l'animal.

Cette nouvelle technique résoud tous ces problèmes : elle permet aux scientifiques d'insérer de nouveaux gènes ou de modifier une partie de l'ADN des cellules et d'obtenir ainsi des clones porteurs des gènes modifiés.

« C'est une avancée significative », a déclaré Randall Prather, professeur de sciences animales à l'Université du Missouri. « Tout le monde en parlait et disait : "Nous pouvons y arriver". Mais c'est la première fois que la technique réussit. »

« D'ici quelques années, les scientifiques vont pouvoir retirer aux moutons les gènes "indésirables", notamment ceux qui provoquent la scrapie du mouton, une anomalie liée à la maladie de la vache folle », a prédit Mario Capec-



PHOTO AP

Les laboratoires PPL Therapeutics d'Édimbourg, les mêmes qui ont donné naissance à Dolly, la première brebis clonée, ont présenté hier à la presse les brebis Cupid et Diana (photo), auxquelles les chercheurs ont en plus réussi à insérer de nouveaux gènes avec une précision jamais atteinte jusque-là : ce succès constitue une étape dans la fabrication d'animaux transgéniques plus résistants et dans l'utilisation de banques d'organes.

chi, professeur de génétique humaine à la faculté de médecine de l'Université de Utah.

PPL Therapeutics souhaite utiliser cette nouvelle technique pour réaliser des clones de porcs transgéniques capables de fournir des organes pour la transplantation humaine. La manipulation génétique

pourrait en effet être utilisée chez les porcs pour éviter le rejet de la greffe par les personnes greffées, un obstacle majeur à l'utilisation d'organes d'animaux.

Mais aussi perfectionnée soit-elle, cette nouvelle technique présente toutefois des inconvénients, notamment la mort fréquentes des

animaux obtenus : 14 des 80 embryons génétiquement modifiés ont vu le jour, et seuls trois d'entre eux ont survécu six mois après la naissance.

Selon Alan Colman, ces morts fréquentes ne seraient pas dues à la manipulation génétique, mais plutôt au clonage lui-même.

Le génie génétique sur la piste des noix hypoallergènes

MATHIEU PERREAULT

D'ici cinq à dix ans, le cauchemar des allergies aux noix pourrait prendre fin grâce au génie génétique. Des chercheurs français et américains ont identifié des molécules associées aux réactions allergiques. Il leur faut maintenant empêcher l'expression des gènes qui les produisent dans les noix.

Les allergies alimentaires grimpent en flèche depuis 15 ans dans les pays occidentaux : leur prévalence a doublé à un sur 200 enfants de quatre ans, selon une étude britannique. Les noix sont souvent impliquées, ce qui complique l'élaboration des menus puisque leurs qualités nutritives en font des ingrédients de choix.

De nombreuses écoles, même au Québec, interdisent dorénavant les noix dans les lunchs : la simple odeur de beurre d'arachides peut causer la mort d'un patient allergique s'il n'est pas traité. Le ministère américain des Transports oblige depuis 1998 les compagnies aériennes à assurer une « zone sans noix » autour des passagers allergiques, alors que le ministère de la Santé bri-

tannique recommande aux femmes enceintes d'éviter autant que possible les noix.

« Très récemment, des publications scientifiques ont laissé entrevoir la création d'arachides hypoallergènes », confirme le biologiste français Loïc Faye, rencontré au sixième Congrès international de biologie moléculaire végétale, qui se tenait la semaine dernière à Québec. « On sait qu'il y a une relation entre la glycosylation et l'allergénicité. »

La glycosylation est une modification de la structure des protéines. Quand les sections glycosylées de protéines sont mises en contact avec les anticorps de patients allergiques, le système immunitaire se met en branle-bas de combat. Une réaction allergique s'explique par un système immunitaire trop sensible, qui attaque des molécules inoffensives pour l'homme.

Le laboratoire rennais de M. Faye a identifié une autre portion problématique de la structure des protéines végétales : les xylo-ses, qui forment une cible beaucoup plus petite. « Les résidus de xylo-ses ont une forte contribution aux liaisons des protéines de la noix aux anticorps des patients. La xylosilation n'expliquera sûrement pas toute l'allergénicité, mais elle pourrait être un élément important. »

Beaucoup de plantes ont du xylose dans leurs protéines, mais aucun animal, dit en

entrevue téléphonique le biologiste Alan Elbein, de l'École de médecine de l'Université d'Arkansas. « Ça pourrait expliquer pourquoi le système immunitaire humain s'attaque parfois aux xylo-ses, dit M. Elbein. Comme la structure des protéines est différente dans chaque plante, les xylo-ses sont parfois cachés, parfois exposés. C'est pour cette raison qu'il y a plus d'allergies aux noix qu'aux choux, par exemple. »

Ce printemps, les séquences génétiques de xylosilation d'une première plante ont été publiées, note M. Faye. « Quelqu'un va bientôt trouver la même séquence pour l'arachide », affirme-t-il. Avec cette information, il sera possible d'empêcher le gène d'ajouter des xylo-ses aux protéines. Ce bâillon génétique, appelé amuïssement, est aussi envisagé pour réduire le taux de molécules toxiques de certaines plantes, comme le cyanure du manioc.

Comme il faut d'abord trouver la séquence génétique de la xylosilation chez l'arachide, puis vérifier que la désactivation du gène n'empêche pas la croissance de la plante, avant de mettre en contact des protéines génétiquement modifiées avec les anticorps de patients allergiques, M. Faye ne croit pas qu'on verra des arachides hypoallergènes dans les épiceries avant au moins cinq à dix ans. « Il faudra aussi faire des tests cutanés avec les protéines et les arachides modifiées. »

EN BREF

Nouvelle voie pour maigrir

■ Une substance coupant l'appétit et provoquant une perte de poids chez la souris a été identifiée, et elle pourrait éventuellement permettre à terme de traiter l'obésité, indique une étude à paraître aujourd'hui dans la revue *Science*. Une fois que les cellules ont emmagasiné assez d'énergie, une enzyme, la FAS, synthétise les acides gras afin de les garder pour une utilisation ultérieure. Ce qui conduit à l'obésité. Des chercheurs de l'Université Johns Hopkins à Baltimore (Maryland) ont mis au point un composé chimique, appelé C75, qui bloque les effets de la FAS. Ainsi, des souris soumises à cette substance ont maigri rapidement, sans effets secondaires, principalement parce qu'elles ont moins mangé. Selon le principal auteur de l'étude, le Dr Thomas Loftus, le C75 déclencherait un certain processus dans la cellule, qui signalerait au cerveau qu'elle est repue et que l'appétit doit être coupé.

Encore une « vache folle » en Grande-Bretagne

■ Le cas d'une vache, née après l'interdiction des farines animales dans l'alimentation des bovins et qui a développé l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), suscite de nouvelles préoccupations sur la transmission de la maladie, a reconnu hier le ministre britannique de l'Agriculture Nick Brown. L'animal, de race Holstein, était né le 25 août 1996, soit 24 jours après l'entrée en vigueur des nouvelles réglementations. Le développement de la maladie de la vache folle après l'interdiction des farines animales suggère une transmission de la mère au veau.

SUPER

Notre entrepôt déborde!

SOLDE

Service de vaisselle
16 pièces
pour 4
Faites vite!
Liquidation rapide
en magasin

69,99\$

SEULEMENT

14,99\$

Coutellerie en acier inox
pour 8 avec ensemble
de service
129,99\$

PRIX
IMBATTABLE

49,99\$

Batterie de cuisine
antiadhésive
9 pièces
PRIX IMBATTABLE

199\$

69,99\$

Verses en acrylique
Old Fashion
ou High Ball

1,99\$
Cour.
7,99\$

Fait en France
Verrerie de bar
en cristal

9,99\$
Cour.
35\$

Fait en Italie
Ens. pour pâtes
5 pièces

14,99\$
Cour.
59,99\$

Panier à pique-
nique de luxe
21 pièces

19,99\$
Cour.
59,99\$

Nos acheteurs ont brisé tous les records! Nos magasins et notre
entrepôt principal débordent littéralement et nous devons faire notre
PLUS GRAND SOLDE A CE JOUR! Plus de 8 000 000S d'articles
cadeaux et d'articles ménagers à liquider? Profitez-en!

RABAIS

JUSQU'A

70%

Avec de tels
prix,
il ne restera
plus rien!

Nous vendons
moins cher!

Benix achète directement du
fabricant afin d'éliminer les
intermédiaires coûteux et vous
faire profiter des économies!

Plus grand choix!

Avec une sélection de milliers
d'articles, Benix est devenu le
plus important fournisseur
d'articles ménagers de grande
marque au Canada!

C'est garanti...

Montrez-nous un article
identique vendu moins cher et
non seulement nous égalons
ce prix mais vous donnerons
aussi 10% de rabais en plus!

BENIX

& CO.

7335

BOUL. DÉCARIE

3213

AUTOROUTE 40

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

Lundi-merc. 10-18 h • Jeudi et vend. 10-21 h
Sam. fermé • Dim. 10-17 h

Magasinez tôt pour un meilleur choix.
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

angle Jean-Talon
et station Namur

Chomedey, Laval, en face
du Carrefour Laval
à côté de Yellow Plus

LE FAUBOURG - STE-CATHERINE

VISA

MasterCard

Interac

europa

2000

Réservez aujourd'hui. Naviguez. Payez plus tard.*

PRINCESS

Méditerranée

de l'Est

12 nuits à bord du
Royal Princess
27 septembre 2000

2259\$

Portion croisière seulement
\$CAN., p.p., CAT. L

PRINCESS

Méditerranée

de l'Ouest

12 nuits à bord du
Grand Princess
16, 28 août 2000

2120\$

Portion croisière seulement
\$CAN., p.p., CAT. L

PRINCESS

Mer Noire

de l'Est

12 nuits à bord du
Royal Princess
9 octobre 2000

2272\$

Portion croisière seulement
\$CAN., p.p., CAT. L

Points du Club Sears en DOUBLE**

Agence de
voyages

SEARS

LE MONDE EST À VOUS

Trois façons de réserver vos vacances!

Anjou (514) 353-5184 • Brossard (450) 465-4984 • Chicoutimi (418) 549-2128 • Deux-Montagnes (450) 491-1022
Drummondville (819) 478-5800 • Granby (450) 375-8130 • Hull (819) 776-4167 • La Salle (514) 364-9720 • Laval (450) 682-2828
Lévis (418) 833-4816 • Pointe-Claire (514) 697-8161 • Québec (418) 529-8451 • Repentigny (450) 582-6090
St-Bruno (450) 441-6712 • St-Jean (450) 348-0905 • Ste-Foy (418) 658-3211 • St-Jérôme (450) 432-5232 • St-Laurent (514) 335-1171
Sherbrooke (819) 821-4204 • Trois-Rivières (819) 379-6163 • Victoriaville (819) 357-4030

Centre d'appels national
1-800-799-6466

En Personne

Sur internet.
www.sears.ca

*Offre prend fin le 10 septembre 2000, détails à l'agence de voyages Sears. Les prix portion croisière seulement publiés sont par
personne, en occupation double, en dollars canadiens et les plus bas au moment de mettre sous presse. Les prix s'appliquent sur
certaines dates de croisières en 2000/2001 et peuvent varier selon le navire, la date de départ, la durée et la catégorie de cabine.
Toutes les offres ainsi que les prix et les places sont sujets à disponibilité et peuvent être changés et (ou) retirés en tout temps. Les
taxes et frais portuaires inclus. Le transport aérien avant/après la croisière est en sus. Certaines restrictions sont applicables. Les
offres sont valables pour les nouvelles réservations seulement et ne peuvent être combinées avec tout autre escompte, solde ou
coupon-rabais. Le Love Boat Canada ne s'applique pas. **Les points du Club Sears en double sont applicables sur achat à la carte
Sears seulement. Le maximum des points en double attribués est par réservation. Tous les détails à l'agence de voyages Sears
©2000 Sears Canada Inc. I.a.s. Agence de voyages Sears. Détenteur d'un permis du Québec.

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



SUÈDE

Pétrolières en défaut

■ Les compagnies pétrolière opérant en Suède ont été accusées hier d'entente illicite par la Direction de la concurrence (Konkurrensverket) du royaume, qui va les poursuivre pour obtenir des dizaines de millions en dommages et intérêts. Les dirigeants des cinq sociétés concernées « ont, lors de rencontres secrètes, fixé les prix de l'essence à la pompe », a affirmé Konkurrensverket dans un communiqué. « Il est inacceptable que ces compagnies aient pu faire fi, en s'entendant sur les prix, de la concurrence devant normalement les opposer », a déclaré la directrice générale de l'organisme, Ann-Christin Nykvist.

d'après AFP

HAÏTI

Bons offices

■ Une mission de bons offices de la Communauté des pays caraïbes (Caricom) séjourne à Port-au-Prince depuis mercredi pour aider Haïti à trouver une solution à la crise électorale, a-t-on annoncé officiellement hier dans la capitale haïtienne. La mission, dirigée par l'ancien premier ministre de Sainte-Lucie, John Campton, s'est déjà entretenue avec le président René Prével, des membres du corps diplomatique et le Conseil électoral provisoire (CEP). Haïti a refusé de revenir sur les résultats du premier tour et le CEP prépare le second tour des législatives pour le 9 juillet, date qui devrait être officialisée dans les prochains jours par un décret présidentiel.

d'après AFP

ZIMBABWE

Pressions sur Mugabe

■ Des députés et des responsables provinciaux du parti au pouvoir au Zimbabwe (ZANU-PF) souhaitent que le président Robert Mugabe quitte la direction du parti dans les six mois et laisse la place à un dirigeant plus jeune, a rapporté hier l'hebdomadaire *The Financial Gazette* (indépendant). Huit des 62 nouveaux députés de la ZANU-PF ont déclaré à ce journal, sous couvert de l'anonymat, qu'ils voteraient en faveur du Mouvement pour le changement démocratique (opposition) au Parlement si Mugabe refusait les réformes au sein du parti. Le mandat de Mugabe, 76 ans, ne sera en jeu qu'en 2002, mais des responsables estiment qu'un rajeunissement est nécessaire.

d'après AFP

SIERRA LEONE

Confrontation

■ Une confrontation mercredi entre différentes factions des forces gouvernementales sierra-léonaises près de la ville de Masiaka (50 km à l'est de la capitale Freetown) aurait fait 21 morts, selon des témoignages recueillis hier. Des personnes revenant de la région de Masiaka ont affirmé que les affrontements ont fait six morts dans les rangs de l'armée sierra-léonaise (SLA) et 15 parmi les anciens soldats putschistes, connus sous le nom de « West side boys ». Ces derniers étaient jusqu'à l'année dernière alliés à la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF), que combat maintenant la SLA.

d'après AFP

Un Helmut Kohl en colère descend de son piédestal pour rendre des comptes

CLAIRE GALLEN
Agence France-Presse, BERLIN

C'est un Helmut Kohl en colère qui a comparu hier devant la commission d'enquête parlementaire sur le financement de la CDU, l'ancien chancelier allemand ne comprenant visiblement pas que le « père de la réunification » doive à son tour rendre des comptes.

L'audition de celui qui, pendant 25 ans, a dirigé l'Union chrétienne-démocrate (CDU), n'a rien apporté de nouveau sur le fond : non, il n'a pas financé sa campagne lors de la vente de la raffinerie de Leuna ; non, il ne dira pas qui a alimenté les caisses noires de la CDU, et non, il n'a pas ordonné la destruction des dossiers de la Chancellerie lors de son départ du pouvoir en octobre 1998.

Faisant usage du droit au silence que lui confère l'enquête pour malversations ouverte contre lui par le Parquet de Bonn, Kohl, flanqué de son avocat, a pu éviter de s'expliquer sur les encombrantes révélations qui filtrent régulièrement dans la presse.

Des questions embarrassantes

Qui est à l'origine de la destruction massive de documents à la Chancellerie révélée la veille par un rapport d'enquête ? « Je n'ai jamais dit que des dossiers devaient être détruits », réplique Kohl. Qui a versé jusqu'à deux millions de marks sur des caisses noires du parti ? « Je n'envisage pas de révéler le nom des donateurs », assène-t-il, en répétant qu'il leur a donné « une parole, qui pour (lui) est une parole d'honneur ». « Mais vous avez aussi une parole d'honneur envers la société », fait remarquer le président, Volker Neumann. « J'ai fait une erreur dans cette situation, mais je n'ai pas violé la

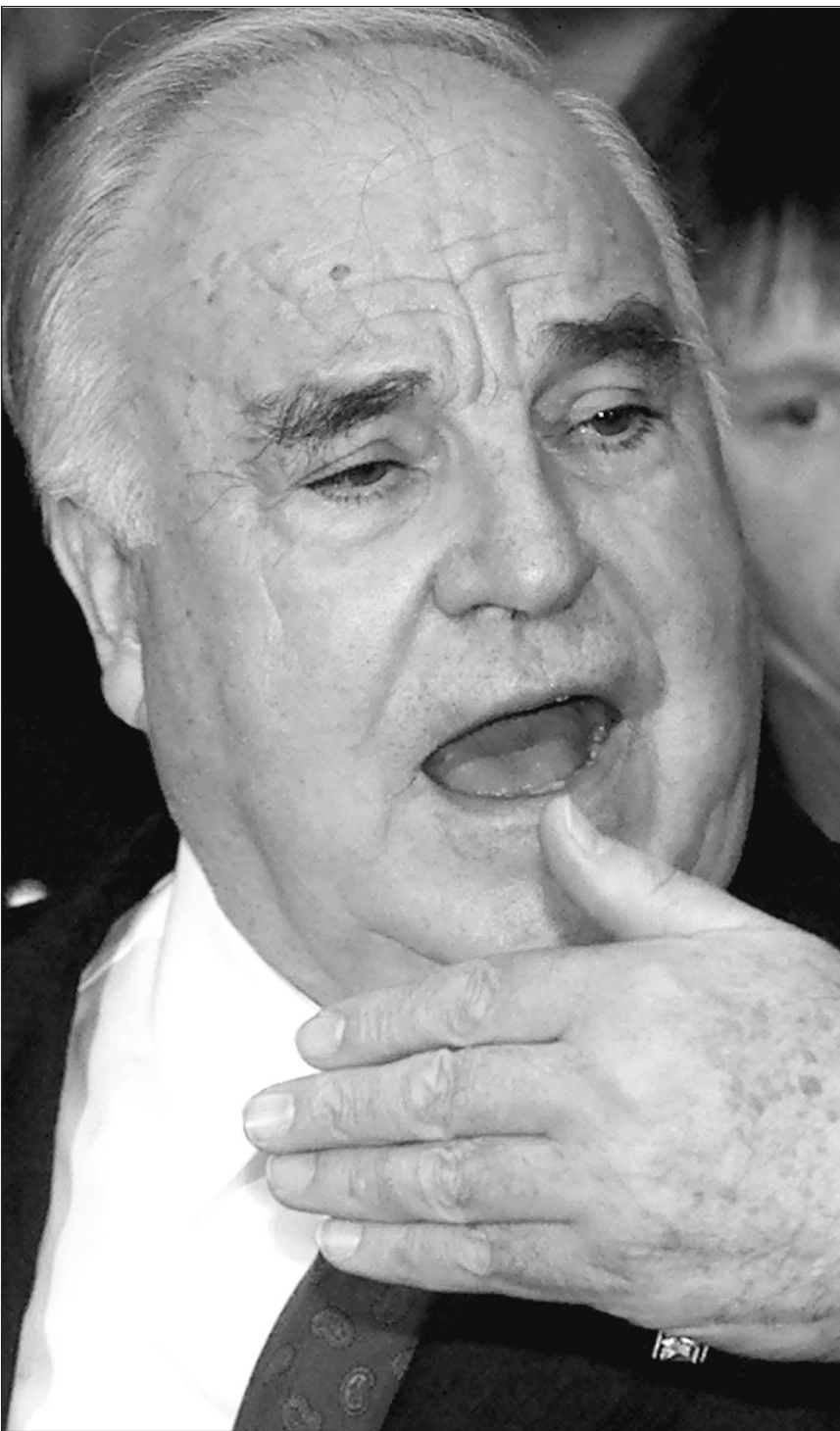


PHOTO REUTERS

Toute cette affaire, l'ex-chancelier Helmut Kohl en est convaincu, est un ramassis de « calomnies, de falsifications et de distorsions des faits », et ne vise qu'à « criminaliser sa personne », à « trainer dans la boue seize années de succès pour l'Allemagne ».

Avoirs de deux milliards d'un ex-dictateur africain bloqués

d'après Associated Press
GENÈVE

Le Nigeria a obtenu jusqu'ici le blocage à l'étranger de deux milliards de dollars US qui appartenaient à l'ancien dictateur Sani Abacha, décédé en juillet 1998, a annoncé hier à Genève le président nigérian Olusegun Obasanjo.

Les autorités nigériennes repro-

chent à l'ex-dictateur d'avoir systématiquement pillé la Banque centrale de leur pays et d'avoir détourné ces avoirs à l'étranger. Jusqu'ici, un montant de l'ordre de 1,8 à deux milliards de dollars a été gelé sur des comptes à l'étranger. Une bonne partie de cet argent se trouve en Suisse : il s'agit d'une somme de 670 millions, selon le juge d'instruction genevois Georges Zecchin, en charge de l'affaire.

Quelque 600 autres millions sont bloqués au Luxembourg et plus de 100 millions seraient au Liechtenstein. Une partie des fonds pourrait aussi avoir été placée en France, en Allemagne, en Belgique et en Grande-Bretagne. Le président Obasanjo estime à trois milliards de dollars le total des avoirs détournés par le clan Abacha.

Le régime Abacha, qui dura cinq

ans, était reconnu pour sa brutalité et sa corruption.

Du côté du Liechtenstein, on dit attendre une demande d'entraide judiciaire du Nigeria ces prochains jours. Jusqu'ici, les autorités de la principauté n'ont pas encore ordonné de gel des comptes. Mais la loi liechtensteinoise autorise une telle mesure en cas de demande d'entraide judiciaire.

REPÈRES/CONGO

L'indépendance dans la guerre et la misère

MICHEL CARIOU
Agence France-Presse, KINSHASA

La République démocratique du Congo (RDC) célèbre aujourd'hui le 40^e anniversaire de son indépendance dans une atmosphère qui rappelle aux Congolais les semaines qui suivirent le 30 juin 1960: pays en guerre, intervention de l'ONU, crise sociale.

Le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel, représentant l'ancienne métropole coloniale, assistera à Kinshasa aux cérémonies officielles marquant cet anniversaire, notamment un défilé militaire. L'ancienne Léopoldville n'a pas pavoisé pour la circonstance. Pour les habitants, la principale préoccupation du moment est de trouver de quoi nourrir leur famille.

La guerre que mène le gouvernement depuis bientôt deux ans dans l'est et le nord du pays contre trois mouvements rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda a encore accru dramatiquement la misère. La

malnutrition progresse rapidement à Kinshasa, selon des sources humanitaires.

L'ex-Zaïre, avec une population de l'ordre de 50 millions d'habitants, figure aujourd'hui au 11^e rang mondial pour la mortalité des enfants de moins de cinq ans, selon l'UNICEF. Seul un enfant sur deux est scolarisé, selon l'UNESCO.

Le système de santé, qui faisait jusque dans les années 70 la fierté de l'Afrique avec ses hôpitaux modernes et bien équipés, se situe désormais au 188^e rang sur 191 pays recensés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le secteur minier, moteur du développement, s'est effondré au début des années 90 lors des pillages qui ont dévasté l'économie. L'agriculture d'exportation et l'élevage, autres points forts de l'ex-Zaïre, ont été emportés par la crise actuelle.

« Quand tout cela s'arrêtera-t-il ? » interroge Jean-Pierre, un fonctionnaire à la retraite, désespéré comme bon nombre de ses compatriotes par la « descente aux enfers » du Congo depuis 1960.

Les joies de l'indépendance au-

ront été de bien courte durée pour les Congolais. Le 30 juin 1960, le pays dansait au rythme de l'« indépendance cha cha », une rumba congolaise qui résonna par la suite dans bien des capitales africaines. Cinq jours plus tard, l'armée se mutina contre ses officiers belges, précipitant le pays dans un chaos dont il ne se releva jamais vraiment.

Dans la foulée, la province minière du Katanga proclama sa sécession le 11 juillet avec le soutien des puissances coloniales et des États-Unis, déclenchant la première d'une longue série de guerres et de rébellions.

L'ONU dépêcha des troupes au Congo à la demande du premier ministre Patrice Lumumba. Le conseil de sécurité bloqua l'action des forces des Nations unies contre les sécessionnistes katangais. Finalement, Patrice Lumumba, écarté du pouvoir, fut assassiné le 17 janvier 1961, un peu plus de six mois après la « dipanda » (indépendance en lingala).

Rébellions sanglantes et répressions impitoyables se succédèrent

ensuite pendant cinq ans dans le Kivu, où combattait notamment un jeune homme nommé Laurent-Désiré Kabila, qui reçut l'éphémère soutien de Che Guerava, et dans la province orientale, vers Kisangani, régions aujourd'hui contrôlées par les rebelles soutenus par l'Ouganda et le Rwanda.

En 1965, le colonel Joseph-Désiré Mobutu prit le pouvoir lors d'un coup d'État approuvé par des Occidentaux hantés de voir l'Afrique centrale basculer dans le giron soviétique. Mobutu changea le nom du pays en Zaïre.

Commença alors un long règne de 32 ans caractérisé par une répression féroce qui dérivait en une forme de « kleptocratie » qui mit « le pays par terre », selon l'expression des habitants.

La population espéra des jours meilleurs en 1990 avec le rétablissement du multipartisme puis en 1997 avec le renversement de Mobutu par Laurent-Désiré Kabila. Ces espoirs sont restés vains jusqu'à présent dans un pays où la guerre a repris ses droits.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A19 manquante

Le défi de construire un CLSC en Sierra Leone dévastée

PASCALE BRETON

Marie-Hélène Paré a mis les pieds dans la capitale de la Sierra Leone un peu plus de deux semaines après l'accord de cessez-le-feu du 7 juillet 1999. Dans la ville rasée de Freetown, côtoyant des femmes violées, des hommes mutilés et des soldats rebelles encore enfants, elle avait pour mission d'ouvrir un centre d'intervention, à l'image des CLSC québécois.

Cette travailleuse sociale formée à l'Université Laval a recruté des Sierra-Léonais qui n'avaient de formation ni en psycho-éducation, ni en service social, pour qu'ils deviennent des intervenants en santé mentale. Elle a aussi élaboré les plans du futur centre d'intervention. « Les édifices étaient rasés. Notre bâtisse n'avait plus que le plancher, il a fallu tout prévoir. Quand j'ai mis la clé dans la serrure pour verrouiller la porte le premier soir, j'ai éprouvé une grande fierté », confie-t-elle.

La jeune femme, qui aura 26 ans dans

quelques jours, a découvert les stages à l'étranger pendant son cours collégial et à l'université, elle a fait un séjour de cinq mois à Beyrouth où elle a aidé les femmes du Sud-Soudan, réfugiées au Liban. De retour au pays, elle a travaillé pendant deux ans comme intervenante sociale au Centre de santé Paul-Gilbert, à Saint-Romuald. Mme Paré rêvait de participer à une mission internationale en ex-Yougoslavie lorsqu'elle a été envoyée en Sierra Leone, par l'organisme Médecins sans Frontières (MSF).

« Mon rôle s'est vite transformé en celui de superviseur clinique. Je voulais voir les clients retrouver une qualité de vie. Il fallait chasser les tabous, faire comprendre que les femmes n'étaient pas responsables des viols, que c'étaient des armes de guerre », raconte Mme Paré.

D'un ton neutre, elle décrit ce qu'elle a vu pendant les mois de trêve. Comme cet enfant de huit ans à peine, enrôlé comme soldat depuis deux ans déjà. Ou ces jeunes filles brisées qui servaient d'esclaves sexuelles. « On s'occupait de tout le monde, des victimes, mais aussi des anciens rebelles responsables de mutilations qui venaient nous rencontrer », se remémore-t-elle.

La jeune Québécoise parle avec ferveur des 10 mois qu'elle a passés dans ce petit pays d'Afrique déchiré par la guerre pour ses

diamants. Elle a côtoyé les souffrances et les peurs.

« Je devais superviser les personnes que nous avions formées pour intervenir auprès des victimes et les aider dans leur choc post-traumatique. Je relisais les dossiers et j'assistais aux rencontres », résume la jeune femme.

Au mois d'avril dernier, un séjour imprévu l'a ramenée quelques semaines au Québec, puis les événements se sont précipités.

« J'étais à Conakry, en Guinée, et j'attendais de retourner à Freetown. Je n'oublierai jamais la journée du 4 mai 2000. On m'a dit que je ne pouvais pas retourner en Sierra Leone, que les ressortissants étaient évacués. Le pays s'était de nouveau embrasé. »

Le centre d'intervention en Sierra Leone est maintenant un souvenir pour elle. La situation est trop précaire, les responsables de MSF lui ont conseillé de chercher une autre mission.

« C'est un deuil, confie-t-elle sans ambages. J'aimais ce pays et ce peuple qui est à moitié musulman et à moitié chrétien. Il n'y avait pas de problème entre les deux groupes, puis les rebelles sont entrés à Freetown et ont fait preuve de violence gratuite envers tout le monde. Malgré les souffrances, les gens survivent. »



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Marie-Hélène Paré a passé dix mois en Sierra Leone, où elle avait comme mission de participer à la mise sur pied d'un centre d'intervention pour les victimes de la guerre.

Visites gratuites pour familles branchées



Cet été, Hydro-Québec vous ouvre gratuitement les portes de 14 de ses installations.
Pour des découvertes inoubliables, **suivez le guide !**

À Laval

La centrale de la Rivière-des-Prairies

En Montérégie

La centrale de Beauharnois et l'Électrium

Dans les Laurentides

La centrale de Carillon

Dans l'Outaouais

La centrale des Rapides-Farmers

En Mauricie

La centrale de Gentilly-2

Sur la Côte-Nord

Le barrage Daniel-Johnson, les centrales Manic-5 et Manic-2, le chantier de la Sainte-Marguerite-3

À la Baie James

L'aménagement Robert-Bourassa et la centrale La Grande-1

En Abitibi-Témiscamingue

La centrale de la Première-Chute et les centres de formation et de téléconduite

Dans les Îles

La centrale des Îles-de-la-Madeleine

1 800 ÉNERGIE ou le **(514) 363-7443**. www.hydroquebec.com/visitez



À Québec



On a agrandi

Nouveau

Piscine intérieure
Toutes nos
chambres sont
climatisées
Salle de réunion

MELLEUR PRIX
69\$

Petit-déjeuner
inclus, à deux pas du Vieux-Québec.
Stationnement gratuit.

640, rue St-Vallier Ouest,
Québec

1 877 474-4464



Vous déménagez ?

La Presse

APPELS INTERURBAINS SEULEMENT : **1 800 361-7453** • Télécopieur 1 888 254-7272

Aviser votre camelot ou
communiquer avec **La Presse**.
(514) 285-6911

Votre abonnement à **La Presse**
sera transféré automatiquement
à votre nouvelle adresse.

Télécopieur : (514) 285-7039

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A21 manquante

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A22 manquante

Développement humain

L'indice de développement humain mesure le rendement de 174 pays en fonction de données telles que l'espérance de vie, l'alphabétisation, l'éducation et la répartition de la richesse.

Fort développement humain

- 1 Canada
- 2 Norvège
- 3 États-Unis
- 4 Australie
- 5 Islande
- 6 Suède
- 7 Belgique
- 8 Pays-Bas
- 9 Japon
- 10 Royaume-Uni

Faible développement humain

- 165 Mali
- 166 République Centrafricaine
- 167 Tchad
- 168 Mozambique
- 169 Guinée-Bissau
- 170 Burundi
- 171 Éthiopie
- 172 Burkina Faso
- 173 Niger
- 174 Sierra Leone

Source: PNUD

Michèle Lecavalier - PC

Revenu et pauvreté, 1998

Même si le Canada se classe premier en termes de développement humain, il arrive 11^e dans la liste des pays ayant le revenu par habitant le plus élevé. L'an dernier, le Canada était 8^e.

Pays les moins pauvres	Revenu per capita en \$ US
Norvège 1	26,3
Suède 2	20,7
Pays-Bas 3	22,2
Finlande 4	20,8
Danemark 5	24,2
Allemagne 6	22,2
Luxembourg 7	33,5
France 8	21,2
Japon 9	23,3
Espagne 10	16,2
Canada 11	23,6
Italie 12	20,6
Australie 13	22,5
Belgique 14	23,2
Nouvelle-Zélande 15	17,3
Royaume-Uni 16	20,3
Irlande 17	21,5
États-Unis 18	29,6

Le Canada toujours premier en matière de développement humain

Presse Canadienne
OTTAWA

Pour une septième année consécutive, le Canada arrive premier parmi 174 pays au classement de l'indice de développement humain, établi par l'Organisation des nations unies (ONU) en fonction de données telles que l'espérance de vie, l'alphabétisation, l'éducation et la répartition de la richesse.

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, s'est réjoui de cette nouvelle en proclamant une fois de plus, dans un communiqué émis hier, que « le Canada offre le meilleur milieu de vie au monde. » Il considère que cette nouvelle représente quelque chose « à savourer à la veille de la première fête du Canada du 21^e siècle.

M. Chrétien se dit enchanté de constater que la prospérité du pays a été bâtie « à la manière canadienne » — un slogan qu'il répète de plus en plus souvent à l'approche des élections fédérales.

Le chef des libéraux fédéraux appelle ainsi la politique de son gouvernement, qui vise à trouver un équilibre entre les mesures fiscales et les dépenses dans les programmes sociaux.

Toutefois, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'agence de l'ONU qui établit cet indice, a émis des inquiétudes au sujet de la façon dont certains politiciens utilisent les résultats du classement.

Même si le Canada arrive en tête, une économiste du PNUD affirme qu'il n'y a pas de quoi pavoiser. Kate Raworth souligne que le Canada accuse du recul dans plusieurs domaines importants, tels que les droits de la personne, la

pauvreté et l'alphabétisation fonctionnelle.

Mme Raworth ajoute que cet indice peut être trompeur, parce qu'il mesure le succès d'un pays à certains égards mais ne révèle pas toujours les problèmes spécifiques auxquels il est confronté.

« Nous ne disons jamais que vous êtes le meilleur pays au monde », affirme Mme Raworth en entrevue, atténuant ainsi un argument cher au premier ministre Chrétien.

« Vous devez faire quelque chose concernant les droits de la personne ou le système d'éducation », ajoute-t-elle.

D'ailleurs, des organisations non-gouvernementales se sont opposées à l'attribution du titre de champion au Canada. Dans un autre classement sur le taux de pauvreté, le Canada arrive onzième cette année, alors qu'il était en huitième position l'an dernier.

Le rapport de l'agence onusienne, rendu public hier, cite notamment l'exemple de l'Ontario, qui finance les écoles catholiques, mais refuse de le faire pour d'autres groupes religieux tels que les juifs, les sikhs ou les musulmans.

« Les bonnes notes du Canada pour l'alphabétisation chez les adultes et l'éducation ne peuvent excuser la discrimination religieuse dans l'accès à l'éducation publique, et elles n'autorisent aucunement l'Ontario à ne pas prendre des mesures pour y remédier », peut-on lire dans le document.

Néanmoins, le Canada devance dans l'ordre la Norvège, les États-Unis, l'Australie, l'Islande, la Suède, la Belgique, les Pays-Bas, le Japon et la Grande-Bretagne au classement du développement humain. Les quatre pays qui viennent au bas de la liste, sur un total de 174, sont l'Éthiopie, le Burkina Faso, le Niger et la Sierra Leone, quatre pays d'Afrique.

CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES

demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse** à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants:

- Sainte-Julie
- Sorel
- Varennes

Responsabilités

- Livraison de La Presse devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.

- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

Mme Gina Morin

composez le **(450) 780-1185**
Courriel : **gmorin@lapresse.ca**

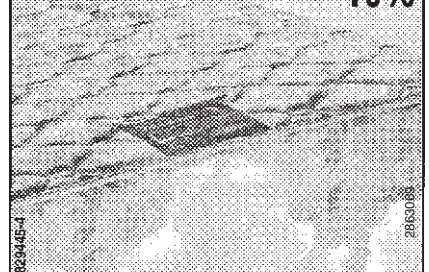
POLITIQUE DE BAS PRIX GARANTIS

MATELAS

De **LINEN CHEST**

Choisissez parmi la plus grande sélection de matelas Sealy et Simmons

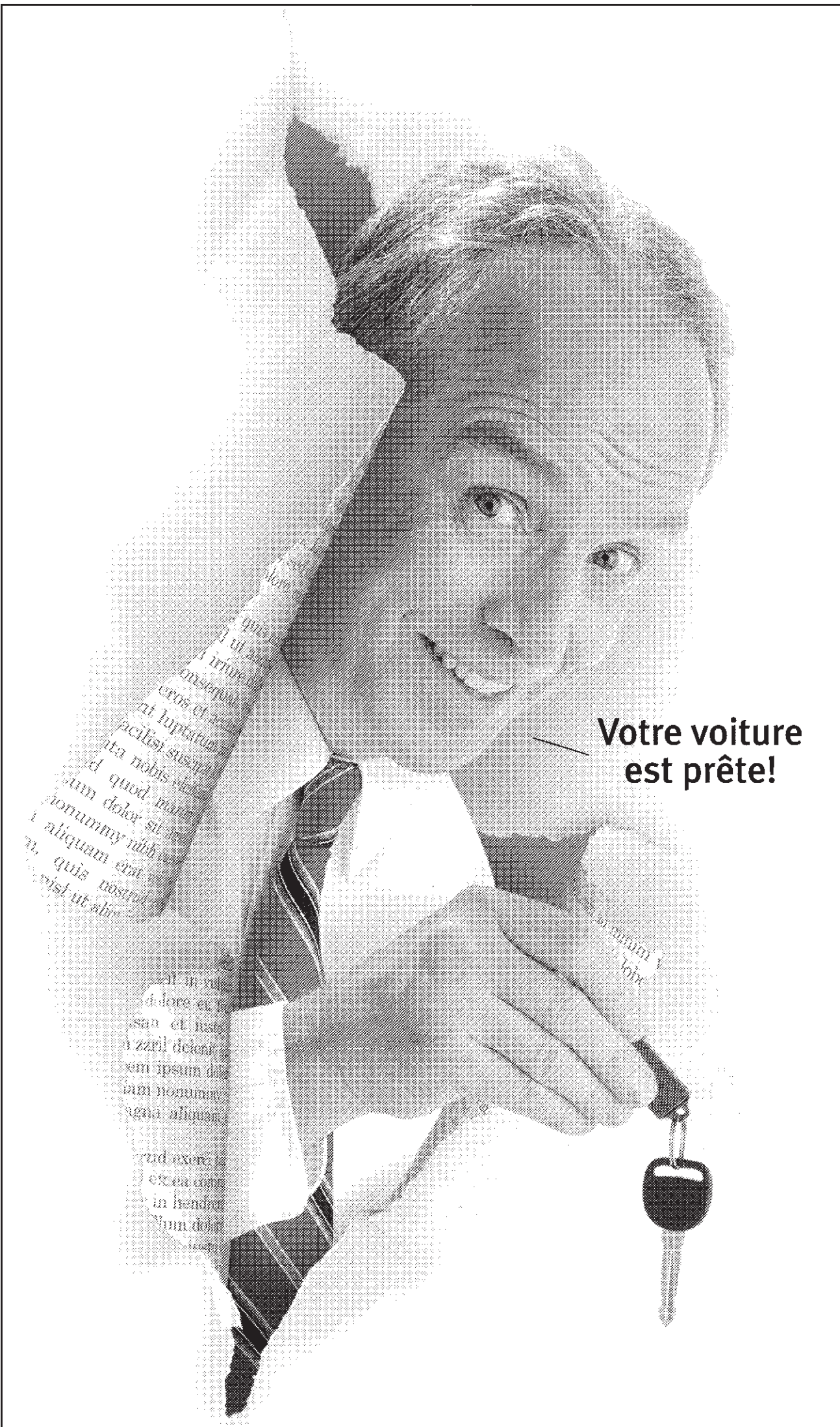
Nous sommes convaincus que nos prix sont les plus bas ! Si vous trouvez la même marchandise ailleurs, à plus bas prix, non seulement nous respecterons ce prix, mais nous vous accorderons un **rabais additionnel de 10%**



LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON

LINEN CHEST

Centre Rockland (514) 341-7810
Promenades de la Cathédrale (centre-ville) (514) 282-9525
Décor Dépôt (450) 681-9090
Place Portobello Brossard (450) 671-2202

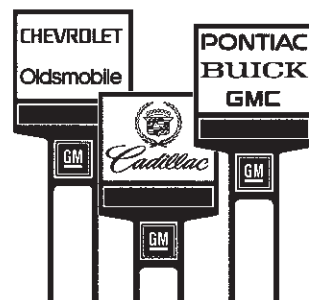


Votre voiture est prête!

	*Vidange d'huile incluant une inspection en 15 points	Entretien du système de refroidissement
	28⁹⁵\$	89⁹⁵\$
	Protège-capot pour Cavalier et Sunfire	Shampooing cirant (473 ml)
	99⁹⁵\$	9⁹⁹\$
	Nettoyant de sellerie cuir, vinyle et tissu (415 g)	Nettoyant tous usages (473 ml)
	4⁵⁹\$	9⁹⁹\$



Service Goodwrench
Bien fait. À temps.



1 800 463-7483

www.goodwrench.gmcanada.com

Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures ou camionnettes GM. Voir les conditions chez les concessionnaires participants. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 30 août 2000. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. *À l'exception des Corvette et des camions à moteur diesel.

2966599

boutique

MOUSSELINE

HOMME • FEMME

GRAND SOLDE

1182, rue Ste-Catherine (514) 878-0661

Politique

Le président québécois de la campagne de Long se joint à Day

ALEXANDRE SIROIS

Le président québécois de la campagne de Tom Long, Jonathan Sauvé, s'est joint hier à l'organisation québécoise du politicien albertain Stockwell Day. Il en partagera dorénavant la présidence avec l'ancien ministre libéral Gérard Latulippe.

Paradoxalement, M. Sauvé s'est prononcé en faveur de M. Day au moment où son rival dans la course au leadership de l'Alliance canadienne, Preston Manning, recevait l'appui de M. Long.

« Enormément de gens qui ont travaillé avec Tom Long au premier tour ont fait le choix d'aller avec Stockwell Day, a expliqué M. Sauvé. Pour moi, la motivation se situe au niveau de la nécessité d'avoir un nouveau visage pour un nouveau parti et, comme le dit Tom Long lui-même, d'avoir quelqu'un qui va être capable de percer à l'est du Manitoba. »

M. Latulippe a pour sa part accueilli M. Sauvé à bras ouverts, avec un optimisme débordant. « Je pense qu'avec son adhésion, nous démontrons que nous sommes en train de former une coalition qui va nous permettre de faire en sorte que M. Day gagne la chefferie, a-t-il dit. Et, non seulement ça, qui va nous permettre de faire en sorte que sous la direction de M. Day, l'Alliance canadienne puisse faire une percée au Québec. »

M. Day a terminé en tête du premier tour de scrutin de la course à la direction de l'Alliance canadienne, samedi dernier. Le politicien, qui s'est prononcé contre l'avortement et pour la peine de mort, affrontera M. Manning le 8 juillet prochain, lors du deuxième tour de scrutin.

Ancien président de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, M. Sauvé a affirmé qu'après sa rencontre avec M. Day, le week-end dernier, il ne voyait pas de mal à être associé à un politicien reconnu pour son conservatisme social.

« J'ai obtenu suffisamment d'assurances de sa part que ça ne figurera pas parmi les priorités de la prochaine campagne électorale », a déclaré M. Sauvé, qui a admis être « plutôt pro-choix » et contre la peine capitale.

Il faudra attendre au début de la semaine prochaine pour connaître la destinée des autres membres de l'organisation de M. Long. « Je peux vous garantir qu'il n'y a personne qui ait l'intention de se diriger vers la campagne de Preston Manning », a toutefois précisé M. Sauvé.

L'assurance-emploi bonifié pour les Gaspésiens

ALEXANDRE SIROIS

Le ministère fédéral du Développement des ressources humaines annoncera aujourd'hui que la période d'accès des Gaspésiens à l'assurance-emploi sera prolongée de six semaines dès le 9 juillet, a appris *La Presse*. C'est que le ministère, qui avait proposé le mois dernier des modifications aux limites des régions économiques de l'assurance-emploi, officialisera la séparation du Bas-Saint-Laurent de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Les Gaspésiens réclamaient une telle séparation depuis plusieurs mois. Le calcul des conditions d'accès à l'assurance-emploi est basé sur les taux de chômage régionaux. Or, le jumelage de la Gaspésie au Bas-Saint-Laurent, dont le taux de chômage est nettement plus faible, pénalisait la péninsule.

Par ailleurs, à la suite des nombreux commentaires reçus après la publication de la révision des limites des régions, le ministère a décidé de ne pas lier l'ensemble de la région de la Côte-Nord au Bas-Saint-Laurent, tel que prévu. Les résidents de la Basse-Côte-Nord, où le taux de chômage est élevé, craignaient d'être à leur tour désavantagés s'ils étaient associés au Bas-Saint-Laurent. Leur région sera plutôt jumelée à la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Tom Long appuie Manning

Presse Canadienne
TORONTO

Tom Long, celui qui a aidé le Parti conservateur de l'Ontario à prendre le pouvoir en 1995, offre son appui à Preston Manning dans la course à la direction de l'Alliance canadienne.

« Je crois qu'il est celui qui peut réunir l'Est et l'Ouest. Je crois qu'il peut réconcilier les conservateurs économiques et les conservateurs sociaux », a dit Tom Long devant Preston Manning lui-même et plus de 150 partisans réunis à Toronto, hier.

Au départ, Tom Long s'était également porté candidat dans la course à la direction de l'Alliance. Cependant, sa campagne s'est arrêtée samedi, alors qu'il est arrivé troisième à l'issue du premier tour de scrutin des membres du nouveau parti de droite, derrière Stockwell Day et Preston Manning.

M. Long, qui compte se présenter comme candidat de l'Alliance lors des prochaines élections fédérales, n'a fait aucune référence à Stockwell Day pendant cette déclaration publique.

M. Manning a affirmé que Tom Long apportait avec lui la possibilité d'aller chercher davantage d'appuis en Ontario, où le fondateur de l'ancien Parti réformiste n'a pas réussi à obtenir le soutien nécessaire pour former un gouvernement majoritaire lors des dernières élections.

Selon M. Manning, Tom Long est la personne qui a l'expérience la plus concrète pour remporter des élections en Ontario. Les deux hommes se sont rencontrés il y a déjà plusieurs années.

M. Long apporte également avec lui une liste de partisans.

Stockwell Day, qui faisait campagne en Colombie-Britannique hier lorsqu'il a appris la nouvelle, a répliqué que sa popularité en Ontario était suffisamment grande



PHOTO PC

Tom Long, candidat défait dans la course à la direction de l'Alliance canadienne (à gauche), a donné, hier, son appui à Preston Manning.

pour le mener à une victoire lors du deuxième tour de scrutin, le 8 juillet.

Un député fédéral de l'Alliance de Colombie-Britannique, John Reynolds, a réfuté les rumeurs selon lesquelles le sort de Preston Manning était déjà tracé et que les partisans de Tom Long avaient déjà opté pour le camp de Stockwell Day. « Il n'y a personne qui mène la course actuellement », a dit M.

Reynolds. « Je pense que beaucoup de personnes sont toujours en période de réflexion. »

Du côté de M. Day, on affirme avoir obtenu la part du lion des anciens partisans de Tom Long. Mercredi, le « comité bleu » de l'Ontario, qui regroupe d'importants conservateurs fédéraux et provinciaux, a annoncé son appui à Stockwell Day, l'ancien président du Conseil du Trésor de l'Alberta.

Un Canada sous Stockwell Day

Que serait le pays sous la gouverne du jeune loup albertain qui est bien près de devenir chef de l'Alliance canadienne?



Gilles Toupin

du bureau de
La Presse, OTTAWA

Avec ses allures de karaté kid et son passé d'évangéliste protestant, Stockwell Day est l'homme des paradoxes. Pour les uns, il incarne le changement de génération, le renouveau dont la politique canadienne a besoin. Pour les autres, il incarne l'extrême droite et ses pires excès.

Mais au-delà de ces clichés, ni les uns, ni les autres ne peuvent répondre à son sujet à la question fondamentale. Comment Stockwell Day, s'il remportait le deuxième tour à la direction de l'Alliance canadienne le 8 juillet et devenait un jour premier ministre, gouvernerait-il le Canada ?

Ceux qui le défendent et le soutiennent — et parmi eux beaucoup de gros canons conservateurs ontariens qui avaient soutenu Tom Long — voient en lui l'énergique ministre des Finances de l'Alberta qui a effacé la dette de la province et instauré un taux d'imposition unique. Pour eux, Stockwell Day représente le triomphe du conservatisme fiscal.

Ceux qui s'y opposent — dont son rival au sein de l'Alliance, Preston Manning — font délibérément ressortir l'autre face de Stockwell Day, celle d'un conservatisme social poussé à ses limites. Ils la brandissent comme un épouvantail au milieu du champ de ce qu'ils appellent l'unité de la grande famille conservatrice canadienne. Les partisans de Manning s'emploient à dépeindre Day comme un intolérant et un bigot, en raison de son dégoût pour les droits des homosexuels, qu'il a déjà voulu soustraire à la protection du Code des droits de la personne de l'Alberta, en raison de sa prise de position en faveur de la peine de mort, de son opposition à l'avortement, de ses convictions religieuses profondes et de sa propension avouée à faire in-



PHOTO PC

Stockwell Day (à gauche) en pleine campagne électorale...

tervenir l'État dans le domaine de l'enseignement de la religion.

Preston Manning, à un cheveu de l'annihilation politique et poussé de toute évidence par un certain désespoir, use de ces thèmes pour diaboliser celui qui risque de lui rafler, le 8 juillet, l'oeuvre qu'il a depuis 13 ans patiemment échafaudée. Ce n'est pas le temps de laisser un politicien « junior » diviser le pays avec des idées sectaires, a-t-il lancé en début de semaine en Ontario. Même le sondeur officiel de l'Alliance canadienne et partisan convaincu de M. Manning, André Turcotte, a tenté de faire un petit « coup de la Brink's » maison, mercredi, en refilant au *Globe and Mail* un sondage qui établissait noir sur blanc que si Stockwell Day était opposé à Jean Chrétien lors des prochaines élections, il mènerait ses troupes à un Waterloo comparable à celui des conservateurs en 1993.

« Qui peut rassembler au sein de l'Alliance, demande sans relâche l'ancien chef réformiste, les conservateurs sociaux — et l'importance qu'ils accordent aux questions touchant la famille — et les conservateurs fiscaux qui veulent que l'on se concentre sur la question des impôts ? J'ai beaucoup d'expérience dans ce genre de convivialité et je sais comment faire travailler ensemble tout ce beau monde. »

Mais voilà, Stockell Day possède un flair et une intelligence politiques qu'il a affichés avec aisance

ces derniers jours lorsqu'il a dû affronter ces coups de boutoir du camp Manning. L'insistance de ses opposants et d'une partie des médias à le dépeindre comme un homme essentiellement obsédé par un programme politique moral, a-t-il fait valoir, n'a rien à voir avec la réalité. Il a en quelque sorte adopté une position de retrait, mettant en veilleuse ses idées controversées, faisant porter sa campagne, comme il se plaît à insister, sur les thèmes de la fiscalité et de la justice. Pour le reste, il se dit prêt à laisser les Canadiens régler ces questions dans une sorte de grand débat national qu'il présiderait volontiers...

La chance au coureur

À voir la vague qui le porte depuis le début de la semaine, à apprendre jour après jour qu'il reçoit des appuis inespérés, notamment en Ontario, du côté du cercle intime des organisateurs conservateurs qui orbitent autour de Tom Long, force nous est de constater que plusieurs conservateurs fiscaux au pays ont décidé de donner la chance au coureur. Les électeurs de la classe moyenne des villes et des banlieues, du moins en Ontario et dans l'Ouest, semblent prêts à courir le risque du changement de génération. Ils se disent que M. Day ne pourra pas, de toute façon, imposer son programme social à ceux qui l'auront porté au pouvoir pour son programme fiscal.

Quant aux autres, ceux de l'extrême droite, ils ne se font guère

d'illusions sur la capacité d'un gouvernement Day à répondre à leurs appels pour sévir contre les homosexuels et pour interdire l'avortement.

Ce qui séduit les Alliancistes de tout acabit chez Stockwell Day, c'est d'abord sa croyance en l'inefficacité du gouvernement à traiter toutes les fibres du tissu social. Le Canada de Stockwell Day ne pourra s'adapter aux changements technologiques et sociaux, ne pourra devenir concurrentiel au sein de la mondialisation s'il ne donne pas à son économie une plus grande souplesse. Pour arriver à cela, Stockwell Day se fait le défenseur expérimenté d'un taux d'imposition unique. Il croit fermement que si les pauvres ne paient pas d'impôts, que si la classe moyenne en paie moins et que si ceux qui gagnent plus en paient encore moins, le pays s'adaptera plus rapidement à la mondialisation et deviendra plus prospère.

Quant au rôle du gouvernement central dans la fédération, il ne sera plus celui qui chérit Jean Chrétien. Stockwell Day croit que la centralisation est un frein au développement d'un pays aussi diversifié que le Canada. Ottawa ne devra conserver que ses grandes responsabilités internationales. Les provinces, soutenues par les municipalités, reprendront quasiment tous les autres pouvoirs.

Les libéraux de Jean Chrétien ont beau s'amuser de la montée de Stockwell Day, clamer haut et fort qu'ils ont hâte d'en découdre avec cette « face sombre » du conservatisme, ils semblent sous-estimer la capacité qu'a l'ancien ministre des Finances de l'Alberta de présenter — même en français — la « face éclairée » de son programme politique. Certains disent que le phénomène Day commence à rappeler celui de la Trudeumanie.

Cela est peut-être une exagération, une vue de l'esprit rattachée à la jeunesse et à l'allure sportive du candidat. Mais à voir l'état de panique dans lequel se trouve Preston Manning depuis samedi dernier, à le voir, comme lors de ce petit-déjeuner à Calgary au lendemain de sa défaite, trébuchant sur les mots et perdant sa contenance, à le voir refuser, contrairement à ses habitudes, de répondre à toute question des journalistes, il n'est peut-être pas farfelu de conclure que le vieux renard albertain a parfaitement bien saisi toute la portée et le danger réel que représente pour son rêve le phénomène Stockwell Day.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A25 manquante

Politique

Congés parentaux: la CSN en appelle aux députés québécois du PLC

ALEXANDRE SIROIS

Les députés libéraux fédéraux du Québec doivent se dissocier de la position intransigeante du premier ministre Jean Chrétien dans le dossier des congés parentaux, a soutenu hier la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

« On espère vraiment que les députés du gouvernement fédéral vont enfin comprendre que gouverner, ce n'est pas écraser et ce n'est pas faire de la petite politique. C'est d'abord et avant tout servir les intérêts généraux de la population », a déclaré la première vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Au début du mois de juin, la ministre québécoise de la Famille, Pauline Marois, a déposé un projet de loi visant à mettre en place un régime d'assurance parentale plus généreux que celui d'Ottawa, entre autres en matière de pourcentage du revenu accordé en prestations. Depuis, le premier ministre Chrétien a répété à de nombreuses reprises qu'il ne veut pas voir Québec créer son propre régime.

« Je pense que derrière le folklore (du contentieux Québec-Canada) il y a des réalités humaines : des jeunes parents qui se trouvent privés de ressources financières et qui doivent renoncer à consacrer plus de temps à des jeunes enfants. Et ça, c'est inadmissible », a dit M^{me} Carbonneau.

Question d'illustrer ses propos, la syndicaliste avait réuni, hier, lors d'une conférence de presse dans le Vieux-Port de Montréal, les membres de quatre familles québécoises venues offrir leur soutien au régime d'assurance parentale proposé par Québec.

« Dans le régime fédéral, il y a dix semaines que le père peut prendre, mais il faut les enlever à la mère, alors que dans ce qui est proposé par le gouvernement provincial, il y a cinq ou six semaines de congé parental qui est vraiment un congé de paternité », a relevé François Massie. Ce conseiller syndical à la CSN de 36 ans est le père de la petite Mégane, âgée d'un an.

Lorraine Tremblay, conjointe de M. Massie, travaille pour sa part à la mise en marché dans l'industrie du vêtement, et elle abonde dans le même sens. « Évidemment, comme j'allait, c'est moi qui prends les 25 semaines de congé (15 semaines de congé de maternité et 10 semaines de congé parental). Mais si François avait pu avoir plus de semaines au début, ça aurait été plus facile », a-t-elle affirmé.

M^{me} Tremblay reproche également à Ottawa de ne pas verser des prestations aussi généreuses que celles projetées par Québec. « Il me reste 340 \$, c'est environ le quart de ce que je fais normalement. Ça n'incite pas beaucoup à la maternité, a-t-elle dit. Je crois qu'il y aurait moyen d'avoir des revenus plus équitables en fonction du salaire qu'on fait normalement. »

Marie-Josée Gauthier, 28 ans, trouve elle aussi que les prestations octroyées par Ottawa, qui se chiffrent à un peu plus de la moitié du salaire, sont trop faibles. « Je trouvais ça un peu lourd à porter, a-t-elle raconté. Surtout à 55 % du salaire. Parce que 55 % de pas grand-chose, au bout du compte, ça reste toujours pas grand-chose. »

M^{me} Gauthier, qui travaille dans un marché d'alimentation, a précisé qu'elle avait tout de même pu prendre un mois supplémentaire de congé à ses frais pour s'occuper de sa fille, Léa, aujourd'hui âgée de sept mois.

La CSN assure que le projet québécois d'assurance parentale fait l'objet d'un solide consensus en province. Elle annonce déjà que si les libéraux persistent à refuser de négocier avec Québec, elle intensifiera les pressions à l'automne. « On ne se contentera pas d'un non. Ça fait des années qu'on milite pour l'amélioration de ce congé-là. Maintenant que tout le monde est d'accord, on ne laissera pas passer cette opportunité », a affirmé M^{me} Carbonneau.

Le C-20 est adopté au Sénat

HUGUETTE YOUNG
Presse Canadienne, OTTAWA

Le premier ministre Jean Chrétien a gagné son pari. La bataille a été dure mais le Sénat a rejeté un à un les cinq modifications proposées au projet de loi C-20 sur l'encadrement du processus référendaire en cas de sécession.

Après un passage difficile au Sénat, où une demi-douzaine de sénateurs libéraux contestaient les fondements mêmes du texte proposé, le projet de loi a été adopté hier en troisième lecture par 52 voix contre 34, avec 9 abstentions. Les libéraux n'ont pas perdu de temps. Le projet de loi C-20 a reçu la sanction royale vers 18 h hier soir.

Doutant de la constitutionnalité de ce projet de loi, la sénatrice Anne Cools a été la seule libérale à voter contre le projet gouvernemental en dernière lecture. Plusieurs libéraux qui avaient énormément de réserves ont préféré s'abstenir, dont les sénateurs Jean-Robert Gauthier, Jeremiah Grafstein, Willie Adams, Charlie

Watt, Serge Joyal et d'autres. L'ex-greffier du Conseil privé Michael Pitfield avait fortement exhorté ses collègues à voter contre ce projet de loi; il a lui-même adopté cette conduite.

C'est la proposition du sénateur Grafstein de donner au Sénat (et pas juste à la Chambre des communes) son mot à dire au sujet de la clarté d'une question référendaire qui a suscité le plus de déchirements. Ce vote a été défait de justesse par 50 voix contre 46, avec trois abstentions; six libéraux ont appuyé la proposition de M. Grafstein. Par contre, les nouveaux sénateurs libéraux nommés par M. Chrétien ont suivi le mot d'ordre gouvernemental.

Les propositions de M. Joyal sur l'indivisibilité du Canada et sur la tenue obligatoire d'un référendum avant le début des négociations sur la sécession ont été défaites par 51 voix contre 41, avec quatre abstentions.

Amèrement déçu, M. Joyal s'est résigné à l'idée que le projet de loi est maintenant la loi du pays. « Mais le débat n'est jamais clos », a-t-il soutenu. Il a préféré s'abstenir en troisième lecture parce qu'il accepte l'idée d'établir des règles au processus référendaire, a-t-il expliqué aux journalistes.

Les états généraux sur la langue à la mi-octobre

MARTIN PELCHAT
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le gouvernement Bouchard devrait présenter à l'automne 2001, à l'Assemblée nationale, une refonte de la Charte de la langue française basée sur les recommandations de la Commission des états généraux sur la langue, qui sera présidée par l'ancien président de la CSN, Gerald Larose.

C'est ce qu'a indiqué hier la ministre responsable de la Charte, Louise Beaudoin, après avoir dévoilé la composition et les mandats de cette commission, dont les travaux s'échelonneront de la mi-octobre 2000 à la mi-avril 2001. Dotée d'un budget de deux millions, elle tiendra des audiences publiques, y compris en région.

« Voulons-nous toujours vivre en français en l'an 2000 au Québec et comment peut-on y arriver ? » Voilà en substance la question préalable qui guidera ses travaux, a expliqué M^{me} Beaudoin. « C'est là-dessus que je veux que les Québécois se remobilisent, se réinterrogent et se réinterpellent. »

La commission devra analyser les facteurs qui influencent la situation et l'avenir de la langue, « procéder à l'examen d'une refonte globale de la Charte » comprenant notamment l'hypothèse d'une révision des dispositions relatives à l'affichage, et présenter des recommandations au gouvernement visant à « assurer l'usage, le rayonnement et la qualité de la langue ».

Si ce débat est nécessaire, dit la ministre, c'est que « la situation du français au Québec demeure préoccupante » et que l'« architecture » de la Charte de la langue s'est appuyée sur la situation du Québec des années 70. « L'arrière-scène démographique n'était pas la même et on ne parlait guère de mondialisation et de nouvelles technologies. »

De plus, dit-elle, le débat est déjà ou-



PHOTOTHÈQUE, La Presse®

Louise Beaudoin

vert devant les tribunaux, où 35 contestations sont inscrites, souvent avec l'appui du lobby anglophone Alliance Québec. « Chaque article de la loi 101 est devant les tribunaux en ce moment. Alors la discussion est ouverte en cour. Pourquoi ne pas en discuter entre tous les Québécois ? »

Des militants péquistes ont également tenté de forcer la main au gouvernement lors du dernier congrès du PQ afin que soit étendue au cégep l'obligation faite aux nouveaux arrivants ainsi qu'aux francophones d'envoyer leurs enfants au primaire et au secondaire à l'école française. La commission devra se pencher sur cette question.

Essoufflé, le leader du gouvernement au Sénat, Bernie Boudreau, a admis que le jeu n'était pas joué d'avance et qu'il était « nerveux » à chaque vote sur les divers amendements proposés. Il a reconnu que le processus avait été « agonisant » pour nombre de sénateurs mais à ses yeux, le débat est clos pour l'instant.

Fier de son coup, le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a émis un communiqué pour dire qu'Ottawa n'entreprendra jamais de négociations sur la sécession d'une province « en l'absence d'un appui clair de la population de cette province en faveur de la sécession ».

Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, s'est toutefois empressé de tourner cette nouvelle loi en dérision. « N'importe quel amateur de hockey sait qu'on ne change pas les règles du jeu durant la partie, a-t-il déclaré. On a eu deux référendums avec les règles qui sont les nôtres; ils ont presque perdu le deuxième. Il nous a manqué 30 000 votes. Ils ont peur de perdre, ils veulent changer les règles, mais pas uniquement en cours de partie, mais après la partie », s'est-il moqué.

En matière commerciale aussi, la ministre veut des propositions. « Qu'est-ce qu'il faut faire pour que le marché québécois soit considéré comme un marché francophone et non pas comme un *domestic market* américain ? » demande-t-elle, encore interloquée d'avoir constaté que les pistes des DVD en vente rue Cartier, à Québec, étaient en anglais et en espagnol.

Quant au choix de M. Larose, critiqué par plusieurs commentateurs en raison de ses prises de position passées en faveur d'un renforcement de la loi 101, c'était le meilleur possible, affirme Louise Beaudoin, en vantant notamment ses qualités de négociateur et de communicateur. « C'est un homme très humain, très pragmatique. » M. Larose donnera une conférence de presse ce matin à Montréal.

Le groupe de neuf commissaires qui appuiera Gerald Larose comprendra deux anglophones : Dermot Travis, président de Forum Action Québec, un organisme voué au rapprochement des francophones et anglophones, et Gary Richards, président de l'Association des Townshippers, qui abandonnera ce poste en septembre pour se joindre à la commission.

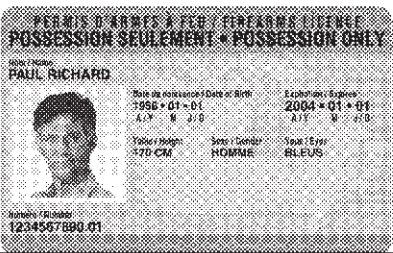
Les autres commissaires seront Josée Bouchard, présidente d'une commission scolaire du Lac-Saint-Jean, Hélène Cajolet-Laganière, linguiste et ancienne responsable de l'Office de la langue française dans les Cantons-de-l'Est, Stéphane Éthier, animateur de télé spécialisé dans les nouvelles technologies et ancien gagnant de la dictée Pivot, Patricia Lemay, vice-présidente chez Culinar, Norma Lopez-Therrien, directrice générale de Nous tous un soleil, organisme d'éducation interculturelle, Stanley Péan, écrivain d'origine haïtienne et la cadette, Marie-Claude Sarrazin, 24 ans, qui coprésidait un chantier du récent Sommet de la jeunesse.

Le sous-ministre associé à la politique linguistique, Jean-Claude Corbeil, a pour sa part démissionné de ce poste pour devenir secrétaire de la commission.

Rappel aux propriétaires d'armes à feu

Le 15 juin, la Cour suprême du Canada a confirmé que la Loi sur les armes à feu est constitutionnelle.

Donc, si vous possédez des armes à feu, vous aurez besoin d'un permis avant la fin de cette année.



Nous pouvons vous aider.

Une équipe se rendra près de votre localité pour vous aider à remplir votre formulaire et prendre la photo pour votre permis.

Pour plus d'information et pour obtenir des formulaires et de l'aide à les remplir :

1 800 731-4000

www.ccaf.gc.ca

Canada

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

30 juin 2000

Page A27 manquante

Miguasha: site du patrimoine mondial de l'Unesco

JEAN GUÉNETTE
collaboration spéciale

Le parc de Miguasha, en Gaspésie, a été désigné site du patrimoine mondial de l'Unesco. Hier, en dévoilant une plaque commémorative en présence du ministre québécois de la Faune et des Parcs, Guy Chevette, et de Ndèye Fall, représentante de l'Unesco au Canada, on a célébré la reconnaissance mondiale du parc, qui est le deuxième site au Québec à recevoir un tel honneur.

Le parc de Miguasha est situé dans la baie des Chaleurs. D'une superficie de moins d'un kilomètre carré, il est caractérisé par sa conservation de plantes et d'espèces de poissons fossiles reconnues partout dans le monde. Les fossiles que les paléontologues étudient ici depuis plus d'un siècle sont âgés de 370 millions d'années.

Ces découvertes scientifiques faites dans les falaises de Miguasha ont permis aux experts de mieux comprendre les étapes importantes de l'évolution des vertébrés. Plus de 14 000 poissons fossiles font partie de la collection du parc de Miguasha, un mot micmac qui se traduit par « roche rouge », faisant référence à la couleur rouge d'une falaise environnante. On retrouve au parc un musée d'histoire naturelle et un centre de documentation en géologie et en paléontologie des vertébrés. Un sentier de randonnée pédestre et des guides-naturalistes expliquent aux 40 000 visiteurs que reçoit le parc annuellement les bases de la paléontologie des vertébrés.

« Parmi les 15 sites fossilifères sélectionnés sur les 61 identifiés dans le monde, Miguasha est le seul qui jouit d'une protection officielle, celle du gouvernement du Québec. Ce qui veut dire que ce parc fossilifère est le site le plus représentatif, et qu'il rencontrait le plus les 10 critères de l'Unesco. Par exemple, le nombre de fossiles, le nombre de vertébrés, la biodiversité et plusieurs autres », a expliqué Ndèye Fall.

Notons qu'il y a 13 sites désignés au Canada, comme le parc des Montagnes rocheuses, le parc national du Gros-Morne ou l'arrondissement historique de Québec. Six cent trente sites ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, dont les pyramides d'Égypte et la Grande Muraille de Chine.

« J'avais recommandé au gouvernement la reconnaissance de ce parc et depuis des années, la direction du parc travaillait à cette reconnaissance. Il faut comprendre que le parc de Miguasha est un outil de développement économique pour la région au niveau touristique. Avec cette reconnaissance mondiale, plusieurs scientifiques viendront ici visiter ces lieux et reconnaître cet avoir québécois qui est inestimable », a déclaré Guy Chevette.

C'était aussi un grand jour pour la direction du parc. « Je suis au sommet du monde aujourd'hui. C'est le monde qui nous reconnaît. Ça aura un impact sur le tourisme ici. Il y a des gens qui ne voyagent que dans les si-



PHOTO JEAN GUÉNETTE, collaboration spéciale

On a dévoilé hier une plaque consacrant la Parc de Miguasha site du patrimoine mondiale de l'Unesco, en présence du directeur du parc, Marius Arsenault, du ministre Guy Chevette, de Ndèye Fall, représentante de l'Unesco au Canada, et du député fédéral Marcel Proulx.

tes du patrimoine de l'Unesco. Maintenant ils viendront ici. Il faut maintenant que les Gaspésiens se servent de Miguasha comme moteur de développement économique, a ex-

pliqué Marius Arsenault. Ça veut dire aussi des agrandissements de 1 million que Québec a annoncés récemment pour le musée de Miguasha. »